



Courant Communiste International

Novembre 2025

Revue Internationale

**La fraude de la « paix »
et la véritable prolifération des guerres**

Allons-nous vers une Troisième Guerre mondiale ?

26^{ème} congrès du CCI

Résolution sur la situation internationale

Rapport sur la lutte de classe

Rapport sur la crise économique

Bilan de sept mois de Trump

**Comment expliquer le chaos
de la politique bourgeoise ? “**

**Antisémitisme, sionisme, antisionisme,
tous ennemis du prolétariat (II)**

**Le piège de la lutte pour la démocratie bourgeoise
contre le populisme**

Contribution à une histoire du mouvement ouvrier

174

*3,00 euros - 5 FS - 6 \$Can
Parait tous les 6 mois*

1 La fraude de la « paix » et la véritable prolifération des guerres

La réalité est que la guerre et les préparatifs de guerre se répandent à travers la planète, que les conflits militaires existants sont devenus de plus en plus chaotiques, irrationnels et difficiles à résoudre, et que le capitalisme en décomposition est pris dans une spirale de destruction, ..

3 Allons-nous vers une Troisième Guerre Mondiale ?

Les luttes défensives de la classe ouvrière sur le terrain prolétarien en réaction à la crise économique sont la base indispensable pour que la classe ouvrière soit capable de poser le problème de la lutte contre le système capitaliste dans son ensemble, avec ses guerres, sa répression, ses pandémies et sa dévastation écologique.

7 Présentation du 26 ème congrès du CCI

9 Résolution sur la situation internationale

15 Rapport sur la lutte de classe

20 Rapport sur la crise économique

27 Bilan de sept mois de présidence Trump

L'impérialisme américain a dominé le monde de 1945 à 1989, parce qu'il était le gendarme du bloc impérialiste le plus puissant. Mais sa victoire après l'effondrement du bloc de l'Est, sur son rival plus faible, s'est avérée être une victoire à la Pyrrhus.

31 Comment expliquer le chaos de la politique bourgeoise ?

L'affaiblissement de la capacité de la bourgeoisie à gérer son système politique ne fait aucun doute. Mais il ne faut pas imaginer que cette faiblesse de la bourgeoisie peut être convertie en un avantage, une force pour le prolétariat.

39 Antisémitisme, sionisme, antisionisme ... Tous sont les ennemis du prolétariat

Tout comme le sionisme s'est clairement révélé être un voile dissimulant les désirs impérialistes, la réponse nationaliste arabe au sionisme, qu'elle soit laïque ou religieuse, n'est pas moins prise au piège mortel de la concurrence inter-impérialiste.

47 Le piège de la lutte pour la démocratie bourgeoise contre le populisme

Les mobilisations démocratiques ne peuvent pas être transformées en mouvements prolétariens.

51 Contribution à une histoire du mouvement ouvrier en Egypte

La réalité bien vivante de l'histoire du mouvement ouvrier africain à travers ses combats contre la bourgeoisie.

La fraude de la « paix » et la véritable prolifération des guerres

Si l'on en croit les discours prononcés lors de la visite de Trump à la Knesset israélienne juste après la signature du dernier « cessez-le-feu » au Moyen-Orient, nous assistons à l'un des plus grands accords de paix de l'histoire, ouvrant une nouvelle période de paix et de prospérité dans cette région jusqu'alors ravagée par la guerre. Les louanges adressées à Trump pour son exploit étaient sans limites : il a même été comparé au monarque perse Cyrus le Grand, qui, dans l'Antiquité, a libéré les Juifs de la captivité babylonienne et permis la construction du Second Temple à Jérusalem. Avant Trump, Cyrus était le seul non-juif à avoir mérité le titre de Messie.

Les commentateurs bourgeois avertis se sont montrés plus circonspects. Tout en saluant le cessez-le-feu et la perspective de la reprise de l'aide humanitaire à Gaza, ville en ruines et affamée, ils ont souligné que le plan en 20 points de Trump proposait très peu de mesures concrètes pour désarmer le Hamas et reconstruire Gaza sous une nouvelle administration « technocratique » ; qu'il offrait une perspective vague d'État palestinien et ne mentionnait pas l'occupation et l'annexion virtuelle de la Cisjordanie par Israël, ni l'opposition farouche du gouvernement israélien à l'idée même d'un État palestinien indépendant. Et en effet, la violence n'a guère diminué depuis la signature de l'accord. Le Hamas a publiquement exécuté des opposants à son régime dans la ville de Gaza, Israël a repris ses frappes aériennes sous prétexte de « protéger » le cessez-le-feu contre les violations du Hamas et bloque le passage de Rafah qui permettrait à des convois d'aide humanitaire d'entrer à Gaza. Il a également mené des raids au Liban, faisant plus d'une centaine de morts. En d'autres termes, même la survie à court terme du cessez-le-feu et la livraison de nourriture, de médicaments et d'autres produits de première nécessité sont incertaines, sans parler d'un horizon plus lointain de « paix » au Moyen-Orient.

Les autres accords de cessez-le-feu conclus par Trump, qui selon lui justifient le titre de « président de la paix », ne sont pas moins creux.

Peu après la signature du cessez-le-feu à Gaza, la rencontre prévue en Hongrie entre Trump et Poutine a été annulée. Cette guerre, que Trump se vantait autrefois de pouvoir régler en 24 heures une fois président, s'éternise, les deux camps accumulant et déployant des

armes toujours plus destructrices : la possibilité d'une issue viable à la guerre en Ukraine reste également lointaine. Le cessez-le-feu au Congo est continuellement violé, et les tensions entre le Pakistan et l'Inde, deux pays dotés de l'arme nucléaire, continuent de s'exacerber malgré l'accord de cessez-le-feu. Le Pakistan a salué l'intervention de Trump dans ce conflit et l'a nommé pour le prix Nobel de la paix, mais l'Inde a minimisé le rôle de Trump, insistant sur le fait que l'accord était essentiellement le fruit du travail des armées des deux États. Pendant ce temps, une nouvelle série de massacres a lieu au Soudan, et un groupe islamiste proche d'Al-Qaïda est sur le point de prendre le contrôle de la capitale du Mali.

Mais la rhétorique pacifiste des États-Unis est également démasquée comme une imposture par les positions militaires et politiques adoptées par le régime Trump, en particulier dans son arrière-cour : dès son retour à la Maison Blanche en janvier dernier, Trump a commencé à proférer des menaces concernant la prise de contrôle du Groenland et du Canada, et a effectivement pris le contrôle du canal de Panama. Aujourd'hui, les États-Unis mènent des frappes aériennes meurtrières contre des bateaux soupçonnés d'être impliqués dans le trafic de drogue dans les Caraïbes et intensifient leurs menaces contre la Colombie et le Venezuela en particulier, qu'ils dénoncent comme des « narco-États » ou comme des satellites de la Russie et de la Chine en Amérique latine. Dans le même temps, Washington a renfloué le régime Milei, favorable à Trump, en Argentine, avec une aide de 20 milliards de dollars, destinée à maintenir un contrepoids à l'influence de la Chine dans cette partie du monde. La poursuite de toute aide

économique supplémentaire étant alors implicitement conditionnée par la victoire de Milei aux prochaines élections de mi-mandat, ce qui a certainement contribué à sa large victoire.

Et bien sûr, les États-Unis n'ont jamais cessé de fournir à Israël les armes qu'il a utilisées pour détruire Gaza et mener des raids répétés sur le Liban, la Syrie et l'Iran –les États-Unis se joignant directement à l'attaque contre les capacités nucléaires de l'Iran. Mais nous ne parlons pas seulement des États-Unis. Tous les États, et en particulier les « démocraties » d'Europe occidentale, ont commencé à investir des sommes colossales et des ressources considérables dans le développement de leur industrie d'armement, tout en menant une propagande incessante sur la nécessité pour « l'Occident » de se préparer à se défendre contre l'agression russe ou chinoise.

La réalité est que la guerre et les préparatifs de guerre se répandent à travers la planète, que les conflits militaires existants sont devenus de plus en plus chaotiques, irrationnels et difficiles à résoudre, et que le capitalisme en décomposition est pris dans une spirale de destruction, particulièrement spectaculaire à Gaza, mais non moins dévastatrice en Ukraine et dans d'autres régions du monde, qui tend à échapper au contrôle de la classe dirigeante. Le capitalisme dans sa phase finale de décomposition se distingue par des guerres sans fin. Comme nous l'avons écrit dans notre premier « Texte d'orientation : militarisme et décomposition -1991 » (Revue internationale 64) :

« En réalité, si l'impérialisme, le militarisme et la guerre s'identifient à ce point à la période de décadence, c'est que cette dernière correspond bien au fait que les rapports de production capitalistes sont devenus une entrave au développement des forces productives : le caractère parfaitement irrationnel, sur le plan économique global, des dépenses militaires et de la guerre ne fait que traduire l'aberration que constitue le maintien de ces rapports de production. En particulier, l'autodestruction permanente et croissante du capital qui résulte de ce mode de vie constitue un symbole de l'agonie de ce système, ré-

vèle clairement qu'il est condamné par l'histoire. »

La spirale de la destruction et la nécessité de l'internationalisme

Nous avons également utilisé le terme « effet tourbillon » pour désigner cette spirale mortelle, dans laquelle chacune des crises du capitalisme – économique, écologique, militaire, politique, etc. – tend à se renforcer et à se propager à un niveau supérieur. Ainsi, l'irresponsabilité croissante de la « classe politique » capitaliste, qui s'exprime dans sa forme la plus pure dans les différentes factions populistes et surtout chez Trump, qui a déclaré à l'ONU que le réchauffement climatique était la plus grande supercherie de l'histoire, ne peut que compromettre davantage les efforts déjà minimes de la bourgeoisie pour atténuer la crise écologique. Dans le même temps, le passage à une économie de guerre favorisera la croissance des secteurs industriels les plus polluants et les plus émetteurs de carbone. Et les guerres elles-mêmes sont des catastrophes écologiques : en raison de la dévastation et de l'empoisonnement des terres agricoles, Gaza ne sera pas en mesure de produire sa propre nourriture pendant de nombreuses années, et la reconstruction de ses maisons, écoles et hôpitaux en ruines à partir de zéro émettra d'énormes quantités de carbone.

Dans ce tourbillon, la poussée vers la guerre est le facteur le plus puissant, l'œil du cyclone. Et pour faire avancer cette poussée vers la guerre, la classe qui produit la majeure partie de la richesse mondiale, la classe ouvrière, sera appelée à faire les sacrifices nécessaires sur ses salaires, ses conditions de travail, son accès à la santé, aux retraites et à l'éducation, et finalement sur sa vie.

Mais c'est là que se trouve le véritable obstacle à la guerre. Non pas dans les accords et les ententes entre criminels capitalistes, mais dans les luttes défensives de la classe ouvrière face à une société qui ne peut lui offrir que pauvreté et destruction. Et ces luttes sont plus qu'un vœu pieux, car depuis 2022, nous avons constaté une nette tendance des travailleurs de nombreux pays à affirmer leurs intérêts de classe contre les exigences des capitalistes qui leur demandent de se serrer la ceinture et de supporter des attaques incessantes contre leur niveau de vie. En elles-mêmes, les luttes défensives des travailleurs ne peuvent qu'obstruer temporairement la course à la guerre. Pour y mettre fin complètement, il faudra une politisation profonde de la lutte, la reconnaissance que le système capitaliste mondial doit être renversé et remplacé par une forme nouvelle et supérieure de vie sociale.

Le besoin de politisation de la lutte souligne le rôle indispensable des organisations politiques que la classe ouvrière a créées dans sa lutte historique contre ce système. Nous ne faisons pas ici référence aux partis de la gauche officielle, qui sont souvent les exécuteurs de l'austérité contre la classe ouvrière, ni à leurs appendices « radicaux de gauche », mais aux organisations authentiquement communistes qui défendent la lutte indépendante de la classe ouvrière contre toutes les factions de la classe dominante, et surtout qui défendent le principe de l'internationalisme, s'opposant à toutes les bandes et à tous les États engagés dans les guerres du capitalisme : en bref, les organisations de la gauche communiste internationale. Étant donné que ces organisations sont encore une petite minorité, nageant à contre-courant des mystifications pro-guerre, nationalistes et pacifistes, le CCI a toujours préconisé

une discussion et une coopération maximales entre ces groupes.

Mais il n'en reste pas moins nécessaire que la discussion entre ces organisations clarifie leurs divergences les plus importantes. Si les groupes de la gauche communiste tendent à s'accorder sur le fait que la guerre est devenue le mode de vie du capitalisme et sur la nécessité pour les travailleurs et les révolutionnaires de s'opposer à toutes les parties, il existe des différences considérables dans l'analyse du processus par lequel s'opère cette « autodestruction permanente et croissante du capital ». Pour la majorité des groupes, en particulier la Tendance Communiste Internationaliste et les différents « partis » bordiguistes, l'aggravation de la crise économique et la prolifération des conflits militaires sont la preuve que nous nous dirigeons une fois de plus vers la reconstitution de blocs impérialistes et une marche disciplinée vers une troisième guerre mondiale.

Pour le CCI, cela ne figure pas à l'ordre du jour dans un avenir prévisible. Mais ceux qui sont convaincus de la perspective d'une nouvelle guerre généralisée courent le risque, sous l'impact des récents traités de « paix », de relâcher leur vigilance et ignorer encore plus le danger beaucoup plus immédiat et pressant qui pèse sur la classe ouvrière : que le tourbillon de la destruction l'écrase avant qu'elle ne soit capable d'élever ses luttes au niveau historique nécessaire pour renverser le mode de production capitaliste. Cet argument est développé dans un autre article de ce numéro de la Revue : « Allons-nous vers une troisième guerre mondiale ? ».

CCI, Novembre 2025

Exacerbation, intensification et prolifération des guerres locales

Allons-nous vers une Troisième Guerre Mondiale ?

Dans cet article, nous nous concentrerons sur les arguments de la Tendance communiste internationaliste (TCI) concernant la perspective d'une troisième guerre mondiale. Parmi les groupes de la gauche communiste en dehors du CCI, la TCI tend à défendre les positions internationalistes les plus claires contre la guerre impérialiste, et c'est pourquoi elle a toujours été destinataire de nos appels aux groupes de la gauche communiste pour la réalisation de déclarations communes contre les guerres en Ukraine et au Moyen-Orient. L'une des raisons pour lesquelles la TCI a toujours rejeté ces appels est que nous avons des perspectives différentes sur l'évolution de la situation mondiale, notamment sur la question d'une marche vers la guerre mondiale. À notre avis, de telles divergences ne devraient pas faire obstacle à des actions communes telles que la publication de déclarations communes contre la guerre, puisque nous partageons les mêmes principes internationalistes fondamentaux.

De telles actions sont en effet importantes pour les raisons suivantes :

- Il est absolument essentiel que les révolutionnaires aient une compréhension claire des principales tendances de la situation mondiale et de ce qu'elles impliquent pour l'avenir. Évidemment les perspectives tracées par les révolutionnaires doivent être soumises à l'« épreuve » du laboratoire vivant de l'histoire ; par ailleurs travailler sur une base purement quotidienne et immédiate est dangereux pour leur pratique, leur interprétation des événements actuels et même leur capacité à s'en tenir à des principes fondamentaux ;

- Dans ce contexte, il est essentiel de ne pas sous-estimer le principal danger auquel est confrontée la classe ouvrière, à savoir la dérive accélérée du capitalisme vers des conflits militaires chaotiques et incontrôlés, dans le cadre d'une spirale plus large d'autodestruction impliquant l'effondrement écologique, la crise économique, etc.

- Il est également essentiel de comprendre que le prolétariat des pays capitalistes centraux ne sera pas, dans un avenir prévisible, confronté à une mobilisation dans une guerre mondiale, et que le développement de la lutte défensive autour de questions principalement économiques est la condition préalable essentielle pour mener une lutte offensive contre le système dans son ensemble. Cela fait partie de l'antidote contre la tentation des stratégies « anti-guerre » immédiatistes qui peuvent facilement conduire à un affaiblissement de l'internationalisme.

La position de la TCI sur l'alignement des forces impérialistes et les préparatifs de guerre

Selon la TCI en particulier, la crise économique mondiale résultant de la baisse du taux de profit a atteint un point tel que seul le niveau de destruction qui résulterait d'une troisième guerre mondiale serait suffisant pour permettre la naissance d'un « nouveau cycle d'accumulation ». Nous n'entrerons pas ici dans ce débat particulier, car il est évident qu'un tel niveau de destruction est bien plus susceptible d'aboutir à l'extinction de l'humanité qu'à une nouvelle période de prospérité capitaliste. Nous examinerons plutôt le processus qui conduit à une issue aussi catastrophique, afin de mettre en évidence les menaces les plus urgentes pour l'avenir de la planète et de ses habitants. Et ici, le CCI est l'une des rares organisations révolutionnaires à s'opposer à l'idée que la tendance dominante que nous observons aujourd'hui serait celle de la formation de nouveaux blocs impérialistes et donc d'une marche coordonnée vers la guerre mondiale. Ces deux phénomènes sont indissociables, comme nous l'avons écrit en mai 2022 dans notre texte d'orientation actualisé sur le militarisme et la décomposition :

« Une guerre mondiale est la phase ultime de la constitution des blocs impérialistes. Plus précisément, c'est en raison de l'existence de blocs impérialistes constitués qu'une guerre qui, au départ, ne concerne qu'un nombre limité de pays, dégénère, par le jeu des alliances,

en une conflagration généralisée »¹.

Notre texte de 1991 sur « le militarisme et la décomposition » a été rédigé au lendemain de l'effondrement du bloc impérialiste oriental dominé par l'URSS, événement qui a marqué l'ouverture définitive de la phase finale du capitalisme décadent, la phase de décomposition. Il reconnaissait que l'histoire avait démontré qu'à l'époque de la décadence capitaliste, il existe une tendance permanente à la formation de blocs impérialistes, et que la disparition d'un bloc impérialiste avait, jusqu'alors, entraîné la formation d'un nouveau bloc. Mais après avoir envisagé la possibilité de l'émergence d'un nouveau bloc autour des pays les plus puissants économiquement de l'époque – l'Allemagne et le Japon –, il concluait qu'aucune de ces deux puissances n'était en mesure de jouer ce rôle (et encore moins l'ancien leader du bloc, l'URSS, qui était elle-même en phase de désintégration). Il identifiait ensuite les éléments fondamentaux justifiant cette conclusion :

« au début de la période de décadence, et jusqu'aux premières années de la Seconde Guerre mondiale, il pouvait exister une certaine "parité" entre différents partenaires d'une coalition impérialiste, bien que le besoin d'un chef de file se soit toujours fait sentir. Par exemple, dans la Première Guerre mondiale, il n'existait pas, en termes de puissance militaire opérationnelle, de disparité fondamentale entre les trois "vainqueurs" : Grande-Bretagne, France et États-Unis. Cette situation avait déjà évolué de façon très importante au cours de la Seconde Guerre, où les "vainqueurs" étaient placés sous la dépendance étroite des États-Unis qui affichaient une supériorité considérable sur leurs "alliés". Elle allait encore s'accroître durant toute la période de "guerre froide" (qui vient de se terminer), où chaque tête de bloc, États-Unis et URSS, notamment par le contrôle des armements nucléaires les plus destructeurs, disposaient d'une supériorité absolument écrasante sur les autres pays de leur bloc. Une telle

1. Militarisme et décomposition (mai 2022) ; Revue Internationale 168.

tendance s'explique par le fait que, avec l'enfoncement du capitalisme dans sa décadence :

- les enjeux et l'échelle des conflits entre blocs acquièrent un caractère de plus en plus mondial et général (plus il y a de gangsters à contrôler, plus le "caïd" doit être puissant) ;

- les armements requièrent des investissements de plus en plus faramineux (en particulier, seuls les très grands pays pouvaient dégager les ressources nécessaires à la constitution d'un arsenal nucléaire complet et consacrer suffisamment de moyens pour les recherches sur les armes les plus sophistiquées) ;

- et, surtout, les tendances centrifuges entre tous les États, résultant de l'exacerbation des antagonismes nationaux, ne peuvent que s'accroître.

Il en est de ce dernier facteur comme du capitalisme d'État : plus les différentes fractions d'une bourgeoisie nationale tendent à s'entre-déchirer avec l'aggravation de la crise qui attise leur concurrence, et plus l'État doit se renforcer afin de pouvoir exercer son autorité sur elles. De même, plus la crise historique, et sa forme ouverte, exercent des ravages, plus une tête de bloc doit être forte pour contenir et contrôler les tendances à sa dislocation entre les différentes fractions nationales qui le composent. Et il est clair que dans la phase ultime de la décadence, celle de la décomposition, un tel phénomène ne peut que s'aggraver encore à une échelle considérable.

C'est pour cet ensemble de raisons, et notamment pour la dernière, que la reconstitution d'un nouveau couple de blocs impérialistes, non seulement n'est pas possible avant de longues années, mais peut très bien ne plus jamais avoir lieu : la révolution ou la destruction de l'humanité intervenant avant une telle échéance.²

À notre avis, ce cadre reste valable aujourd'hui, même si la mise à jour que nous en avons faite en 2022 sur la question du militarisme et de la décomposition reconnaît qu'en 1991 nous n'avions pas prévu la montée en puissance de la Chine, rendue possible par l'effondrement de l'ancien système de blocs et le développement de la « mondialisation », qui s'est notamment traduite par des investissements massifs de capitaux en Chine, notamment de la part des États-Unis, entraînant la croissance effrénée de la Chine en tant que nouvel « atelier du monde ». Cependant, pour la TCI et

d'autres, la Chine serait aujourd'hui plus ou moins en mesure de former un nouveau bloc capable de mener une guerre mondiale contre « l'Occident ». Comme l'a fait valoir son affilié britannique, la Communist Workers Organisation, dans un article récent :

« L'Occident, mené par les États-Unis, a, par son utilisation répétée de l'arme économique », créé une alliance de convenance entre les puissances sanctionnées (Chine, Russie, Iran et Corée du Nord), qui les a désormais conduites à entrer en conflit avec l'Occident. Comme l'a déjà démontré la guerre en Ukraine, il ne s'agit pas d'une « nouvelle guerre froide », comme l'ont affirmé certains experts. La situation est totalement différente. Pendant la guerre froide, l'URSS et les États-Unis étaient tous deux des puissances victorieuses et avaient tous deux plus à perdre qu'à gagner d'une guerre ouverte (et éventuellement nucléaire), de sorte que le conflit n'était pas direct. Ce n'est que dans les guerres par procuration et les manœuvres sur l'échiquier mondial que la tension entre elles a atteint son paroxysme.

Aujourd'hui, la situation est tout autre. Compte tenu de la stagnation du système capitaliste, aucune puissance n'est assurée économiquement de son avenir, et toutes sont confrontées à des problèmes croissants d'endettement et à une capacité déclinante à maintenir le type de société qui était le leur jusqu'à présent. La montée du nationalisme ne se limite pas à l'Occident. Comme on le sait maintenant, la recherche de profits plus importants à l'étranger par le capital américain, la lutte de classe qui existait États-Unis dans les années 1980 et 1990, ont eu pour conséquence involontaire de nourrir en Chine un challenger à leur hégémonie. Xi Jinping a cultivé un nationalisme étroit similaire, affirmant la nouvelle puissance économique de la Chine contrastant avec l'humiliation dont elle a été victime par le passé de la part des puissances étrangères. Et ce nationalisme ne se limite pas à la rhétorique sur la reconquête de Taïwan. La Chine devance déjà les États-Unis dans plusieurs domaines technologiques (le traitement des terres rares, par exemple) et dans l'intelligence artificielle...

... La puissance militaire américaine reste largement supérieure à celle du reste du monde, et elle est toujours le seul acteur mondial à cet égard. Mais la cyber technologie et le fait que la Chine ait construit une flotte plus moderne, etc., signifient que l'écart se réduit et qu'il existe déjà une course à l'arme-

ment technologique entre les deux puissances. Cette rivalité n'est pas nouvelle et ne se limite pas à Trump. C'est l'administration Obama qui a été la première à reconnaître la menace lorsqu'elle a adopté le « pivot vers l'Asie » en 2011, mais sa politique consistait alors à s'impliquer auprès d'autres États asiatiques (à l'époque, 40 % de la croissance de l'économie mondiale se situait dans cette région) tout en maintenant des liens directs avec la Chine. Sous Trump comme sous Biden, la politique américaine est devenue plus agressive envers la Chine, mais alors que Biden cherchait à construire des alliances (AUKUS, etc.) pour défendre la « démocratie » contre les États « autoritaires », le slogan MAGA de Trump pourrait être reformulé en « Make America Go it Alone » (Que l'Amérique fasse cavalier seul).³

Ce passage contient beaucoup de vérités. Le développement spectaculaire de la Chine en tant que puissance mondiale au XXI^e siècle marque un nouveau niveau de bipolarisation des rivalités impérialistes, qui est le point de départ de la formation de véritables blocs militaires. En outre, l'idée que la Chine est devenue le principal challenger économique et impérialiste des États-Unis est en effet commune à toutes les principales factions de la classe dirigeante américaine, d'Obama à Trump. Mais nous ne sommes pas d'accord pour dire que cela signifie que la Chine est déjà en mesure de former un bloc autour d'elle-même, et ce pour deux raisons principales :

- Premièrement, la bourgeoisie chinoise a elle-même clairement reconnu qu'elle n'était pas encore en mesure de remplir l'un des critères mentionnés dans notre texte de 1991 : une supériorité militaire écrasante sur ses « partenaires de bloc » potentiels et, par extension, une capacité à affronter directement son principal rival impérialiste, les États-Unis. C'est pourquoi la feuille de route chinoise pour devenir la première puissance mondiale d'ici 2050 repose avant tout sur le développement de sa puissance économique à travers le monde, comme en témoignent son projet extrêmement ambitieux de « nouvelle route de la soie » et son engagement très réel dans la course technologique avec les États-Unis. Cela ne signifie bien sûr pas que ces projets économiques n'ont pas une dimension militaire importante, ni qu'ils excluent le risque de conflits

2. Idem

3. Cinquante ans de lutte, cinquante ans à nager à contre-courant, Perspectives révolutionnaires 26.

militaires ouverts avec les États-Unis ou leurs alliés, notamment sur la question de Taïwan ou du contrôle de la mer de Chine méridionale. De tels conflits seraient hautement irrationnels du point de vue du grand projet chinois, mais ils sont d'autant plus probables que la Chine s'enfonce de plus en plus dans la crise économique et est menacée par une tendance toujours plus forte à la fragmentation, facteurs qui tendront à saper ses aspirations économiques (et donc militaires) à long terme et à la pousser vers des options autodestructrices à court terme.

- Une « alliance de convenance » n'est pas un bloc, qui, comme nous l'avons dit, nécessite la soumission à un seul leader, surtout compte tenu de la tendance au « chacun pour soi » qui se manifeste dans la phase de décomposition. La Russie, « amie éternelle » de la Chine, se réjouit peut-être du soutien économique et idéologique de la Chine dans son aventure ukrainienne, mais rien n'indique qu'elle soit disposée à se subordonner à la Chine. Même si l'économie russe est insignifiante par rapport à celle de la Chine et de plus en plus affaiblie par la guerre en Ukraine, la Russie se considère toujours comme une puissance militaire de premier plan à part entière, et l'histoire des relations sino-russes, ponctuée de conflits frontaliers et de moments de guerre ouverte, l'a en réalité rendue méfiante à l'égard d'une alliance trop étroite avec son ami éternel. De même, si la Russie et la Chine ont toutes deux salué la présence de Modi au récent sommet de Pékin, immédiatement après la dispute entre l'Inde et les États-Unis au sujet de la menace de Trump d'imposer de nouveaux droits de douane à Delhi, il existe une longue histoire de conflits militaires entre la Chine et l'Inde au sujet de leurs frontières, dont le dernier a éclaté en 2024, tandis que la Chine a toujours soutenu le Pakistan dans ses différends avec l'Inde. L'Inde n'a donc certainement pas l'intention de suivre docilement l'exemple de la Chine.

Ces manifestations de l'impact perturbateur des antagonismes nationaux au sein de « l'alliance de convenance » constituent un obstacle sérieux à la formation d'un bloc dirigé par la Chine. Mais plus significatif encore est le fait, souligné par la CWO elle-même, que les États-Unis adoptent eux-mêmes la politique du « Make America Go it Alone » (l'Amérique doit faire cavalier seul), sapant ainsi la possibilité d'une alliance stable entre les « démocraties ».

Dans le test de 1991, nous écrivions : « Dans la nouvelle période historique

*où nous sommes entrés, et les événements du Golfe viennent de le confirmer, le monde se présente comme une immense foire d'empoigne, où jouera à fond la tendance au "chacun pour soi", où les alliances entre États n'auront pas, loin de là, le caractère de stabilité qui caractérisait les blocs, mais seront dictées par les nécessités du moment. Un monde de désordre meurtrier, de chaos sanglant dans lequel le gendarme américain tentera de faire régner un minimum d'ordre par l'emploi de plus en plus massif et brutal de sa puissance militaire ».*⁴

Mais bien qu'ils n'aient en aucun cas renoncé à l'utilisation massive de la force militaire – comme nous l'avons vu, par exemple, lors des récentes attaques contre les installations nucléaires iraniennes –, les tentatives des États-Unis de « maintenir un minimum d'ordre » ont fini par faire de ce pays le principal facteur d'exacerbation du désordre. Cela a été clairement visible en Irak en 1991, mais encore plus lors des invasions de l'Afghanistan et de l'Irak en 2001 et 2003. Et, comme nous l'avons dit dans nombre de nos résolutions et articles, contrairement au passé où ce sont les puissances les plus faibles qui avaient le plus intérêt à saper le statu quo impérialiste, dans la phase de décomposition, c'est la puissance la plus forte du monde qui est devenue la principale promotrice du chaos à travers le globe. Cela a maintenant atteint un point où le régime Trump déclare ouvertement qu'il n'est plus le gendarme du monde et oppose de plus en plus les intérêts des États-Unis à ceux du reste du monde.

Ainsi, on ne peut plus parler de « l'Occident » ou d'un bloc occidental. Le divorce actuel entre les États-Unis et l'Europe, qui se traduit par une menace très réelle pour l'avenir de l'alliance de l'OTAN, le soutien américain aux factions populistes et d'extrême droite européennes qui s'opposent à l'Union européenne, ainsi que les déclarations directes des États-Unis sur la possibilité d'acquiescer le Canada, le Groenland et le canal de Panama, constituent la dernière étape de la désintégration de tout « l'ordre international » inauguré au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Dans ce contexte, la politique américaine consistant à faire payer aux puissances européennes la guerre en Ukraine ne vise pas à accroître la soumission de ces dernières à un ordre dirigé par les États-Unis. Cet objectif traditionnel est

passé au second plan derrière la volonté autodestructrice des États-Unis de saper tous leurs rivaux, de semer le chaos et la division dans les rangs de leurs anciens « alliés ». De leur côté, considérant de plus en plus les États-Unis non seulement comme un allié peu fiable, mais même comme un ennemi potentiel, les grandes puissances européennes comme l'Allemagne s'engagent à développer leur secteur militaire, ce qui tendra à renforcer leur détermination à résister à l'intimidation américaine et à prendre leur place dans les jeux olympiques impérialistes mondiaux.

Il faut ajouter que la mobilisation d'un État pour la guerre suppose une unité fondamentale entre les principales factions de la classe dirigeante. C'est de moins en moins le cas aux États-Unis, où les divisions au sein de la classe dirigeante entre la gauche et la droite, les républicains et les démocrates, mais aussi entre le clan autour de Trump et d'autres branches de l'appareil d'État, et même au sein du camp MAGA lui-même, sont devenues si virulentes que, si l'on ajoute à cela la prolifération de groupes armés motivés par toutes sortes d'idéologies bizarres, le risque de guerre civile aux États-Unis sort du domaine obscur de la science-fiction et devient de plus en plus concret.

Cette instabilité croissante entre et au sein des États ne rend pas le monde plus sûr, même si elle entrave la reconstitution de blocs militaires. Au contraire, l'absence de discipline au sein des blocs et l'irrationalité croissante des régimes au pouvoir tendent à accroître le risque de dérapage au niveau militaire. Et la menace de militarisation et de guerre est à la fois exacerbée par le danger d'un effondrement écologique à l'échelle planétaire et l'aggrave encore davantage. Depuis le début des années 2020, nous sommes de plus en plus plongés dans ce que les éléments les plus perspicaces de la bourgeoisie appellent la « polycrise » et que nous avons appelé « l'effet tourbillon », une spirale mortelle dans laquelle tous les différents produits d'une société en décomposition agissent les uns sur les autres et accélèrent l'ensemble du processus de destruction, confirmant que la menace la plus tangible pour la survie de la société humaine provient du processus de décomposition lui-même.

Les deux pôles de la situation mondiale

Mais il y a une autre raison pour laquelle nous nous dirigeons vers un « monde de guerres » plutôt que vers la reconstitution de blocs en vue d'une guerre mon-

4. Texte d'orientation : militarisme et décomposition ; Revue internationale 64 - 1991.

diale classique : l'existence d'un pôle alternatif à la spirale de la décomposition.

Le fondement de la décomposition est l'impasse entre les classes, ce qui signifie qu'au cours des dernières décennies du XX^e siècle, la bourgeoisie, malgré l'aggravation de la crise économique mondiale, n'a pas été en mesure de mobiliser la classe ouvrière pour une nouvelle guerre mondiale. Et, à notre avis, le prolétariat international n'a pas subi de défaite historique comparable à celle qu'il a connue après l'écrasement de la révolution mondiale à partir des années 1920 et qui a permis à la classe dirigeante de l'entraîner dans la Seconde Guerre mondiale. Certes, il a traversé une longue période de recul et de difficultés, mais la reprise des mouvements de classe déclenchée par « l'été du mécontentement » en Grande-Bretagne en 2022 était le signe que la classe ouvrière, après une longue période de maturation souterraine, revenait à la lutte ouverte et s'engageait sur la longue route vers la reconquête de son identité de classe et, en fin de compte, la perspective révolutionnaire qu'elle peut proposer comme seule alternative à la putréfaction de la société. Il est vrai que certaines parties de la classe ouvrière, comme en Ukraine et au Moyen-Orient, ont effectivement été entraînées dans la guerre, mais cela ne s'applique pas aux bataillons centraux de la classe ouvrière en Europe occidentale et en Amérique du Nord.

Les luttes qui ont commencé en 2022 étaient principalement une réponse à la détérioration des conditions de vie provoquée par la crise économique, mais il est également significatif qu'elles aient eu lieu malgré le déclenchement de la guerre aux marges de l'Europe et malgré les intenses campagnes de propagande sur la nécessité de défendre l'Ukraine et la démocratie. Et alors que la classe dirigeante s'engage à développer l'économie de guerre et retire de plus en plus son soutien financier aux dépenses sociales, le lien entre la crise économique et la guerre devient de plus en plus évident. Nous pouvons le constater, ne serait-ce qu'indirectement, à travers les tentatives de l'aile gauche du capital de « prendre en charge » ce type de questionnement dans les rangs du prolétariat, par exemple à travers la popularisation du slogan « welfare not warfare » (le bien-être plutôt que la guerre) dans les manifestations ouvrières.

À une échelle plus spectaculaire, nous avons assisté à des grèves et des manifestations très largement suivies, organisées par les syndicats italiens,

en particulier les « syndicats de base » les plus radicaux, en réponse au génocide à Gaza et à l'emprisonnement des militants de la « flottille Subud » qui tentaient d'acheminer de la nourriture et d'autres fournitures à travers le blocus israélien. Contrairement aux marches pro-palestiniennes régulières à Londres et dans de nombreuses autres villes, qui sont manifestement dominées par l'idéologie nationaliste, ces actions donnent l'impression d'être situées sur un terrain ouvrier, mais comme le montre un article récent publié dans la revue italienne de la TCI, Battaglia Comunista, elles n'échappent pas à l'emprise du nationalisme pro-palestinien et donc à la logique de la guerre impérialiste :

« Inutile de dire que le contenu était marqué par le pacifisme humanitaire et le réformisme, sans la moindre trace d'internationalisme prolétarien, c'est-à-dire de classe : les drapeaux palestiniens dominaient sans contestation, accompagnés des slogans habituels « Palestine libre », etc. La division de la classe ouvrière par les syndicats était clairement visible : d'un côté, les travailleurs du Si Cobas (principalement des immigrés), de l'autre, ceux de la CGIL (principalement des Italiens), avec peu de discussion. Battaglia Comunista est intervenue dans plusieurs villes avec un tract, même si celui-ci s'est évidemment perdu dans la vague du nationalisme pro-palestinien »⁵.

Mais que le pacifisme ou le nationalisme soit l'idéologie principale invoquée, ces mobilisations sont des moyens de récupérer l'indignation prolétarienne contre la guerre capitaliste. Dans ce cas, Battaglia a réussi à maintenir la ligne de classe, mais comme nous l'avons montré dans divers articles, l'incapacité à appréhender la totalité des forces derrière le massacre de Gaza a conduit de nombreux internationalistes en herbe à des confusions très dangereuses. Cela a été très évident avec des organisations anarchistes comme l'Anarchist Communist Group, avec son soutien à Palestine Action et à d'autres activités pro-palestiniennes, mais même un courant de la gauche communiste – les bordiguistes – n'a pas évité de sérieuses ambiguïtés autour de la question⁶. Il convient de

5. Italie : À propos de la « grève générale » pour Gaza, leftcom.org

6. Sur l'ACG, voir « L'ACG fait un pas de plus vers le soutien à la campagne de guerre nationaliste » et « Le soutien de l'ACG à Palestine Action : un pas de plus vers l'abandon de l'internationalisme » ICC Online.

Sur les bordiguistes, voir Guerre au Moy-

noter ici que lors d'une récente réunion publique du groupe bordiguiste qui publie The International Communist Party, les camarades du PCI ont clairement indiqué qu'ils s'étaient pleinement mobilisés derrière la grève en Italie, principalement du fait de leur implication dans divers syndicats de base. Nous avons également fait valoir que la réponse « stratégique » de la TCI à la campagne belliciste – la formation de groupes No War But The Class sur une plate-forme minimale – non seulement obscurcit le rôle réel de l'organisation politique de la classe, mais les a également exposés à des alliances douteuses avec des groupes plus ou moins enlisés dans le gauchisme⁷.

Le problème des révolutionnaires qui ne parviennent pas à se démarquer des actions « anti-guerre » dominées par le pacifisme ou le nationalisme est lié à un problème plus large, car le dégoût croissant non seulement pour la guerre, mais aussi pour la répression et la corruption capitalistes, souvent associées à des attaques contre les conditions de vie de base, provoque une vague de révoltes dans le monde entier : les mouvements dits « Gen-Z » en Indonésie, au Népal, au Kenya, Madagascar, au Maroc et ailleurs, mais il s'agit de mouvements « populaires » qui rassemblent différentes classes et couches sociales, qui ne peuvent en eux-mêmes développer une perspective prolétarienne et se retrouvent invariablement piégés dans des revendications de changement démocratique. Et là aussi, nous avons vu l'ICT perdre la tête et se retrouver à la traîne de ces mouvements. L'article de ce numéro de la Revue internationale, « Tomber dans le piège de la lutte pour la démocratie bourgeoise contre le populisme, nous en donne plusieurs exemples »⁸.

Ces mobilisations – auxquelles on peut ajouter les grandes manifestations

en-Orient : le cadre théorique obsolète des groupes bordiguistes, ICC Online

7. Lire notre article « La TCI et l'initiative « No War But the Class War » : un bluff opportuniste qui affaiblit la gauche communiste »

8. Voir également l'article publié par la TCI : « Déclaration sur les manifestations au Népal », et signé par le NWBCW South Asia, dans lequel les jeunes Népalais se voient offrir la perspective « de mener une lutte politique et violente et de s'emparer des usines, des ressources alimentaires, des ressources énergétiques, des transports et des armes ».

26^{ème} congrès du Courant Communiste International

Présentation du congrès

Au printemps dernier, le CCI a tenu son 26^{ème} Congrès

Comme le disent nos statuts :

« *Le Congrès international est l'organe souverain du CCI. Comme tel il a pour tâches :*

a) *d'élaborer les analyses et orientations générales de l'organisation, notamment en ce qui concerne la situation internationale ;*

b) *d'examiner et faire le bilan des activités de l'organisation depuis le précédent congrès ;*

c) *de définir ses perspectives de travail pour le futur. »*

Nous avons déjà publié sur notre site Internet un certain nombre de documents adoptés par le 26^{ème} congrès concernant l'évolution de la situation internationale ¹ et il n'est pas nécessaire d'y revenir en détail dans cette présentation. Il nous appartient cependant de souligner l'importance de ce congrès.

En premier lieu, les statuts soulignent la place du Congrès dans la vie de l'organisation : c'est l'« organe souverain du CCI ». En cela, notre organisation est fidèle à la tradition du mouvement ouvrier. Ainsi, les statuts de la Ligue des communistes précisent que : « *Le Congrès est le pouvoir législatif de l'ensemble de la Ligue.* » (Article 30) « *Le Congrès se réunit au mois d'août de chaque année. Dans les cas d'urgence, le Conseil central convoquera un Congrès extraordinaire.* » (Article 34).

La même prééminence du Congrès se retrouve dans les Statuts de l'Association Internationale des Travailleurs

« *Tous les ans aura lieu un Congrès ouvrier général composé de délégués des branches de l'Association. Ce Congrès proclamera les aspirations communes de la classe ouvrière, prendra l'initiative des mesures nécessaires*

pour le succès de l'œuvre de l'Association Internationale et en nommera le Conseil général. » (Article 3)

Et c'est les mêmes principes qu'on retrouve dans les Statuts de l'Internationale Communiste : « *L'instance suprême de l'Internationale Communiste n'est autre que le Congrès mondial de tous les partis et organisations qui y sont affiliés. Le Congrès mondial sanctionne les programmes des différents partis qui adhèrent à l'Internationale Communiste. Il examine et résout les questions essentielles de programme et de tactique ayant trait à l'activité de l'Internationale Communiste.* » (Article 4)

En fait, la tenue régulière de congrès par une organisation du prolétariat est la manifestation en même temps qu'un instrument de sa vie politique à laquelle participent tous ses militants par l'élaboration, la discussion et l'adoption de rapports et de résolutions. ² C'est ce

2. Cette permanence à travers l'histoire du mouvement ouvrier de la place fondamentale des congrès dans la vie de ses organisations est malheureusement « oubliée » par la plupart des organisations de la Gauche communiste. Ainsi, le courant qui se rattache à la tradition bordiguiste rejette le principe même de la tenue de congrès considérés comme manifestations de « prurit démocratique » (Voir, entre autres, l'article « Mythe et réalité dans la Gauche communiste en Italie » dans *Le Prolétaire* n° 512.). Quant au courant issu de la tendance Damen du Partito comunista internazionale, même s'il ne rejette pas le principe de la tenue de congrès, il faut relever la fréquence particulièrement faible de ces événements. Ainsi, la durée moyenne entre deux congrès du PCInt va de 4 à 15 ans, soit une moyenne de presque 10 ans (1948, 1952, 1963, 1970, 1982 et 1997). Il vaut la peine de rappeler que lorsque l'Internationale communiste était un organe du prolétariat, elle tenait un congrès chaque année entre 1919 et 1922. La réduction de la fréquence de ses congrès coïncide avec sa dégénérescence et sa mort comme organisation prolétarienne puisque ses congrès suivants se tiennent en 1924, 1928 et 1935 avant sa suppression par Staline en 1943 destinée à s'attirer les bonnes grâces des Alliés dans la Seconde Guerre mondiale. Cette comparaison entre l'Internationale communiste et le courant animé par Onorato Damen ne signifie nullement que ce dernier serait passé dans la bourgeoisie mais elle met en évidence une faiblesse politique très im-

portante de ce courant.

principe que le CCI a fait sien et mis en œuvre depuis sa fondation en faisant de ses congrès, à l'image des organisations du passé, des moments fondamentaux de sa vie politique. Cela dit, le 26^{ème} congrès du CCI revêtait une importance bien plus grande que ceux qui l'ont précédé. Et cela, pour deux raisons fondamentales.

En premier lieu, ce congrès a pris place 50 ans après la fondation du CCI en janvier 1975. Cet anniversaire nous donnait l'obligation de faire un bilan de ce demi-siècle, tant du point de vue de l'évolution de la situation internationale que de l'activité de notre propre organisation et cela, non pas dans une démarche d'historien, mais bien pour tenter de dégager les perspectives qui se présentent au monde dans le prochain demi-siècle et les responsabilités que devront y assumer les organisations communistes. Avec cette préoccupation, le Congrès a décidé la publication d'un Manifeste traitant des enjeux historiques fondamentaux de la période actuelle ainsi que la publication d'une série d'articles abordant les questions auxquelles ont été, sont et seront confrontées les organisations politiques du prolétariat et qui paraîtront dans notre presse dans les mois qui suivent. Pour sa part, le Manifeste des 50 ans du CCI a commencé à être publié dans différentes langues sur notre site Web. Il est intitulé « *Le capitalisme menace l'humanité : La révolution mondiale est la seule solution réaliste* ». Et ce titre résume l'autre raison fondamentale qui a conduit le 26^{ème} congrès du CCI à décider la publication d'un tel Manifeste et qui est présentée dans son prologue : « *Les années 20 du XXI^e siècle sont celles d'une accélération brutale de la dégradation de la situation du monde avec une accumulation de catastrophes (inondations ou incendies) liées au changement climatique, une accélération de la destruction du vivant, une pandémie qui a tué plus de 20 millions d'êtres humains, le déclenchement de nouvelles guerres de plus en plus meurtrières comme en Ukraine, à Gaza ou en Afrique,*

1. Il s'agit des textes suivants : « Résolution sur la situation internationale (mai 2025) », « La signification historique de l'impasse de l'économie capitaliste » et « Rapport sur la lutte de classe (mai 2025) »

portante de ce courant.

particulièrement au Soudan, au Congo et en Éthiopie. Ce chaos mondial a connu une nouvelle étape en janvier 2025 avec la venue au pouvoir de la première puissance mondiale d'un bateleur de foire sinistre, Donald Trump, qui ambitionne de jouer avec le globe terrestre à l'image de Charlie Chaplin dans son film : *Le Dictateur*.

Le présent manifeste ne se justifie pas seulement par le demi-siècle d'existence de notre organisation, mais aussi parce que nous devons faire face aujourd'hui à une situation historique d'une extrême gravité : le système capitaliste qui domine la planète est en train de conduire inexorablement la société humaine vers sa destruction. Face à cette perspective abominable, il appartient à ceux qui combattent pour le renversement révolutionnaire de ce système, les communistes, de mettre en avant les arguments historiques, politiques et théoriques afin d'armer la seule force de la société capable de mener à bien cette révolution : le prolétariat mondial. »

Le Manifeste se termine par les passages suivants :

« Ce bref survol de décennies de luttes ouvrières fait émerger une idée essentielle : le combat historique de notre classe pour le renversement du capitalisme va encore être long. Sur sa route, va se dresser une succession d'embûches, de pièges et de défaites. Pour être finalement victorieux, **ce combat révolutionnaire va nécessiter une élévation générale de la conscience et de l'organisation de toute la classe ouvrière, au niveau mondial.** Pour que cette élévation générale puisse se produire, il faudra au prolétariat se confronter dans la lutte à tous les pièges tendus par la bourgeoisie et, en même temps, se réapproprier son passé, son expérience accumulée depuis deux siècles.

Quand, le 28 septembre 1864 est fondée à Londres l'Association Internationale des Travailleurs (AIT), cette organisation devient l'incarnation de la nature mondiale du combat prolétarien, condition du triomphe de la révolution mondiale. Elle est la source d'inspiration du poème écrit en 1871 par le communard Eugène Pottier qui deviendra un chant révolutionnaire transmis de générations en générations de prolétaires en lutte, dans presque toutes les langues de la planète. Les paroles de L'Internationale soulignent à quel point cette solidarité du prolétariat mondial n'appartient pas au passé mais pointe vers le futur : « Groupons-nous, et

demain : l'Internationale sera le genre humain. »

Ce regroupement international des forces révolutionnaires, c'est aux minorités militantes organisées que revient la tâche de le porter. En effet, si les masses de la classe ouvrière produisent cet effort de réflexion et d'auto-organisation essentiellement durant les périodes de luttes ouvertes, une minorité s'est toujours engagée, à toutes les périodes de l'histoire, dans le combat permanent pour la révolution. Ces minorités incarnent et défendent la constance et la continuité historiques du projet révolutionnaire du prolétariat, qui les a secrétées à cet effet. (...)

C'est sur cette minorité que repose la responsabilité première de s'organiser, de débattre, de clarifier toutes les questions, de tirer les leçons des échecs passés, de faire vivre l'expérience accumulée. Aujourd'hui, cette minorité, extrêmement peu nombreuse et morcelée dans de multiples petites organisations, doit se regrouper pour confronter les différentes positions et analyses, se réapproprier les enseignements que nous ont légués les fractions de la Gauche communiste et préparer l'avenir. »

Ainsi, le Manifeste issu du 26^{ème} congrès du CCI constitue un appel au combat pour la révolution communiste, un appel qui s'adresse à l'ensemble du prolétariat mais plus particulièrement aux éléments et groupes qui, dès à présent, sont conscients de la nécessité et de la possibilité de renverser l'horrible société capitaliste et d'instaurer "le règne de la liberté", suivant les mots d'Engels. Comme on l'a vu, c'est un chemin très long et terriblement difficile. Dès le milieu du 19^e siècle, Marx avait conscience de cette difficulté : « Les révolutions prolétariennes (...) se critiquent elles-mêmes constamment, interrompent à chaque instant leur propre cours, reviennent sur ce qui semble déjà être accompli pour le recommencer à nouveau, raillent impitoyablement les hésitations, les faiblesses et les misères de leurs premières tentatives, paraissent n'abattre leur adversaire que pour lui permettre de puiser de nouvelles forces de la terre et de se redresser à nouveau formidable en face d'elles, reculent constamment à nouveau devant l'immensité infinie de leurs propres buts, jusqu'à ce que soit créée enfin la situation qui rende impossible tout retour en arrière, et que les circonstances elles-mêmes crient : Hic Rhodus, hic salta ! » (Le 18 brumaire de Louis Bonaparte).

Cependant, il est clair que Marx

n'avait pas imaginé l'ampleur de cette difficulté, une difficulté à la hauteur de « l'immensité infinie des buts » de la révolution prolétarienne. Comme nous l'écrivions il y a un quart de siècle, à l'occasion de l'an 2000 : « Effectivement, une des causes de la très grande difficulté de la grande majorité des ouvriers à se tourner vers la révolution est le vertige qui les saisit lorsqu'ils pensent que la tâche est impossible tellement elle est immense. Effectivement, la tâche qui consiste à renverser la classe la plus puissante que l'histoire ait connue, le système qui a fait connaître à l'humanité un véritable pas de géant dans la production matérielle et la maîtrise de la nature se présente comme presque impossible. Mais ce qui donne le plus le vertige à la classe ouvrière c'est l'immensité de la tâche qui consiste à édifier une société radicalement nouvelle, enfin libérée des maux qui ont accablé la société humaine depuis ses origines, la pénurie, l'exploitation, l'oppression, les guerres.

Lorsque les prisonniers ou les esclaves portaient en permanence des chaînes aux pieds, ils s'habituèrent souvent à cette contrainte au point d'avoir le sentiment qu'ils ne pourraient plus marcher sans leurs chaînes et, quelques fois, ils refusaient qu'on leur retire celles-ci. C'est un peu ce qui arrive au prolétariat. Alors qu'il porte en lui la capacité de libérer l'humanité, la confiance lui manque encore pour s'acheminer consciemment vers cet objectif.

Mais le moment approche où 'les circonstances elles-mêmes [crieront] : Hic Rhodus, hic salta !'. Si elle reste entre les mains de la bourgeoisie, la société humaine ne parviendra pas au prochain siècle [le 22^e siècle], sinon en lambeaux et n'ayant absolument plus rien d'humain. Tant que cet extrême ne sera pas atteint, tant qu'il restera un système capitaliste, même plongé dans la plus profonde des crises, il subsistera nécessairement sa classe exploitée, le prolétariat. Et il subsistera par conséquent la possibilité que celui-ci, aiguillonné par la faillite économique totale du capitalisme, surmonte enfin ses hésitations pour s'attaquer à la tâche immense que l'histoire lui a confiée, la révolution communiste. »³

Ainsi l'immensité et la difficulté de la

3. « À l'aube du 21^e siècle... pourquoi le prolétariat n'a pas encore renversé le capitalisme (II) »

Résolution sur la situation internationale

Préambule

Cette résolution a été adoptée début mai 2025 par le 26^{ème} Congrès du CCI. En tant que telle, elle ne peut prendre en compte que les événements et situations antérieurs à cette date. C'est évidemment le cas pour toute prise de position sur la situation internationale, mais dans le cas présent, il est particulièrement important de le noter car nous assistons actuellement à une succession rapide d'événements particulièrement spectaculaires et imprévisibles, d'une importance majeure sur les trois principaux plans de cette situation : les tensions impérialistes, la situation économique du capitalisme mondial et le rapport de forces entre le prolétariat et la bourgeoisie. En raison de l'espèce de « tsunami » qui affecte actuellement le monde, le contenu et certaines des positions prises dans cette résolution peuvent paraître dépassés au moment de sa publication. C'est pourquoi, au-delà des faits qui y sont mentionnés et qui peuvent être éclipsés par de nouveaux développements de la situation, il est important qu'elle fournisse un cadre pour comprendre les causes, la signification et les enjeux des événements qui se déroulent sous nos yeux.

L'un des principaux facteurs des bouleversements actuels est évidemment l'investiture de Donald Trump le 20 janvier 2025, qui a conduit à un divorce spectaculaire entre les États-Unis et la quasi-totalité des pays européens membres de l'OTAN. Tous les « experts » et dirigeants bourgeois s'accordent à dire que la nouvelle politique internationale de la bourgeoisie américaine, notamment en ce qui concerne la guerre en Ukraine, est un événement majeur qui marque la fin de l'« Alliance atlantique » et du « parapluie américain », obligeant les anciens « protégés de Washington » à réorganiser leur stratégie militaire et à se lancer dans une course effrénée aux armements. L'autre décision majeure de l'administration Trump est évidemment le lancement d'une guerre commerciale d'une intensité inédite depuis près d'un siècle. Très rapidement, notamment

avec la vague de panique qui a déferlé sur les marchés boursiers et les milieux financiers, Trump a été contraint de faire partiellement marche arrière, mais ses décisions brutales et contradictoires ne peuvent pas ne pas avoir d'impact sur la détérioration de la situation économique du capitalisme mondial. Ces deux décisions fondamentales de l'administration Trump ont été un facteur très important dans l'évolution chaotique de la situation mondiale. Mais ces décisions doivent aussi et surtout être comprises comme des manifestations d'un certain nombre de tendances historiques profondes actuellement à l'œuvre dans la société mondiale. Dès avant l'effondrement du bloc de l'Est et de l'Union soviétique (1989-1991), le CCI avait avancé l'analyse selon laquelle le capitalisme était entré dans une nouvelle phase de sa décadence, « la phase

ultime (...) où la décomposition devient un facteur décisif, sinon le facteur décisif, de l'évolution de la société ». Et les événements chaotiques de ces derniers mois ne font que confirmer cette réalité. L'élection de Trump, avec ses conséquences catastrophiques pour la bourgeoisie américaine elle-même, est l'exemple même de l'incapacité croissante de la classe bourgeoise à maîtriser son jeu politique, comme nous l'avions prédit il y a 35 ans. De même, le divorce entre les États-Unis et leurs anciens alliés de l'OTAN confirme un autre aspect de notre analyse de la décomposition : la grande difficulté dans la période actuelle, voire l'impossibilité, de former de nouveaux blocs impérialistes comme condition préalable à une nouvelle guerre mondiale. Enfin, un autre aspect que nous avons souligné, notamment depuis notre 22^e Congrès en 2017 - l'impact croissant du chaos qui s'empare de plus en plus de la sphère politique de la bourgeoisie sur sa sphère économique - a trouvé une nouvelle confirmation dans les bouleversements économiques provoqués par les décisions du populiste Trump.

C'est donc dans le cadre de notre analyse de la décomposition que cette résolution tente d'approfondir les enjeux de la période historique actuelle. Et cet examen doit nécessairement prendre en compte les conséquences pour la lutte de la classe ouvrière des événements chaotiques qui affectent la société mondiale.

Résolution

1. « ...de même que le capitalisme connaît différentes périodes dans son parcours historique -naissance, ascendance, décadence- chacune de ces périodes contient elle aussi un certain nombre de phases distinctes et différentes. Par exemple, la période d'ascendance comporte les phases successives du libre marché, de la société par ac-

tions, du monopole, du capital financier, des conquêtes coloniales, de l'établissement du marché mondial. De même, la période de décadence a aussi son histoire : impérialisme, guerres mondiales, capitalisme d'État, crise permanente et, aujourd'hui, décomposition. Il s'agit là de différentes manifestations successives de la vie du capitalisme dont chacune permet de caractériser une phase

particulière de celle-ci... » (THESES : la décomposition, phase ultime de la décadence capitaliste¹). Il en va de même pour la phase de décomposition elle-même qui a marqué une étape qualitative dans le développement de la déca-

1.« Thèses sur la décomposition » ; *Revue internationale* 107

dence ; cette phase en est à sa quatrième décennie, et depuis le début des années 2020, avec l'éclatement de la pandémie de Covid et le déclenchement de guerres meurtrières en Ukraine et au Moyen-Orient, elle a atteint un niveau d'accélération qui marque une nouvelle étape significative, dans laquelle toutes ses diverses manifestations interagissent et s'intensifient mutuellement dans ce que nous avons appelé l'effet de « tourbillon »

2. Cette évaluation a été pleinement confirmée depuis le 25^e Congrès du CCI : la crise économique, la guerre impérialiste, l'effondrement écologique et la perte croissante de contrôle de l'appareil politique de la bourgeoisie se combinent et s'exacerbent mutuellement, portant la menace évidente de la destruction de l'humanité. Cette « poly-crise » est déjà reconnue par certaines des institutions les plus importantes de la classe dirigeante, comme nous l'avons montré dans le rapport sur la décomposition adopté par le 25^e Congrès du CCI, mais celles-ci sont impuissantes à proposer des solutions. Au lieu de cela, les éléments les plus irrationnels de la classe dirigeante sont en hausse, ce qui s'est exprimé le plus clairement par la victoire de Trump à l'élection présidentielle américaine. Trump est un produit évident de la décomposition du système, mais la « tempête de merde » des mesures prises immédiatement après son accession au pouvoir démontre également que l'accession à la fonction gouvernementale par une faction populiste dirigée par un aventurier narcissique dans le pays le plus puissant de la planète sera un facteur actif de l'accélération de la décomposition et de la perte globale de contrôle de la bourgeoisie sur son propre système.

3. Le facteur de la concurrence et de la guerre impérialistes est au cœur même de ce tourbillon mortel. Mais contrairement aux arguments de la majorité des groupes du milieu politique prolétarien, l'effet de tourbillon n'entraîne pas une marche disciplinée vers de nouveaux blocs et une troisième guerre mondiale. Au contraire, Il renforce la tendance au « chacun pour soi » qui s'imposait à la faveur de l'effondrement du bloc impérialiste russe et de l'entrée définitive dans la période de décomposition au début des années 1990. Comme nous l'avions prédit dans plusieurs textes fondamentaux écrits à l'époque, la disparition du bloc de l'Est a conduit à l'effritement du bloc dominé par les

États-Unis, malgré les divers efforts de l'impérialisme américain pour imposer son autorité à ses anciens alliés. Et nous avons insisté sur le fait que ce nouveau désordre mondial prendrait la forme de guerres étendues, insolubles et de plus en plus destructrices, qui ne sont pas moins dangereuses qu'une trajectoire vers la guerre mondiale, précisément en raison de l'absence de toute discipline de bloc. Les dernières mesures prises par les États-Unis sous Trump incarnent une nouvelle étape dans le chaos croissant qui domine les rivalités impérialistes dans la phase de décomposition. Et alors que le désordre mondial déclenché par l'effondrement du bloc russe en 1989-1991 était centré autour d'une puissance économique et militaire affaiblie, le fait que le « nouveau désordre » ait pour épicerie la première puissance mondiale présage des plongées encore plus profondes dans le chaos au cours de la période à venir.

4. L'axe central du conflit impérialiste mondial reste l'antagonisme entre les États-Unis et la Chine. À ce niveau, il y a un fort élément de continuité avec les administrations Obama et Biden, qui considèrent la Chine comme le principal rival de la domination américaine. Ce déplacement du centre des antagonismes impérialistes de l'Europe occidentale, comme c'était le cas pendant la guerre froide, vers la région du Pacifique, est un facteur important dans la volonté de Trump de réduire la « défense de l'Europe » à une place beaucoup plus modeste dans la stratégie américaine. D'une manière générale, la politique consistant à contenir la Chine en l'encerclant par des alliances régionales et en imposant des limites à son expansion économique se poursuivra, même si les moyens tactiques et concrets peuvent différer. Toutefois, l'imprévisibilité de l'approche de Trump pourrait entraîner des fluctuations importantes, allant de tentatives d'apaisement de Pékin à des actions ouvertement provocatrices autour de Taïwan. D'une manière générale, cette imprévisibilité même sera un facteur supplémentaire de déstabilisation des relations internationales.

5. En revanche, les politiques de Trump à l'égard de l'Ukraine représentent une véritable rupture avec les politiques étrangères « traditionnelles » des États-Unis, fondées sur une opposition vigoureuse à l'impérialisme russe. La tentative de conclure un accord avec la Russie sur la guerre en Ukraine, qui exclut l'Europe et l'Ukraine, accompagnée

de l'humiliation publique de Zelensky à la Maison Blanche, marque un nouveau palier important dans la division entre les États-Unis et les principales puissances d'Europe, montrant à quel point nous sommes loin de la formation d'un nouveau « bloc occidental ». Ce divorce n'est pas un événement purement contingent, mais a des racines beaucoup plus profondes. Le conflit direct entre les États-Unis et l'Europe s'est déjà manifesté lors de la guerre en Yougoslavie au début des années 90, la France et la Grande-Bretagne soutenant la Serbie, l'Allemagne la Croatie et les États-Unis la Bosnie. Aujourd'hui, point culminant de ce processus qui, en 2003, a également vu des puissances européennes comme la France et l'Allemagne refuser de suivre les États-Unis dans l'invasion de l'Irak, l'Amérique est de plus en plus perçue comme un nouvel ennemi, symbolisé par le vote des États-Unis avec la Biélorussie, la Corée du Nord et la Russie contre une résolution de l'ONU le 24 février condamnant l'invasion russe, et par les menaces ouvertes de convertir le Canada, le Groenland et le Panama en propriété des États-Unis, par la force militaire si besoin est. A tout le moins, les États-Unis sont perçus comme un allié peu fiable, ce qui oblige les puissances européennes à se réunir dans une série de conférences d'urgence pour réfléchir à la manière dont elles peuvent assurer leur « défense » impérialiste sans le parapluie militaire des États-Unis. Cependant, les divisions réelles entre ces puissances - par exemple entre les gouvernements dirigés par des partis populistes ou d'extrême droite qui penchent vers la Russie, et surtout entre la France et l'Allemagne au cœur même de l'Union européenne - ne doivent pas être sous-estimées en tant qu'obstacle supplémentaire à la formation d'une alliance européenne stable. Et le régime américain actuel fera certainement tout ce qu'il peut pour accroître les divisions entre les pays de l'UE, que Trump a explicitement attaqués comme une formation qui a été mise en place pour « baisser les États-Unis ».

6. Dans le même temps, toujours en nette discontinuité avec l'approche de la précédente administration américaine et des principales puissances européennes, qui ont prôné une « solution à deux États » au conflit en Israël/Palestine, le régime Trump soutient ouvertement les politiques annexionnistes du gouvernement de droite israélien en supprimant les sanctions contre les actions violentes des colons de Cisjordanie, en nommant

Mike Huckabee - qui déclare que « la Judée et la Samarie » ont été données à Israël par Dieu il y a 3 000 ans - au poste d'ambassadeur des États-Unis en Israël, et surtout en appelant au nettoyage ethnique de près de deux millions de Palestiniens de Gaza et en transformant toute la région en un paradis pour la spéculation immobilière. Ces politiques, malgré leur forte dose de fantaisie, ne peuvent que perpétuer et intensifier les conflits qui s'intensifient et se propagent déjà dans tout le Moyen-Orient, plus clairement au Yémen, au Liban et en Syrie, où la guerre interne est loin d'être terminée malgré le remplacement du régime Assad, et où Israël a mené des raids aériens plus meurtriers, qui sont généralement perçus comme un avertissement à la Turquie. En particulier, le chèque en blanc que Trump a donné au gouvernement Netanyahu contient également la probabilité de nouveaux affrontements directs entre Israël et l'Iran.

7. Pendant ce temps, d'autres conflits impérialistes se préparent ou s'aggravent déjà, notamment en Afrique, où le Congo, la Libye et le Soudan sont devenus de véritables théâtres de massacres et de famines. L'Afrique est un autre exemple de conflits locaux alimentés par une variété déconcertante d'États régionaux (comme le Rwanda au Congo) et de grands acteurs impérialistes (États-Unis, France, Chine, Russie, Turquie, etc.) qui peuvent être des alliés dans un conflit et des ennemis dans un autre.

Même si la chasse aux matières premières vitales est un aspect clé de beaucoup de ces conflits, la caractéristique principale de toutes ces guerres est qu'elles apportent de moins en moins de bénéfices économiques ou stratégiques à tous leurs protagonistes. Surtout, elles n'indiquent pas une solution à la crise économique mondiale par la dévaluation du capital ou la reconstruction des économies ruinées, comme le prétendent de nombreux groupes du milieu politique prolétarien. La vision économiste de ces groupes ignore simplement la direction réelle du capitalisme dans ses dernières étapes - qui est vers la destruction de l'humanité et non pas une nouvelle étape dans le cycle d'accumulation.

8. L'interaction croissante entre la crise économique et les rivalités impérialistes, ainsi que les effets de la décomposition sur l'état de l'économie mondiale, sont tous deux clairement illustrés par l'avalanche de droits de douane décrétés par le régime Trump. Cette « déclai-

ration de guerre » aux économies du reste du monde, qui vise des voisins proches et d'anciens alliés ainsi que des ennemis déclarés, peut être considérée comme une tentative des États-Unis de démontrer leur puissance en tant que géant impérialiste capable de faire cavalier seul sans avoir à répondre à aucun autre État ou organisme international. Mais elle est également basée sur une « stratégie » économique qui conçoit que les États-Unis peuvent mieux prospérer en sapant ou en ruinant tous leurs rivaux économiques. Il s'agit là d'une approche purement suicidaire qui se retournera immédiatement contre l'économie et les consommateurs américains en provoquant une hausse des prix, des pénuries, des fermetures d'usines et des licenciements. Et bien sûr, un effondrement sévère aux États-Unis ne pourrait manquer d'avoir des répercussions au niveau mondial. En particulier, un certain nombre d'économistes ont mis en garde contre le danger d'un défaut de paiement des États-Unis sur leur énorme dette nationale, dont la majeure partie est « détenue » par le Japon et son principal adversaire, la Chine ; et il est évident qu'un défaut de paiement des États-Unis ne causerait pas seulement des dommages incalculables à l'économie mondiale, mais déborderait inévitablement sur la sphère de la rivalité impérialiste entre les États-Unis et la Chine. Tout cela montre que la politique « America First » du régime Trump est en totale contradiction avec le caractère « globalisé » de l'économie mondiale dans laquelle les États-Unis eux-mêmes ont été la force la plus active, en particulier après l'effondrement du bloc de l'Est au début des années 90 ; elle marque également un retour à des mesures protectionnistes que les bourgeoisies les plus puissantes ont largement abandonnées depuis qu'elles ont démontré leur échec total comme moyen de faire face à la crise économique mondiale dans les années 1930. La tentative actuelle des États-Unis de démanteler les derniers vestiges politiques et militaires de l'ordre impérialiste mondial établi en 1945 s'accompagne de mesures qui menacent clairement toutes les institutions mondiales mises en place à la suite de la Grande Dépression et de la Seconde Guerre mondiale pour réguler le commerce mondial et contenir la crise de la surproduction.

9. Il n'est donc pas surprenant que les bourses du monde entier aient réagi aux tarifs douaniers de Trump avec une panique croissante, tandis que de

nombreux « experts » économiques ont prédit une récession mondiale, des guerres commerciales vicieuses (qui prennent déjà forme, en particulier entre les États-Unis et la Chine), une inflation galopante et même un « hiver nucléaire économique »². Ces réactions ont obligé Trump à faire marche arrière sur certaines de ses menaces économiques, mais il n'est pas certain que l'on puisse encore faire confiance à la nouvelle administration américaine en tant que garante de la stabilité économique, bien au contraire. Les craintes exprimées par les « marchés » sont fondées, mais les révolutionnaires doivent également faire comprendre que si elles constituent certainement un facteur d'aggravation de la crise économique, elles n'en sont pas la cause ultime. La maladie sous-jacente de l'économie mondiale doit être attribuée à la crise mondiale de surproduction, qui est par essence permanente depuis 1914 et dont le point extrême qu'elle atteint aujourd'hui est également le produit de son aggravation historique. Bien avant l'annonce des tarifs douaniers de Trump, les principales économies mondiales, notamment l'Allemagne et la Chine, ainsi que les États-Unis, s'enfonçaient déjà dans un marasme économique, qui se traduisait par des fermetures d'usines dans les principales industries, des niveaux d'endettement ingérables, une hausse des prix dans de nombreux pays, un chômage croissant chez les jeunes, etc. La fin du « miracle économique » chinois est particulièrement significative car, contrairement à la situation créée par l'effondrement financier de 2008, la Chine ne sera plus en mesure de jouer le rôle de « locomotive mondiale ».

10. La crise mondiale de surproduction, comme l'avait prédit Rosa Luxemburg, résulte du rétrécissement de la zone « extérieure » dans laquelle le capitalisme peut s'étendre. Ces zones d'économie précapitaliste étaient encore considérables lorsque Rosa Luxemburg a avancé sa thèse, et elles offrent encore des possibilités dans la phase de « mondialisation », notamment à travers le développement des rapports de production capitalistes en Chine et d'autres économies d'Extrême-Orient. Mais aujourd'hui, même si les capitalistes continuent à jeter des regards affamés sur les zones économiques précapita-

2. « Le milliardaire qui soutient Trump met en garde contre un « hiver nucléaire économique » à cause des droits de douane ». BBC News online, 7.4.25

listes restantes, notamment en Inde et en Afrique, il sera de plus en plus difficile de les exploiter en raison de l'accélération de la décomposition par les guerres locales et la destruction écologique. D'autres éléments « superstructurels » interviennent également dans l'impasse historique du système :

a) Le poids énorme de la dette mondiale, médicament d'une surproduction qui ne peut qu'empoisonner le patient et qui, comme en 2008, menace constamment d'exploser sous la forme d'une instabilité financière massive. Et, comme le notait déjà le CCI dans les années 1980, nous assistons à l'essor d'une « économie de casino », qui prend la forme d'une spéculation effrénée et exprime un écart croissant entre la valeur réelle et le capital fictif. Un exemple frappant est la diffusion du bitcoin et d'autres « crypto-monnaies » similaires, conçues pour échapper au contrôle centralisé et agissant ainsi comme un autre facteur potentiellement déstabilisant pour l'économie mondiale.

b) L'impact croissant des catastrophes écologiques, qui impliquent un « coût de production » de plus en plus lourd.

c) La croissance exponentielle du problème des réfugiés, fréquemment le produit de la guerre et de la catastrophe écologique, et qui confronte la bourgeoisie à un problème insoluble, car d'une part elle ne peut pas se permettre d'intégrer cette masse de migrants dans une économie en difficulté, tandis que d'autre part elle ne peut pas se permettre de perdre cette source de main-d'œuvre bon marché et constatera qu'une politique de déportations forcées telle que l'administration Trump l'a maintenant mise en route coûtera des milliards pour la mener à bien.

d) Surtout, à mesure que la tendance à la guerre s'intensifie, l'économie mondiale est de plus en plus contrainte de supporter le poids énorme de l'impact croissant du militarisme, qui peut à certains moments donner l'illusion d'une « croissance économique » mais qui, comme la Gauche communiste de France l'avait déjà souligné au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, représente une perte pure et simple pour le capital mondial. Et la guerre ouverte elle-même a un impact direct sur l'économie mondiale, comme en témoigne l'augmentation des coûts de transport maritime résultant des attaques directes contre les navires dans la mer Noire et la mer Rouge.

Le résultat inévitable de l'aggravation de la crise, et en particulier du dévelop-

pement d'une économie de guerre, sera des attaques sans précédent contre les conditions de vie du prolétariat et des masses appauvries. La bourgeoisie des pays européens parle déjà ouvertement de la nécessité de réduire encore la protection sociale pour financer les « dépenses de défense ».

11. Au niveau de la crise écologique, les cycles incessants de conférences internationales n'ont pas permis au monde de se rapprocher de ses engagements en matière de réduction des émissions de carbone, bien au contraire : l'objectif de 1,5 degré pour limiter la hausse des températures a déjà été déclaré mort par un certain nombre de climatologues. Année après année, des recherches scientifiques solides fournissent des indicateurs clairs que la crise climatique est déjà là : chaque année est déclarée « la plus chaude jamais enregistrée », la fonte des calottes polaires atteint de nouveaux niveaux véritablement alarmants, de plus en plus d'espèces végétales et animales disparaissent, comme les insectes qui sont indispensables à la chaîne alimentaire et au processus de pollinisation. En outre, la crise ne se manifeste pas seulement dans les pays de la « périphérie » et vient se superposer à la crise mondiale des réfugiés, car de plus en plus de régions de la planète sont rendues inhabitables par la sécheresse ou les inondations. Elle se déplace maintenant des périphéries vers les centres, comme le montrent les incendies de forêt en Californie et les inondations en Allemagne et en Espagne. La négation par Trump de l'existence même de la crise climatique a immédiatement été inscrite dans les travaux de la nouvelle administration : le terme même de changement climatique est supprimé des documents gouvernementaux, et le financement de la recherche sur le problème est considérablement réduit ; les restrictions sur les émissions et les projets d'extraction de combustibles fossiles sont supprimées sous la bannière de « drill baby drill » (Allez, vas-y, fonce !) ; les États-Unis se retirent des accords internationaux sur le climat. Tout cela donnera un nouvel élan mondial à la vision négationniste du monde, un élément central des partis populistes qui sont partout en train de monter. Il en va de même pour le retrait des États-Unis de l'Organisation mondiale de la santé et la nomination de Robert Kennedy, un anti-vax convaincu, à la tête du ministère américain de la santé, alors que nous sommes confrontés à la menace de nouvelles pandémies (comme la grippe aviaire). Ces pandémies sont un autre produit de la rupture

des relations entre l'homme et la nature que le capitalisme a poussée à son paroxysme dans l'histoire. Ces mesures relevant de la politique de l'autruche ne feront qu'accroître le danger. Mais l'attitude suicidaire des populistes face à la montée de la crise écologique n'est au fond que le reflet de l'impuissance totale de toutes les factions de la classe dirigeante face à la destruction de la nature, puisqu'aucune d'entre elles ne peut exister sans un engagement en faveur d'une « croissance » sans fin (c'est-à-dire l'accumulation à tout prix), même lorsqu'elles prétendent qu'il n'y a pas de contradiction entre la croissance capitaliste et les politiques vertes. La bourgeoisie en tant que classe ne peut pas non plus développer des solutions véritablement globales à la crise écologique, les seules qui aient un sens. Aucune faction de la classe dirigeante ne peut transcender le cadre national, pas plus qu'elle ne peut appeler à la fin de l'accumulation du capital. Ainsi, l'avancée de la crise écologique ne peut qu'accélérer la tendance aux conflits militaires chaotiques, chaque nation tentant de sauver ce qu'elle peut face à la diminution des ressources et à la multiplication des catastrophes. L'inverse est également vrai : la guerre, comme on l'a déjà mesuré dans les conflits en Ukraine et au Moyen-Orient, est elle-même un facteur croissant de la catastrophe écologique, que ce soit par les énormes émissions de carbone nécessaires à la production et à l'entretien des équipements militaires, ou par l'empoisonnement de l'air et du sol par l'utilisation d'armes de plus en plus destructrices qui, dans de nombreux cas, sont une tactique délibérée visant à affaiblir les réserves alimentaires ou les autres ressources de l'ennemi. Entre-temps, la menace d'une catastrophe nucléaire - soit par la destruction de centrales nucléaires, soit par l'utilisation effective d'armes nucléaires tactiques - plane toujours à l'arrière-plan. L'interaction entre la guerre et la crise écologique est une autre illustration patente de l'effet tourbillon.

12. Le retour de Trump est une expression classique de l'échec politique des factions de la classe dirigeante qui ont une compréhension plus lucide des besoins du capital national ; c'est donc une expression claire d'une perte plus générale de contrôle politique par la bourgeoisie américaine, mais il s'agit d'une tendance mondiale et il est particulièrement significatif que la vague populiste ait un impact dans d'autres pays centraux du capitalisme : nous

avons ainsi vu la montée de l'AfD en Allemagne, du RN de Le Pen en France, et de la Réforme au Royaume-Uni. Le populisme est l'expression d'une faction de la bourgeoisie, mais ses politiques incohérentes et contradictoires expriment un nihilisme et une irrationalité croissants qui ne servent pas les intérêts généraux du capital national. Le cas de la Grande-Bretagne, qui a été dirigée par l'une des bourgeoisies les plus intelligentes et les plus expérimentées, et qui s'est tirée une balle dans le pied avec le Brexit en est un exemple clair. Les politiques intérieure et extérieure de Trump ne seront pas moins dommageables pour le capitalisme américain : au niveau de la politique extérieure, en alimentant les conflits avec ses anciens alliés tout en courtisant ses ennemis traditionnels, mais aussi au niveau intérieur, par l'impact de son « programme » économique autodestructeur. Surtout, la campagne de vengeance contre l'« État profond » et les « élites libérales », le ciblage des groupes minoritaires et la « guerre contre les femmes » susciteront des affrontements entre factions de la classe dirigeante qui pourraient prendre un caractère extrêmement violent dans un pays où une énorme proportion de la population possède des armes ; l'assaut contre le Capitole le 6 janvier 2021 ferait pâle figure en comparaison. Et l'on peut déjà voir, à l'état embryonnaire, les prémices d'une réaction d'une partie de la bourgeoisie qui a le plus à perdre de la politique de Trump (par exemple, l'État de Californie, l'Université de Harvard, etc.). De tels conflits portent la menace d'entraîner la population dans son ensemble et représentent un danger extrême pour la classe ouvrière, ses efforts pour défendre ses intérêts de classe et forger son unité contre toutes les divisions qui lui sont infligées par la désintégration de la société bourgeoise. Les récentes manifestations « Hands Off » organisées par l'aile gauche du Parti démocrate sont un exemple clair de ce danger, puisqu'elles ont réussi à canaliser certains secteurs et revendications de la classe ouvrière dans une défense globale de la démocratie contre la dictature de Trump et consorts. Encore une fois, si ces conflits internes peuvent être particulièrement aigus aux États-Unis, ils sont le produit d'un processus beaucoup plus large. Le capitalisme décadent s'est longtemps appuyé sur l'appareil d'État pour empêcher de tels antagonismes de déchirer la société, et dans la phase de décomposition, l'État capitaliste est également contraint de recourir aux mesures les plus dictatoriales pour

maintenir sa domination. Mais en même temps, lorsque l'appareil d'État lui-même est déchiré par de violents conflits internes, il y a une forte poussée vers une situation où « le centre ne peut pas tenir, la simple anarchie est lâchée sur le monde », comme l'a dit le poète WB Yeats. Les « États en déliquescence » que nous voyons le plus clairement au Moyen-Orient, en Afrique ou dans les Caraïbes sont une image de ce qui se prépare déjà dans les centres les plus développés du système. En Haïti, par exemple, la machine étatique officielle est de plus en plus impuissante face à la concurrence des gangs criminels, et dans certaines régions d'Afrique, la compétition entre les gangs a atteint le paroxysme de la « guerre civile ». Mais aux États-Unis même, la domination actuelle de l'État par le clan Trump ressemble de plus en plus au règne d'une mafia, avec son adhésion ouverte aux méthodes du chantage et de la menace.

13. L'irrationalité exprimée par le populisme est à la base l'expression de l'irrationalité d'un système qui a depuis longtemps dépassé son utilité pour l'humanité. Il est donc inévitable que l'ensemble de la société bourgeoise en décomposition soit de plus en plus saisi par un fléau de maladie mentale qui s'exprime souvent par une violence meurtrière. La propagation des atrocités terroristes depuis les grandes zones de guerre jusqu'aux capitales occidentales a été l'un des premiers signes de l'avènement de la phase de décomposition, mais le couplage de l'activité terroriste avec les idéologies les plus irrationnelles est devenu de plus en plus évident au fur et à mesure que cette phase avançait et s'accélérait. Ainsi, les idéologies qui inspirent le plus souvent les actes terroristes, qu'ils soient perpétrés par des islamistes radicaux ou des néo-nazis, ne sont que l'expression concentrée de croyances beaucoup plus répandues, notamment les croyances en toutes sortes de théories du complot et en une apocalypse imminente, qui offrent toutes une image dangereusement déformée du mode de fonctionnement réel du capitalisme et de son glissement réel vers l'abîme. Il est également caractéristique que certains des actes de tuerie les plus récents - comme l'utilisation de voitures comme armes dans les villes d'Allemagne, ou les horribles meurtres d'enfants à Southport qui ont déclenché les émeutes racistes de l'été 2024 en Grande-Bretagne - aient été plus ou moins détachés de toute organisation terroriste réelle et même de toute idéo-

logie justificatrice, exprimant plutôt les pulsions suicidaires d'individus profondément dérangés. Ailleurs, ces pulsions prennent la forme d'une violence croissante à l'égard des femmes, des minorités sexuelles et des enfants. Il est évident que la classe ouvrière n'est pas à l'abri de ce fléau et qu'il va directement à l'encontre des besoins de la lutte des classes : le besoin de solidarité et d'unité et d'une pensée cohérente qui puisse conduire à une véritable compréhension du fonctionnement du capitalisme et de son évolution.

14. Le pôle menant au chaos et à l'effondrement est donc de plus en plus visible. Mais il existe un autre pôle, celui de la lutte des classes, dont témoigne la « rupture » depuis 2022, qui n'est pas un feu de paille, mais qui a une profondeur historique fondée sur le fait que le prolétariat dans les principaux centres du système n'a pas subi de défaite décisive et sur l'existence d'un long processus de maturation souterraine de la conscience. Mais elle continue aussi à prendre une forme beaucoup plus manifeste, comme le montre l'exemple de la Belgique. Aux États-Unis, les politiques de Trump entraîneront une augmentation rapide de l'inflation, sapant les promesses faites aux travailleurs en particulier ; et la tentative de supprimer des emplois gouvernementaux donne déjà lieu à une résistance de classe embryonnaire. En Europe, la demande de la bourgeoisie de sacrifier au nom de la relance de la machine de guerre se heurtera certainement à une sérieuse résistance de la part d'une classe ouvrière invaincue. Les mouvements de classe qui caractérisent la rupture réaffirment la centralité de la crise économique comme principal stimulant de la lutte des classes. Mais en même temps, la prolifération de la guerre et le coût croissant de l'économie de guerre, surtout dans les principaux pays d'Europe, seront un facteur important de la future politisation de la lutte, dans laquelle la classe ouvrière pourra faire un lien clair entre les sacrifices exigés par l'économie de guerre et les attaques croissantes contre son niveau de vie, et finalement intégrer toutes les autres menaces provenant de la décomposition dans une lutte contre le système dans son ensemble.

15. Malgré la profondeur de la nouvelle phase de la lutte des classes, il est essentiel de ne pas concevoir son développement comme parallèle et indépendant du pôle du chaos et de la destruction. Le danger réel que la classe ouvrière soit de plus en plus désorientée par les

effets de l'atomisation sociale, de l'irrationalité croissante et du nihilisme en est la preuve la plus évidente. Il lui sera difficile d'éviter d'être entraînée dans la rage viscérale et la frustration d'une population générale réagissant aux catastrophes, à la répression, à la corruption, à l'insécurité sociale et à la violence, comme nous l'avons vu dans les récentes manifestations et révoltes aux États-Unis, en Serbie, en Turquie, en Israël et ailleurs. La classe dirigeante est parfaitement capable d'utiliser les effets de la décomposition de son propre système contre la classe ouvrière : exploitation des divisions « culturelles » (wokisme contre anti-wokisme, etc.) ; luttes partielles réagissant à l'aggravation de l'oppression et de la discrimination à l'encontre de certaines couches de la société ; campagnes anti-migratoires, etc. Particulièrement dangereuses sont les nouvelles campagnes de « résistance démocratique » contre le « danger du fascisme, de l'autoritarisme et des oligarchies », dont le but est de détourner la colère contre un système en perdition vers les Trump, Musk, Le Pen et le reste des populistes et de l'extrême droite, qui ne sont que l'expression caricaturale de la putréfaction du capitalisme. L'aile droite de la bourgeoisie peut aussi faire ses appels à la démocratie face aux machinations de « l'État profond », l'un des thèmes favoris de Trump qui trouve aujourd'hui un écho en France après la décision judiciaire d'interdire à Le Pen de se présenter à la prochaine élection présidentielle. Mais la « défense de la démocratie » est la spécialité de l'aile gauche et de l'extrême gauche de l'appareil politique. En outre, pour anticiper le développement de la lutte des classes, l'extrême-gauche et les syndi-

cats ont radicalisé leur langage et leur attitude : nous voyons les trotskistes et les anarchistes officiels brandir la bannière d'un faux internationalisme vis-à-vis des guerres d'Ukraine et de Gaza, et parfois la gauche a pris la direction des syndicats comme cela s'est produit dans les luttes au Royaume-Uni. Nous assisterons également à une rénovation de leur discours et de leur activité dans les années à venir, visant à canaliser le potentiel de maturation de la conscience prolétarienne, qui passe nécessairement par un processus inégal d'avancées et de reculs, sur un terrain bourgeois qui ne peut que conduire à la défaite et à la démoralisation.

16. La rupture avec la passivité des dernières décennies stimule également le processus de réflexion à l'échelle internationale parmi les différentes couches de la classe, particulièrement évident sous la forme de l'émergence de minorités en recherche. C'est dans ce domaine que l'on observe le plus clairement la capacité de la classe ouvrière à poser des questions plus larges sur l'avenir de ce système, notamment autour de la question de la guerre et de l'internationalisme. Cependant, le potentiel de ces minorités à évoluer vers des positions révolutionnaires reste fragile, en raison d'un certain nombre de dangers :

- La radicalisation d'un certain nombre de tendances de gauche, en particulier les trotskistes.
- L'influence du parasitisme en tant que force destructrice visant à construire un cordon sanitaire contre la gauche communiste, semblant agir « de l'intérieur » et se nourrissant de l'ambiance de décomposition.
- L'influence persistante de l'opportu-

nisme dans le milieu politique prolétarien réel, qui déforme le rôle de l'organisation et ouvre la voie à la tolérance de la pénétration d'idéologies étrangères dans le prolétariat.

L'activité révolutionnaire n'a pas de sens sans la lutte pour la construction d'une organisation politique capable de lutter contre l'idéologie dominante sous toutes ses formes. La période à venir exige l'élaboration d'une analyse lucide de l'évolution de la situation internationale, une capacité à anticiper quels seront les dangers centraux auxquels le prolétariat sera confronté, mais aussi à reconnaître le développement réel de la lutte et de la conscience de classe, en particulier lorsque cette dernière évolue d'une manière largement « souterraine » qui échappera à ceux qui se fixent sur les apparences immédiates.

Les organisations révolutionnaires doivent agir comme un pôle d'attraction pour les éléments en recherche et comme un phare de clarté programmatique et organisationnelle, sur la base des acquis historiques de la Gauche communiste. Elles doivent comprendre que le travail de construction d'un pont vers le futur parti mondial est un combat qui sera mené sur une longue période et qui exigera une lutte persistante contre l'impact de la décomposition capitaliste dans ses propres rangs par des concessions au démocratisme, au localisme, au chacun pour soi, etc. La persistance d'un opportunisme et d'un sectarisme profonds au sein du milieu prolétarien souligne la responsabilité unique du CCI dans l'effort pour préparer les conditions de l'émergence du parti de la révolution communiste.

CCI (10 / 05 / 2025)

Rapport sur la lutte de classe

Nous publions, ci-dessous, le rapport sur la lutte de classe présenté au 26^{ème} congrès du CCI. Ce document rédigé en décembre 2024 ne prend pas en compte les événements survenus en 2025 (retour de Trump à la Maison-Blanche, luttes massives en Belgique, etc.) mais la validité des perspectives tracées demeure. Ce rapport développe notamment des éléments d'analyse importants sur ce que le CCI appelle « la rupture dans la dynamique de la lutte de classes » et sur l'impact de la décomposition sur la classe ouvrière. Pour ce qui concerne l'analyse des événements postérieurs non pris en compte, nous invitons nos lecteurs à se reporter à la « Résolution sur la situation internationale » de mai 2025 adoptée lors du même congrès et publiée dans ce numéro de la Revue.

La résolution sur la situation internationale adoptée lors du 25^e congrès international, analysait la dynamique de la lutte de classe de la façon suivante : *« La reprise de la combativité ouvrière dans un certain nombre de pays est un événement historique majeur qui ne résulte pas seulement de circonstances locales et ne peut s'expliquer par des conditions purement nationales. [...] Portés par une nouvelle génération de travailleurs, l'ampleur et la simultanéité de ces mouvements témoignent d'un véritable changement d'état d'esprit dans la classe et rompent avec la passivité et la désorientation qui ont prévalu de la fin des années 80 jusqu'à aujourd'hui »*. L'été de la colère au Royaume-Uni en 2022, le mouvement contre la réforme des retraites en France à l'hiver 2023, les grèves aux États-Unis, notamment dans l'automobile, à la fin de l'été 2023, demeurent les manifestations les plus spectaculaires de la dimension historique et internationale du développement des luttes ouvrières. Les grèves de près de sept semaines des employés de Boeing ainsi que celle, inédites depuis un demi-siècle, de 45 000 dockers aux États-Unis, et ce en pleine campagne présidentielle, incarnent les derniers épisodes de la véritable rupture dans la dynamique de la lutte de classe par rapport à la situation des décennies précédentes. D'ailleurs, à l'heure où nous rédigeons ce rapport, la classe ouvrière des grandes puissances économiques s'apprête à subir des attaques sans précédent sous l'effet de l'accélération de la crise économique, faisant présager des réactions de luttes importantes dans les mois à venir. Mais ce mouvement de reprise de la combativité et de développement de la maturation souterraine de la conscience de classe se déroule dans un contexte d'aggravation de la décomposition où les effets simultanés de la

crise économique, du chaos guerriers, du désastre écologique alimentent un tourbillon infernal de destruction. Le retour de Trump à la Maison-Blanche qui signifie une véritable montée en puissance du courant populiste dans la société américaine, va constituer un obstacle de poids supplémentaire auquel va devoir se confronter la lutte de classe non seulement aux États-Unis mais également à l'échelle internationale. Ce rapport vise à fournir une base de réflexion permettant d'approfondir et de prendre la mesure de la dynamique actuelle de la lutte de classe et ses implications historiques. Mais également, d'évaluer plus en détails les obstacles qui se dressent devant le prolétariat, en particulier l'impact des effets et des manifestations idéologiques de la décomposition.

La réalité d'une rupture dans la dynamique de la lutte de classe

L'analyse de la rupture dans la dynamique de la lutte de classe à partir de l'été 2022 a été accueillie non sans scepticisme, voire avec sarcasme au sein du milieu politique prolétarien, en particulier de la part des organisations historiques de la Gauche communiste telles que la Tendance communiste internationaliste (TCI) ou les groupes bordiguistes. De même, des doutes et des désaccords se sont exprimés dans les réunions publiques du CCI, y compris de la part des compagnons de route accoutumés à la méthode et au cadre d'analyse du CCI. Une situation exploitée par le milieu parasitaire ¹ à l'image

1. Il s'agit de petits groupes ou individus, animés par le ressentiment, dont la vie « militante » consiste à discréditer et tenter de détruire les organisations révolutionnaires. Les organisations révolutionnaires ont toujours eu à se défendre contre cette véritable plaie et la Gauche communiste n'est aujourd'hui pas

du site web Controverses qui n'a pas manqué d'utiliser nos erreurs d'analyse passées pour mieux railler notre analyse actuelle (« Vous avez surestimé la lutte des classes dans le passé, qu'est-ce qui a changé aujourd'hui ? »).

Défendre la méthode d'analyse marxiste

Ces réactions de rejet vis-à-vis de notre analyse étaient en réalité l'expression d'une démarche purement empiriste et immédiatiste. A contrario, si le CCI a été capable, presque immédiatement, de reconnaître un profond changement dans la série de grèves des travailleurs britanniques, c'est parce que nous avons su nous appuyer sur notre expérience, particulièrement la méthode qui avait permis à Marc Chirik de saisir le mouvement de Mai 68, non pas comme un simple événement momentané de la classe ouvrière en France, mais l'expression d'un mouvement historique et international, alors que les groupes historiques de la Gauche communiste passaient totalement à côté de sa signification.

Par conséquent, aujourd'hui, tout comme à la fin des années 1960, le CCI est la seule organisation à être en mesure de comprendre la portée historique d'une dynamique internationale du développement des luttes ouvrières dans le monde depuis 2022, du fait de la compréhension :

- du cadre d'analyse de la décadence du capitalisme et de la sortie de la contre-révolution depuis la fin des années 1960, contrairement au courant bordiguiste ou à l'analyse du cours à une troisième guerre généralisée défendue par la TCI sous-entendant une classe ouvrière défaite politiquement ;
- que l'accentuation de la crise économique à l'échelle mondiale constitue le terrain le plus fertile pour le développement de la combativité ouvrière à l'échelle internationale ;
- que le développement et l'ampleur de cette combativité ouvrière à partir de l'été 2022 au Royaume-Uni, inédit depuis les années 1980, dans le plus ancien prolétariat de l'histoire, recouvrait

épargnée. Cf. « Les fondements marxistes de la notion de parasitisme politique et le combat contre ce fléau », publié sur le site web du CCI.

nécessairement une portée historique et internationale ;

- que ce changement d'état d'esprit au sein de la classe est le produit du développement de la maturation souterraine qui s'opère au sein de la classe depuis le début des années 2000 ;

- que la rupture ne se réduit pas à l'ampleur et la multiplication des luttes partout dans le monde mais s'accompagne du développement de la réflexion à l'échelle internationale dans les différentes couches de la classe ouvrière et tout particulièrement, par une réflexion en profondeur au sein des minorités politisées ;

- que cette dynamique s'inscrit dans le long terme et contient donc la potentialité de la récupération de l'identité de classe et de la politisation des luttes (jalons indispensables pour que la classe ouvrière ait les capacités de s'affronter directement à l'État bourgeois), après des décennies de reflux de la conscience au sein de la classe.

Ici réside toute la force de la méthode marxiste héritée de la Gauche communiste : une capacité à discerner les changements majeurs dans la dynamique de la société capitaliste, bien avant qu'ils soient devenus trop évidents pour pouvoir être niés.

La nécessité de dépasser les confusions sur la question

Pour autant, il est indispensable de saisir pleinement les conséquences et les implications de notre analyse et de combattre les approches superficielles qu'elle peut engendrer. Parmi les principales :

- Réduire la rupture à la seule ampleur de l'expression de la combativité et au développement des luttes, en négligeant la dimension primordiale de maturation souterraine au sein de la classe.

- Penser que le développement des luttes peut permettre à la classe ouvrière de contrer les effets de la décomposition ou que le populisme fragilise l'État bourgeois dans sa capacité à faire face à la réaction de la classe.

- Considérer l'effet tourbillon [des effets simultanés de la crise économique, du chaos guerriers, du désastre écologique... et la rupture comme deux dimensions parallèles, étanches l'une vis-à-vis de l'autre.

Fondamentalement, ces interprétations erronées expriment une difficulté à analyser la dynamique de la lutte de classe dans le contexte historique de la décomposition. Parmi les raisons de fond que l'on peut invoquer :

- Une tendance générale à sous-estimer la phase de décomposition et donc à ne pas prendre en compte la juste mesure de son impact négatif sur la lutte de classe,

- Une difficulté à assimiler le caractère désormais inadapté du concept de cours historique. Ceci a notamment contribué à déformer le prisme à travers lequel envisager la lutte de classe : « *Ainsi, 1989 marque un changement fondamental dans la dynamique générale de la société capitaliste en décadence. Avant cette date, le rapport de force entre les classes était le facteur déterminant de cette dynamique : c'est de ce rapport de force entre les classes que dépendait le résultat de l'exacerbation capitaliste : soit le déclenchement de la guerre mondiale, soit le développement de la lutte de classe avec, en perspective, le renversement du capitalisme. Après cette date, cette dynamique générale de décadence capitaliste n'est plus directement déterminée par le rapport de force entre les classes. Quel que soit le rapport de force entre les classes, tant qu'aucune classe n'est à même d'imposer sa solution, le capitalisme va continuer à sombrer dans la décadence, car la décomposition sociale tend à échapper au contrôle des classes en conflit.* »²

Dès lors, l'analyse de deux pôles opposés et contradictoires qui se développent de façon concomitante, s'inscrit dans le cadre exposé ci-dessus. Pour autant, ces deux dimensions de la situation, en apparence parallèles, s'imbriquent l'une et l'autre. C'est bel et bien dans un monde alimenté par le chacun pour soi, l'atomisation sociale, l'irrationalité de la pensée, le nihilisme, le tous contre tous, le chaos guerrier et environnemental et les politiques de plus en plus incohérentes et destructrices des bourgeoisies nationales, que la classe ouvrière est contrainte de développer son combat et de faire mûrir sa réflexion et sa conscience. Par conséquent, et comme nous l'avons très souvent répété, la période de décomposition ne constitue pas une nécessité pour la marche vers la révolution, et joue encore moins en faveur de la classe ouvrière.³

2. « Rapport sur la question du cours historique », *Revue internationale* n°164.

3. « *Durant cette période, son objectif sera de résister aux effets nocifs de la décomposition en son propre sein en ne comptant que sur ses propres forces, sur sa capacité à se battre de façon collective et solidaire en défense de ses intérêts en tant que classe exploitée (même si la propagande des révolutionnaires doit en permanence souligner les dangers de la décomposition). C'est seulement dans*

Pour autant, les dangers considérables que la décomposition fait peser sur la classe ouvrière et l'humanité dans son ensemble ne doit pas conduire la classe ouvrière et ses minorités révolutionnaire à adopter une attitude fataliste en baissant pavillon. La perspective historique de la révolution prolétarienne reste toujours ouverte !

Les luttes contre les attaques économiques constituent le terrain privilégié à la récupération de l'identité de classe

Les répercussions de la crise actuelle seront les plus profondes et les brutales de toute la période de la décadence sous les effets cumulés de l'inflation, des coupes budgétaires,⁴ des plans de licenciements (aggravé notamment par l'introduction de l'Intelligence artificielle dans l'appareil de production)⁵ et de la baisse drastique des salaires. Cette situation signifie que la bourgeoisie aura de moins en moins de marge de manœuvre dans sa capacité à accompagner les effets de la crise économique comme ce fut le cas dans les décennies précédentes et les politiques économiques planifiées par l'administration Trump ne peuvent qu'avoir pour effet d'accroître davantage le marasme économique mondial. Par conséquent, face à la paupérisation croissante et la dégradation considérable des conditions de travail que va subir la classe ouvrière du fait de l'intensification de l'exploitation de la force de travail, les conditions vont mûrir pour que la classe ouvrière riposte. Mais dans cette situation générale, nous devons surtout prendre la mesure que toutes ces attaques touchent de façon simultanée les trois zones principales du capitalisme (États-Unis, Chine, Allemagne). L'Europe va connaître un démantèle-

la période prérévolutionnaire, quand le prolétariat sera à l'offensive, lorsqu'il engagera directement et ouvertement le combat pour sa propre perspective historique, qu'il pourra utiliser certains effets de la décomposition, notamment la décomposition de l'idéologie bourgeoise et celle des forces du pouvoir capitaliste, comme des points d'appui et qu'il sera capable de les retourner contre le capital. », Thèses sur la décomposition.

4. L'État français prévoit plusieurs dizaines de milliards d'économie quand Elon Musk a promis de couper près de 2 000 milliards de dollars dans les dépenses du budget fédéral.

5. Des dizaines de milliers, voire des centaines de milliers d'emplois sont menacés dans les principaux pays centraux du capitalisme (France, Allemagne, Royaume-Uni, États-Unis...) dans les mois et années à venir.

ment sans précédent de l'industrie automobile, certainement de la même ampleur que celui du charbon et de l'acier au cours des années 1970 et 1980. Il faut donc se préparer à voir surgir des luttes de grande ampleur dans les années à venir, en particulier dans les principaux centres du capitalisme, et dès à présent approfondir les implications profondes de cette nouvelle donne.

Pour ne donner que quelques exemples, le prolétariat allemand qui était jusqu'à présent à l'arrière-garde de la lutte de classe, va jouer un rôle beaucoup plus central dans le combat de la classe contre le capital. En Chine, l'explosion du chômage, en particulier chez les jeunes (25 %), va effriter de plus en plus le mythe d'une Chine moderne et prospère et entraînera des réactions de la part d'un prolétariat inexpérimenté, encore largement impacté par la doctrine maoïste, l'arme idéologique du capitalisme d'État dans ce pays. De même, l'ampleur de la crise n'a pas épargné le prolétariat de Russie qui subissait de plein fouet les conséquences de l'économie de guerre. Cela nous conduit à attendre des réactions de cette fraction de notre classe, sans pour autant négliger les faiblesses profondes causées par la contre-révolution et aggravées par la décomposition.

Il faut aussi s'intéresser de plus près à la lutte des classes dans la région indo-pacifique. L'année 2024 a été marquée par des grèves dans de nombreux secteurs (automobile, construction, éducation...) dans plusieurs pays de la région (Inde, Chine, Corée du Sud, Japon, Taïwan, Indonésie) contre la baisse des salaires, les fermetures d'usines et la dégradation des conditions de travail.

Cependant, si effectivement les attaques économiques forment le terrain le plus favorable pour le développement de la lutte de classe, non seulement sur le plan défensif immédiat (un élément vital dans la récupération de l'identité de classe) mais aussi dans l'émergence d'une compréhension consciente que le mode de production dans son ensemble est totalement en faillite et doit céder la place à une nouvelle société, nous devons évaluer de façon plus précise les types d'attaques les plus propices pour le développement de la solidarité et de l'unité au sein de la classe à court terme comme à long terme.

La multiplicité des attaques, telles que les fermetures d'entreprises et les suppressions d'emplois qui les accompagnent débouchent pour le moment sur de multiples luttes dans plusieurs pays.

Mais elles demeurent largement isolées et débouchent sur une sorte d'impasse. Il est très difficile pour les travailleurs de lutter contre les fermetures d'usines, alors que la grève ne suffira pas à faire pression sur des patrons qui ont déjà l'intention de fermer des entreprises. Un exemple est la difficulté des travailleurs de Port Talbot au Pays de Galles à développer une lutte contre la fermeture de cette usine sidérurgique clé. En fait, de façon plus générale, il faudra examiner de près l'impact du chômage de masse sur le développement de la conscience du prolétariat. Car si cette résultante directe de la crise économique « *peut en général contribuer à démasquer l'incapacité du capitalisme à assurer un futur aux prolétaires, il constitue également un puissant facteur de "lumpénisation" de certains secteurs de la classe, notamment parmi les jeunes ouvriers, ce qui affaiblit d'autant les capacités politiques présentes et futures de celle-ci* ». ⁶ Par conséquent, ce n'est que lorsqu'elle aura franchi un palier supplémentaire dans le développement de sa conscience, lorsqu'elle sera notamment en mesure de se concevoir en tant que classe ayant un rôle à assumer pour l'avenir de la société, que la question des licenciements massifs et du chômage de masse constitueront véritablement des éléments permettant à la classe de donner une réponse unie et solidaire contre les attaques de l'État bourgeois ainsi qu'à une réflexion plus en profondeur sur la faillite du capitalisme.

Les attaques sur les salaires peuvent en revanche engendrer un rapport de force plus favorable. D'ailleurs, les luttes ayant initié la rupture de 2022 portaient essentiellement sur la question des salaires. C'est aussi ce que semble avoir démontré le dernier épisode de luttes aux États-Unis au cours des derniers mois écoulés. Parce que le salariat forme la base du rapport entre le capital et le travail, la question de la défense des salaires forme l'« intérêt commun » de tous les ouvriers contre leurs exploiters. Cette lutte « *les réunit dans une même pensée de résistance (coalition). Ainsi la coalition a toujours un double but, celui de faire cesser entre eux la concurrence, pour pouvoir faire une concurrence générale au capitaliste. Si le premier but de la résistance n'a été que le maintien des salaires, à mesure que les capitalistes à leur tour se réunissent dans une pensée de répression,*

les coalitions, d'abord isolées, se forment en groupe, et en face du capital toujours réuni, le maintien de l'association devient plus nécessaire pour eux que celui du salaire. [...] Ainsi cette masse est déjà une classe vis-à-vis du capital mais pas encore pour elle-même. Dans la lutte, [...] cette masse se réunit, elle se constitue en classe pour elle-même. Les intérêts qu'elle défend deviennent des intérêts de classe. Mais la lutte de classe à classe est une lutte politique ». ⁷

Guerre, décomposition et conscience de classe

Dans la période de luttes ouvrières massives entre 1968 et 1975, alors que les pays centraux du capitalisme avaient connu une période de prospérité, il y avait encore de fortes illusions sur la possibilité de restaurer les « années glorieuses », en particulier en élisant des gouvernements de gauche. Ainsi, bien que ces mouvements aient donné lieu à une politisation certaine des minorités ⁸, notamment avec la réanimation de la tradition de la Gauche communiste, le potentiel des luttes à donner lieu à une politisation plus générale de la classe était limité. Même dans les luttes des années 1980, il était encore beaucoup moins évident que le système capitaliste arrivait au bout de son rouleau, et les luttes des travailleurs, même si elles étaient massives et capables de faire obstacle à la guerre mondiale, n'ont pas réussi à généraliser une perspective politique pour le dépassement du capitalisme.

Le résultat fondamental de l'impasse entre les classes dans les années 1980 a été le développement de la nouvelle phase de décomposition, qui est devenue un obstacle supplémentaire à la capacité de la classe ouvrière de se reconstituer en tant que force révolutionnaire. Mais l'accélération de la décomposition a aussi permis de mieux comprendre que le long déclin du capitalisme a atteint une phase terminale où le choix entre le

7. Karl Marx, *Misère de la Philosophie*, chapitre II, « Section V. Les grèves et les coalitions des ouvriers ».

8. Pour la distinction entre la politisation des minorités et la politisation des luttes, voir le « Rapport sur la lutte de classe internationale au 24^{ème} Congrès du CCI », *Revue internationale* n° 167. L'article intitulé « Après la rupture dans la lutte de classe, la nécessité de la politisation des luttes » paru dans la *Revue internationale* n°171, offre une base permettant d'approfondir la question de la politisation afin d'en cerner sa signification profonde dans la phase de décomposition.

6. « THESES : la décomposition, phase ultime de la décadence capitaliste », *Revue internationale* n° 107.

socialisme et la barbarie est devenu de plus en plus évident. Même si le sentiment que nous nous dirigeons vers la barbarie est beaucoup plus répandu que la conviction que le socialisme offre une alternative réaliste, la reconnaissance croissante que le capitalisme n'a rien d'autre à offrir à l'humanité qu'une spirale de destruction fournit toujours les bases d'une future politisation de la lutte des classes.

Outre la crise économique, qui reste la base essentielle du développement des luttes ouvertes de la classe et de la prise de conscience de la faillite du système, les deux éléments qui soulignent le plus clairement la réalité de l'impasse du capitalisme sont la prolifération et l'intensification des guerres impérialistes et l'avancée inexorable de la catastrophe écologique, symbolisée tout récemment par les inondations massives de Valence qui démontrent que cette catastrophe ne se limitera plus aux régions « périphériques » du système. Cependant, en tant que facteurs de l'émergence d'une conscience politique au sein de la classe, ces deux éléments ne sont pas égaux.

Nous avons depuis longtemps rejeté l'idée, à laquelle s'accrochent encore la plupart des groupes du milieu politique prolétarien, que la guerre, en particulier la guerre mondiale, offre un terrain favorable au déclenchement des luttes révolutionnaires. Dans des articles de la *Revue Internationale* des années 1980,⁹ nous avons montré que si cette conception s'appuyait sur l'expérience réelle des révolutions passées (1871, 1905, 1917), et si toute lutte de classe en temps de mobilisation pour la guerre pose inévitablement des questions politiques de manière très rapide, les inconvénients auxquels sont confrontés les mouvements révolutionnaires qui surgissent en réponse directe à la guerre l'emportent largement sur les « avantages ». Ainsi :

- L'expérience de la Première Guerre mondiale a donné à la classe dirigeante une leçon très importante, qu'elle devait appliquer très systématiquement avant et à la fin de la Seconde Guerre mondiale : avant de lancer une guerre globale, il faut d'abord imposer une profonde défaite physique et idéologique au prolétariat, et lorsque les misères et les horreurs de la guerre provoquent des signes de réactions prolétariennes, il faut les écraser immédiatement (cf.

la collaboration objective des forces Alliées et nazies dans l'anéantissement des révoltes ouvrières en Italie en 1943, les bombardements de terreur sur l'Allemagne, etc).

- Le vieux schéma du défaitisme révolutionnaire, selon lequel la défaite de son propre gouvernement est favorable au développement de la révolution, a été réfuté par le fait que la division entre nations victorieuses et nations vaincues crée des divisions profondes dans le prolétariat mondial, comme on l'a vu le plus clairement au lendemain de la guerre de 1914-18.

- La technologie militaire du capitalisme a « progressé » au point que la fraternisation à travers les tranchées devient de moins en moins possible, et elle a également rendu beaucoup plus probable qu'une future guerre mondiale conduise rapidement à une escalade nucléaire et à une « destruction mutuelle assurée ».

Les guerres actuelles en Ukraine et au Moyen-Orient ont confirmé que les principaux obstacles à la guerre capitaliste sont beaucoup moins susceptibles de provenir de révoltes dans les pays directement engagés dans la guerre, que d'émerger des fractions centrales du prolétariat qui ne sont qu'indirectement impactées par la guerre impérialiste à travers les exigences croissantes de l'économie de guerre.

Cela ne signifie pas pour autant que la guerre n'est plus un facteur de développement de la conscience de classe et du processus de politisation. Au contraire, nous avons vu :

- que l'omniprésence de la guerre, notamment depuis l'invasion russe de l'Ukraine, reste un facteur important dans l'émergence de minorités remettant en cause l'ensemble du système capitaliste ;
- que la capacité des travailleurs à défendre leurs propres intérêts de classe malgré l'appel aux sacrifices au nom de la « défense de la liberté » a été un élément clé de la rupture de 2022. En outre, la reconnaissance du fait que l'on demande aux travailleurs de payer pour l'expansion de l'économie de guerre a été posée explicitement par certains des travailleurs les plus combatifs engagés dans les luttes après 2022, notamment en France.¹⁰

10. En Iran, lors de grèves et de manifestations récentes [à l'été 2024] parmi les travailleurs des secteurs de la santé, de l'éducation, des transports et du pétrole, ainsi que les retraités de l'industrie sidérurgique confrontés à une forte hausse des prix, la compréhension du fait que la poussée inflationniste

Il est vrai que, dans ces deux exemples, il s'agit plus de la politisation des minorités que de la politisation des luttes. Cela n'est pas surprenant étant donné le nombre de pièges idéologiques auxquels sont confrontés ceux qui commencent à établir des liens entre le capitalisme et la guerre : d'une part, nous avons l'exemple de la façon dont les populistes en Europe et surtout aux États-Unis ont récupéré tout embryon de sentiment anti-guerre dans la classe, le transformant même, dans le cas de la guerre en Ukraine, en une orientation pro-russe à peine dissimulée. De l'autre, nous avons une foule de gauchistes qui brandissent une version de l'internationalisme qui peut même sembler dénoncer les deux camps belligérants en Ukraine, mais qui revient toujours, en fin de compte, à faire l'apologie de l'un ou l'autre camp. Et ces mêmes gauchistes, généralement beaucoup plus partisans dans leur soutien à l'« Axe de la Résistance » contre Israël, sont un facteur important dans l'exacerbation des divisions religieuses et ethniques attisées par la guerre au Moyen-Orient. Il n'est guère surprenant qu'une véritable réponse internationaliste aux guerres actuelles soit limitée à une minorité d'éléments en recherche. Et même au sein de cette minorité, ou encore au sein des groupes de la gauche communiste, les confusions et les incohérences ne sont que trop évidentes.

Dans la section finale des Thèses sur la décomposition, nous avançons les raisons pour lesquelles la crise économique, contrairement aux principaux phénomènes de décomposition, reste le principal vecteur de la capacité de la classe ouvrière à redécouvrir son identité de classe et à se constituer en classe ouvertement opposée à la société capitaliste : *« tandis que les effets de la décomposition (pollution, drogue, insécurité, etc.) frappent de la même manière les différentes couches de la société et constituent un terrain fertile pour les campagnes et les mystifications aclassistes (écologie, mouvements antinucléaires, mobilisations antiracistes, etc.) les attaques économiques (baisse des salaires réels, licenciements, augmentation de la productivité, etc.) résultant directement de la crise frappent directement et spécifiquement le prolétariat (c'est-à-dire la classe qui produit la plus-value et affronte le capitalisme sur ce terrain) ; contrairement à la dé-*

9. « Pourquoi l'alternative guerre ou révolution : La guerre est-elle une condition favorable pour la révolution communiste ? », *Revue internationale* n°30 ; « Le prolétariat face à la guerre », *Revue internationale* n°65.

est un produit de l'économie de guerre s'est exprimée dans le slogan lancé dans les villes d'Ahvaz et de Shush : « Assez de bellicisme, nos tables sont vides ».

*composition sociale qui affecte essentiellement la superstructure, la crise économique s'attaque directement aux fondements sur lesquels repose cette superstructure ; en ce sens, elle met à nu toute la barbarie qui s'abat sur la société, permettant ainsi au prolétariat de prendre conscience de la nécessité de changer radicalement le système, plutôt que d'essayer d'en améliorer certains aspects ».*¹¹

Ces formulations restent pour l'essentiel valables, même si l'on n'est pas strictement vrai que la destruction de la nature n'est qu'un aspect de la superstructure, puisqu'elle est un produit direct de l'accumulation capitaliste et qu'elle menace de saper les conditions mêmes de la survie de la société humaine et de la poursuite de la production. Si l'aggravation de la crise écologique peut être un facteur potentiel de remise en cause, par de petites minorités¹² des fondements mêmes de la production capitaliste, elle reste un facteur de peur et de désespoir pour une grande partie de la classe. Le désastre écologique tend à frapper toutes les couches de la société de la même manière, même si ses effets les plus dévastateurs sont généralement ressentis par la classe ouvrière et les exploités, et reste donc « *un terrain fertile pour les campagnes et les mystifications aclassistes* ». Ce qui tend à restreindre la capacité des éléments perturbés par le désastre écologique à comprendre que la seule solution passe par la lutte des classes.

En outre, les « solutions » immédiates proposées par les États capitalistes à la détérioration de l'environnement impliquent souvent des attaques directes contre le niveau de vie d'une partie de la classe ouvrière, en particulier des licenciements massifs pour remplacer la production basée sur les combustibles fossiles par des technologies plus « propres ». En ce sens, les revendications pour sauver l'environnement sont plus souvent un facteur de division que d'unification dans les rangs de la classe ouvrière, contrairement à la crise économique qui tend à « niveler par le bas » l'ensemble du prolétariat.

11. « THESES : la décomposition, phase ultime de la décadence capitaliste », *Revue internationale* n°107.

12. Le développement de ces minorités, ou plutôt la nécessité objective de les empêcher de parvenir à une critique cohérente du capital, explique l'émergence d'une aile radicale du mouvement de protestation écologique, notamment les partisans de la « décroissance ».

La conclusion des Thèses n'inclut pas l'impact de la guerre sur le développement de la conscience de classe, mais ce que l'on peut dire, c'est que :

- la question de la guerre impérialiste (comme la crise économique prolongée et insoluble qui en est à l'origine) n'est pas un produit spécifique de la décomposition capitaliste, mais un élément central de toute l'époque de décadence.
- il existe un lien beaucoup plus étroit entre la crise économique et la guerre : en particulier, le développement d'une économie de guerre s'accompagne d'une attaque très évidente et assez généralisée contre le niveau de vie des travailleurs par le biais de l'inflation, de l'intensification du rythme de travail, etc. La résistance à cette agression sur un terrain de classe, même si elle n'est fondée sur une vision internationale claire que dans une infime minorité, ne peut manquer de soulever des questions profondément politiques sur le lien entre le capitalisme et la guerre, et sur les intérêts internationaux communs du prolétariat. C'est la raison principale pour laquelle la politisation des minorités au sens prolétarien se révèle fondée sur une réaction à la question de la guerre bien plus qu'aux phénomènes plus spécifiques de décomposition, y compris l'accélération de la crise écologique. Et à plus long terme, la menace croissante et l'irrationalité totale de la guerre seront un facteur réel de la politisation future des luttes. Mais nous devons souligner que ce n'est qu'à un stade plus avancé du développement de l'identité de classe et de la lutte de classe que ces étapes vers la politisation (que ce soit autour de la question de la guerre ou des expressions plus caractéristiques de la décomposition, comme la crise écologique) peuvent passer du niveau de petites minorités à des mouvements beaucoup plus larges et plus ouverts de la classe ouvrière.

La capacité de la classe dominante à faire face au regain de la lutte de classe

Aussi fragmentée et affaiblie soit-elle par l'avancée de la décomposition de son propre mode de production, la bourgeoisie ne perdra jamais la capacité de répondre au développement de la lutte des classes. En réponse à la reprise des luttes depuis 2022 et tout particulièrement au développement de la maturation souterraine de la conscience, nous avons ainsi vu la classe dirigeante utiliser largement ses instruments « classiques » de contrôle du prolétariat :

- Les syndicats, qui ont radicalisé leur langage en anticipation ou en réponse au déclenchement des combats ouvriers. C'était un élément très clair dans les luttes en Grande-Bretagne par exemple, où la direction des syndicats les plus directement impliqués dans les luttes était assumée par des éléments très à gauche comme Mick Lynch du syndicat des travailleurs des chemins de fer, le RMT.
- Les groupes de gauche, en particulier les trotskistes, dont certains (« *Revolutionary Communist Party* », « Révolution Permanente », etc.) ont recommencé à parler de communisme et, comme nous l'avons déjà mentionné, peuvent sembler défendre des positions internationalistes, en particulier en réponse à la guerre en Ukraine. Beaucoup de ces groupes ont recruté avec succès parmi les jeunes, un écho atténué de ce qui s'était passé après les combats de mai-juin 1968 en France.

Il ne fait aucun doute que le rôle des syndicats et de la gauche se poursuivra dans la période à venir.

Le poids de la décomposition et l'instrumentation de ses principales manifestations par la bourgeoisie

Comme nous l'avons mentionné plus haut, nous avons vu surgir l'idée dans les discussions que les luttes actuelles de la classe pourraient permettre de repousser les effets de la décomposition, ou que la décomposition affaiblit la bourgeoisie dans sa capacité à riposter contre la classe ouvrière. De tels arguments remettent en cause l'idée que la décomposition ne favorise pas la lutte de la classe ouvrière. La peur, le repli, le désespoir provoqués par la généralisation de la barbarie guerrière ; le nihilisme, l'atomisation, l'irrationalité de la pensée engendrée par l'absence d'avenir et la destruction des rapports sociaux, sont autant d'obstacles au développement d'une lutte collective, unie et solidaire et à la maturation de la pensée.

Mais nous voyons aussi comment la bourgeoisie utilise les produits de sa propre décomposition contre le développement des luttes ouvrières, en particulier :

- Les campagnes contre le populisme et l'extrême droite, le produit le plus « chimiquement pur » de la décomposition, font revivre l'idéologie ancestrale de l'antifascisme et de la défense de la démocratie. Ces campagnes, qui s'intensifieront sans aucun doute à la suite

(Suite page 56)

26^{ème} congrès du CCI

Rapport (extraits) sur la crise économique

La signification historique de l'impasse de l'économie capitaliste

L'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis a fortement bouleversé l'ordre économique mondial qui tenait tant bien que mal depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, avec des institutions régulatrices du commerce et des monnaies, et une certaine cohérence dans les orientations des différents capitaux nationaux. Le virage américain vers un protectionnisme à outrance et son rejet de toute coopération internationale a, non seulement eu un impact immédiat sur l'ensemble des pays centraux du capitalisme mais a surtout ouvert une période d'incertitude liée à l'effacement brutal et sans doute définitif de tous les efforts produits jusque-là par la bourgeoisie internationale pour maintenir l'économie capitaliste le plus possible à l'écart du chaos et du chacun-pour-soi. Une telle politique participe fortement à fragiliser les grands équilibres, notamment sur les plans économique et politique, avec des conséquences inévitables sur la dynamique de la lutte de classe, dont l'ampleur future reste difficile à mesurer aujourd'hui.

Le marxisme n'est pas une théorie dogmatique qui aurait donné la réponse à tout il y a 150 ans. Il s'agit surtout d'une méthode qui emprunte à la science une démarche fondamentale : vérifier sans cesse la validité de la théorie à l'épreuve des faits. Prendre de la hauteur sur la situation ne signifie donc nullement se détacher des faits, bien au contraire. La première question que nous devons nous poser en tant que marxistes face à ces bouleversements est de savoir si notre cadre global d'analyse des tendances historiques du capitalisme doit être remis en cause ou si, au contraire, les événements actuels viennent le confirmer. Ensuite, à partir de ce cadre d'analyse, nous devons envisager quel impact la combinaison des différents facteurs combinés que sont les guerres, la crise économique, la déstabilisation commerciale, le changement climatique a sur le capitalisme, afin de fournir à notre classe une analyse la plus claire possible de ces bouleversements et des enjeux qu'ils posent pour le futur.

Les larges extraits du rapport sur la crise économique, ratifié par notre 26^{ème} congrès international au printemps de 2025, que nous publions ci-dessous, montrent la validité de notre cadre d'analyse et nous permettent de tracer des perspectives historiques. Cependant, le processus ne s'arrête jamais et dans une situation aussi mouvante que celle que nous connaissons aujourd'hui, il appartient plus que jamais aux organisations révolutionnaires d'approfondir sans cesse ce cadre.

Depuis l'écriture du rapport, l'évolution de la situation n'a fait que confirmer davantage les perspectives dégagées par le congrès. La mise en œuvre, aléatoire et versatile, mais en fin de compte fort brutale des droits de douane par l'administration Trump conduit à une accélération jusqu'alors inimaginable du chacun-pour-soi dans la sphère économique, à l'évaporation des "opportunités" de la mondialisation et à une

désorganisation brutale et chaotique des circuits de production et de logistique à travers le monde, notamment en poussant chaque capital national à assurer pour lui-même la prise en charge de secteurs stratégiques de la production qui, par ailleurs, ne peuvent s'affranchir de la réalité des conditions de saturation du marché mondial. Cette exacerbation du chacun-pour-soi accentue lourdement la crise de surproduction.

La crise de surproduction ne fait donc que s'exacerber, sous le poids croissant de la déstabilisation du commerce mondial, des politiques protectionnistes et surtout de l'explosion des dépenses militaires. Loin de mettre fin aux conflits sanglants et interminables qui minent la planète, comme Trump s'en vante constamment, les États-Unis sont les premiers à mettre de l'huile sur le feu, comme l'illustre la situation à Gaza, le conflit avec l'Iran ou, récemment encore, leur politique agressive envers le Vene-

zuela, ce qui accentue la pression de l'économie de guerre sur les comptes publics et sur la propre santé globale du capital. Le divorce historique entre les États-Unis et l'Europe se traduit notamment par un chantage américain envers les autres pays de l'OTAN pour acheter et produire des armes pour l'Ukraine et pour augmenter leurs dépenses et production d'armement en vue de prendre en charge leur propre défense.

Le tout s'opère dans un contexte de perte de contrôle par les bourgeoisies nationales de leur jeu politique, affectant ainsi leur capacité à coopérer et à tenter de réguler un minimum un marché mondial sinistré. Aux États-Unis, les factions de la classe dominante s'entre-déchirent sur la politique à mener. En Europe, les États ont de plus en plus de difficultés à maintenir une cohérence en lien avec la défense du capital national et une stabilité permettant de dégager des orientations pour l'avenir.

Un tel panorama ne fait que confirmer l'état de pourrissement sur pied du capitalisme et le fait que la sphère économique qui, au travers d'artifices et de contournements des lois fondamentales du système, échappait encore globalement à ce pourrissement en devient aujourd'hui non seulement la proie, mais surtout un accélérateur du tourbillon infernal qui entraîne ce système en décomposition.

Aussi, comment peut-on continuer aujourd'hui à défendre l'idée que le capitalisme est encore capable de relancer de nouveaux cycles d'accumulation à travers la destruction du capital opérée par la guerre, comme continuent à le défendre des organisations du milieu politique prolétarien ?¹ La dette abyssale de l'ensemble des états capitalistes, les pertes gigantesques liées aux destructions et à l'économie de guerre, la désorganisation des marchés et la réalité de la surproduction chronique viennent infirmer toute idée de possibilité d'un développement éternel du système.

Comment défendre encore au-

1. La Tendance Communiste Internationale par exemple : « Affiner le concept de décadence ».

jourd'hui la vision du 19^e siècle d'un progrès technologique capable d'augmenter globalement la productivité ? Aujourd'hui les progrès technologiques sont certes sans commune mesure avec ceux de la période ascendante du capitalisme. Mais d'une part ils sont quasi exclusivement dirigés vers la sphère militaire, une tendance enclenchée dès le début de la décadence, et surtout, les gains de productivité s'évaporent dans la surproduction du fait de l'impossibilité de vendre toutes les marchandises produites et donc de réaliser la totalité de la plus-value escomptée. Ils sont donc incapables de contribuer à un "nouveau cycle d'accumulation", même si certains secteurs ou un certain nombre d'entreprises peuvent toujours tirer leur épingle du jeu, dès lors que les marchés susceptibles d'offrir les débouchés nécessaires à la réalisation de la plus-value sont, à une échelle globale, saturés depuis longtemps.

Ceci implique-t-il pour autant que la décadence du mode de production capitaliste, et a fortiori sa période de décomposition, est appréhendée par le CCI comme une dynamique inéluctable qui tracerait une voie naturelle vers le communisme. Rien de cela ! La décomposition trace une voie vers l'effondrement du système capitaliste, non pas pour ouvrir la voie au communisme mais pour entraîner la destruction massive de l'humanité, de son développement et de son environnement, si la classe ouvrière n'arrive pas à imposer sa perspective. Et cette perspective du communisme restera toujours le fruit d'un combat à mort contre le capital. C'est pourquoi il revient aux révolutionnaires d'être parfaitement clairs sur la responsabilité historique du prolétariat qui n'a pas l'éternité devant lui pour surmonter ses difficultés, pour se défaire du poids des idéologies bourgeoises et petites-bourgeoises et retrouver son identité de classe révolutionnaire porteuse du seul avenir viable et possible pour l'humanité, celui du communisme.

Dans ce contexte, le but d'un rapport de congrès est de permettre à l'organisation de se donner un cadre d'analyse solide pour comprendre la situation dans les années à venir. S'inscrivant ainsi dans le long terme, un rapport ne peut rester collé à l'actualité et doit prendre de la hauteur, comme c'était l'objectif de celui-ci, en particulier à travers deux questions centrales pour appréhender les événements récents sur le plan économique :

- celle de l'interaction croissante de la décomposition et de la crise écono-

mique, qui illustre le tourbillon dans lequel est entraîné la société bourgeoise du point de vue de l'économie, - celle du caractère toujours plus implacable de l'impasse de la surproduction.

Le tourbillon croissant des interdépendances entre la décomposition et la crise économique

L'interdépendance entre la crise économique et les manifestations de la décomposition à différents niveaux se manifeste à travers une multitude de phénomènes :

- D'une part, la surproduction a continué de secouer l'économie mondiale : ainsi, par exemple, une crise majeure a éclaté dans l'industrie allemande, notamment dans l'industrie automobile, les problèmes économiques de l'Allemagne reflétant par ailleurs ceux de l'UE, tandis qu'aux États-Unis, une bulle boursière spéculative a également éclaté.

- D'autre part, la perturbation du commerce et de la production mondiaux a doublé en quelques mois. Par exemple, à cause des attaques des Houthis, 95 % des navires qui auraient dû traverser la mer Rouge ont dû être déroutés. En 2023, la sécheresse a entraîné des retards dans le canal de Panama, augmentant le coût des marchandises et des matières premières circulant entre les États-Unis et la Chine, ainsi que sur d'autres routes maritimes mondiales.

- Et puis, les ravages causés par l'interaction du changement climatique et d'une économie capitaliste ravagée par plus de 50 ans de crise se font sentir partout dans le monde. Les inondations massives au Pakistan, les effets de la sécheresse en Europe et ailleurs, les inondations dévastatrices à Valence, troisième ville d'Espagne, ont tous détruit ou affaibli les économies locales et régionales.

L'augmentation du coût de la vie, les destructions, les problèmes de transport et la pollution ont effectivement eu un impact croissant sur l'économie américaine. L'impact des incendies de Los Angeles ne se limite pas à la destruction de bâtiments : « *AccuWeather a calculé son impact économique en examinant non seulement les pertes liées aux dommages matériels, mais aussi les salaires non perçus en raison du ralentissement ou de l'arrêt de l'activité économique dans les zones touchées, les infrastructures à réparer, les problèmes de chaîne d'approvisionnement et les difficultés de transport. Même lorsque les habitations et les entreprises ne sont pas détruites,*

les habitants peuvent être incapables de travailler en raison des évacuations ; les entreprises peuvent fermer en raison de la dispersion de leurs clients ou de l'incapacité de leurs fournisseurs à effectuer leurs livraisons. L'inhalation de fumée peut avoir des conséquences sanitaires à court, moyen et long terme, qui pèsent lourdement sur l'activité économique globale ». Ces effets peuvent encore être amplifiés par les vagues d'incendies de forêt qui font rage pendant la majeure partie de l'année aux États-Unis et au Canada.

Cette tourmente économique, impérialiste et « naturelle » est accélérée par le séisme politique provoqué par l'élection de Trump. Dès avant même son arrivée au pouvoir, la menace de droits de douane et de quatre années supplémentaires de chaos politique était imminente. « *L'incertitude plane sur 2025, notamment les risques de tensions commerciales et les défis géopolitiques persistants. Les perspectives commerciales pour 2025 sont assombries par de potentiels changements de politique, notamment des droits de douane plus importants qui pourraient perturber les chaînes de valeur mondiales et impacter les principaux partenaires commerciaux. De telles mesures risquent de déclencher des représailles et des répercussions, affectant les industries et les économies tout au long des chaînes d'approvisionnement. La simple menace de droits de douane crée de l'imprévisibilité, affaiblissant le commerce, l'investissement et la croissance économique* »².

Ce chaos et cette imprévisibilité d'une « terra incognita » secouent les trois principales puissances capitalistes rivales.

Les États-Unis

La principale économie mondiale est toujours en déclin. Une reprise a été observée après la pandémie, mais elle était en partie due au vaste plan de soutien mis en place par Biden, qui visait à inverser le déclin de l'industrie américaine. Les emplois manufacturiers, principale source de profits, ont chuté de 35 % depuis 1979. En 2023, on comptait 12,5 millions d'emplois manufacturiers, soit le même nombre qu'en 1946 (il faut garder à l'esprit que la population américaine a plus que doublé depuis [1946 : 141,4 millions ; 2023 : 336,4 millions]).

Pour faire face à l'impact croissant de la crise économique, la bourgeoisie américaine a emprunté de plus en plus

2. UN Trade and Development.

d'argent. Les États-Unis ont vu leur ratio dette/PIB passer de 32 % en 1980 à 123 % en 2024. Cela signifie qu'ils puisent des milliers de milliards de dollars dans le reste de l'économie mondiale pour rembourser leurs dettes. Chaque année, l'État américain dépense autant pour le remboursement de sa dette que pour sa défense. En 2023, l'écart entre les dépenses et les recettes des États-Unis était de 1 800 milliards de dollars, soit près du double du budget militaire ! Le déferlement des attaques de la nouvelle administration contre les fonctionnaires fédéraux constitue en partie une réponse à leur croissance galopante. La manière irresponsable et brutale dont elles sont menées va avoir un impact chaotique sur le capitalisme américain. L'arrêt soudain du financement public de services essentiels tels que la santé, la collecte des impôts, les cotisations de sécurité sociale, la recherche médicale essentielle, etc., aura des conséquences de plus en plus néfastes pour l'économie et la société.

À l'échelle internationale, le bouleversement des règles par Trump génère une grande incertitude et une grande instabilité au sein de l'économie mondiale. L'imposition de droits de douane à tous les concurrents des États-Unis, et la menace de tarifs encore plus draconiens si les gouvernements taxent « injustement » les produits américains, suscitent des tensions non seulement entre les États-Unis et leurs rivaux, mais aussi entre ces derniers.

Cette politique de la terre brûlée aura pour conséquence d'enfoncer davantage le capitalisme dans la crise : « ... les politiques proposées par Trump ne permettent pas de réduire le déficit commercial global. Réduire le déficit bilatéral avec la Chine ne ferait qu'accroître les déficits avec les autres pays. C'est inévitable, compte tenu des pressions macroéconomiques persistantes. De plus, ses politiques commerciales discriminatoires, avec des droits de douane de 60 % sur la Chine et de 10 à 20 % sur les autres, sont vouées à se propager. Trump et ses acolytes constateront que les exportations d'autres pays remplacent celles de Chine par le biais de transbordements, d'assemblages dans d'autres pays ou d'une concurrence directe... il y aura sans aucun doute des représailles. Une telle propagation de droits de douane élevés aux États-Unis et dans le monde est susceptible d'entraîner un déclin rapide du commerce et de la production mondiaux »³.

De plus, cette instabilité économique sera aggravée par la politique d'expulsion de l'administration Trump. Le Conseil américain de l'immigration a déclaré que l'expulsion de tous les sans-papiers pourrait coûter jusqu'à 315 milliards de dollars et nécessiter entre 220 000 et 409 000 nouveaux fonctionnaires et agents des forces de l'ordre. Il a également indiqué que l'expulsion d'un million de personnes par an coûterait 967 milliards de dollars sur dix ans. Cette quantité de migrants renvoyés, conjugué à la perte des transferts de fonds, déstabilisera aussi certaines régions d'Amérique centrale et d'Amérique latine et aggravera l'instabilité du capitalisme américain.

La Chine

La Chine n'est plus le « sauveur » de l'économie mondiale qu'elle était après 2007 : sa surcapacité industrielle est devenue un train fou qui entraîne l'économie mondiale dans une crise toujours plus profonde : « *En termes simples, dans de nombreux secteurs économiques cruciaux, la Chine produit bien plus que ce qu'elle-même, ou les marchés étrangers, peuvent absorber durablement. Par conséquent, l'économie chinoise court le risque d'être prise dans un cercle vicieux de chute des prix, d'insolvabilité, de fermetures d'usines et, in fine, de pertes d'emplois. La baisse des profits a contraint les producteurs à augmenter encore leur production et à appliquer des rabais plus importants sur leurs produits afin de dégager des liquidités pour rembourser leurs dettes. De plus, alors que des usines sont contraintes de fermer et que des industries recherchent la consolidation, les entreprises qui survivent ne sont pas nécessairement les plus performantes ou les plus rentables. Les survivantes sont plutôt celles qui ont le meilleur accès aux subventions publiques et aux financements bon marché.*

Pour l'Occident, le problème de surcapacité de la Chine représente un défi à long terme qui ne peut être résolu par la simple édification de nouvelles barrières commerciales. D'une part, même si les États-Unis et l'Europe parvenaient à limiter significativement la quantité de produits chinois arrivant sur les marchés occidentaux, cela ne résoudrait pas les inefficacités structurelles accumulées en Chine au fil des décennies de priorité accordée à l'investissement industriel et aux objectifs de production. Toute correction de cap pourrait néces-

siter des années de politique chinoise soutenue pour être couronnée de succès. D'autre part, l'accent croissant mis par Xi Jinping sur l'autosuffisance économique de la Chine – une stratégie qui constitue elle-même une réponse aux tentatives perçues de l'Occident d'isoler économiquement le pays – a accru, plutôt qu'apaisé, les pressions conduisant à la surproduction. De plus, les efforts déployés par Washington pour empêcher Pékin d'inonder les États-Unis de produits bon marché dans des secteurs clés n'auront sans doute pour effet que de créer de nouvelles inefficacités au sein de l'économie américaine, tout en déplaçant le problème de surproduction de la Chine vers d'autres marchés internationaux »⁴.

La citation précédente constitue une excellente description de l'impact de la crise de surproduction sur la Chine et l'économie mondiale.

L'U.E.

Le géant économique et politique européen allemand s'est enfoncé dans une crise économique et politique ces deux dernières années. L'instabilité politique de la bourgeoisie allemande rend la gestion de la crise économique, qui s'est accélérée en 2024, encore plus difficile. L'aggravation spectaculaire de la crise de surproduction en Allemagne, avec l'annonce d'une vague de licenciements et de fermetures d'entreprises à l'automne 2024, a révélé la fragilité de ce géant industriel face à l'aggravation de la crise économique mondiale. Il est particulièrement touché par la crise chinoise. Ce déclin est accéléré par la nécessité pour l'État allemand d'augmenter ses dépenses de défense et, par conséquent, de réduire ses dépenses publiques.

Les turbulences économiques du capitalisme allemand sont fondamentalement l'expression des profonds problèmes auxquels l'UE est confrontée dans son ensemble : « *L'UE a également bénéficié d'un environnement mondial favorable. Le commerce mondial a prospéré grâce aux règles multilatérales. La sécurité assurée par le parapluie sécuritaire américain a libéré des budgets de défense pour d'autres priorités. Dans un monde géopolitique stable, nous n'avons aucune raison de nous inquiéter d'une dépendance croissante envers des pays dont nous pensions qu'ils resteraient nos amis. Mais les fondements sur lesquels nous avons bâti notre pays sont aujourd'hui ébranlés. L'ancien*

3. "Why Trump's trade war will cause

chaos". 19.11.2024.

4. China's Real Economics crisis.

paradigme mondial s'estompe. L'ère de la croissance rapide du commerce mondial semble révolue, les entreprises européennes étant confrontées à la fois à une concurrence internationale accrue et à un accès limité aux marchés étrangers. L'Europe a brutalement perdu son principal fournisseur d'énergie, la Russie. Parallèlement, la stabilité géopolitique s'affaiblit et nos dépendances se sont révélées être des vulnérabilités...

L'UE entre dans la première période de son histoire récente où la croissance ne sera pas soutenue par la croissance démographique. D'ici 2040, la population active devrait diminuer de près de 2 millions de travailleurs par an. Nous devons nous appuyer davantage sur la productivité pour stimuler la croissance. Si l'UE maintenait son taux de croissance moyen de la productivité depuis 2015, cela ne suffirait qu'à maintenir le PIB constant jusqu'en 2050, alors même qu'elle est confrontée à une série de nouveaux besoins d'investissement qui devront être financés par une croissance plus forte.

Pour numériser et décarboner l'économie et accroître notre capacité de défense, la part des investissements en Europe devra augmenter d'environ 5 points de pourcentage du PIB pour atteindre des niveaux jamais observés depuis les années 1960 et 1970. C'est sans précédent : à titre de comparaison, les investissements supplémentaires prévus par le plan Marshall entre 1948 et 1951 représentaient environ 1 à 2 % du PIB par an »⁵.

On estime que le développement des économies de l'UE pour relever ce défi, notamment en matière d'armement, demandera 750 à 800 milliards d'euros : un fort investissement en armements de toute sorte, compensé par une réduction inévitable des dépenses sociales.

Ce borborygme de plus en plus instable, composé de contradictions économiques fondamentales, de manifestations de la décomposition sur divers plans et de tensions impérialistes de même que de l'interdépendance de tous ces facteurs, sème clairement le chaos dans l'économie mondiale. À cela s'ajoute l'impact croissant de la barbarie guerrière.

Le capitalisme russe semble apparemment avoir résisté à l'impact de la guerre et des sanctions. En vérité, cette illusion repose sur l'augmentation des dépenses militaires, la hausse des prix de l'énergie, l'essor des investissements

dans l'économie de guerre (la classe capitaliste russe ne peut investir qu'en Russie en raison des sanctions) et l'augmentation des déficits publics. Comme nous l'avons déjà dit, cette situation masque la profondeur de l'affaiblissement du capitalisme russe par la guerre. Le poids écrasant du militarisme en est la preuve la plus flagrante. La domination du militarisme sur l'économie replonge la Russie dans l'instabilité de l'ex-URSS : « *En bref, 40 ans après le début du règne de Mikhaïl Gorbatchev, Moscou est confronté à une résurgence des problèmes rencontrés par ce dernier et ses prédécesseurs. L'armée dominera l'économie russe pendant des années. Même après la conclusion d'un accord dans la guerre actuelle, le Kremlin devra reconstituer ses stocks militaires, maintenir la course aux armements et recycler l'armée. Le complexe militaro-industriel continuera de drainer les investissements, les ressources humaines et les capacités du secteur civil* ».

Quant à la bourgeoisie israélienne, elle est confrontée à une dynamique similaire. Les guerres à Gaza, en Cisjordanie et au Liban ont eu un impact phénoménal sur le déficit de l'État israélien. Avant le début de la guerre, le ministère des Finances prévoyait un déficit de 1,1 % du PIB en 2024 ; il est désormais estimé à 8 %. Le budget de la sécurité d'Israël est le deuxième plus élevé au monde. Les guerres ont eu un impact dramatique sur l'activité économique dans le sud et le nord du pays. La perte de travailleurs palestiniens dans certains secteurs et l'impact de la conscription ont eu des conséquences néfastes. La cote de crédit du capitalisme israélien a chuté pour la première fois de son histoire. Tout cela a accru sa dépendance au soutien des États-Unis.

L'idée qu'Israël et les États-Unis procéderont à un nettoyage ethnique de Gaza et construiront une station balnéaire méditerranéenne est aussi illusoire que révoltante. Pour déblayer les décombres, il faudrait 100 camions travaillant 24 heures sur 24 pendant 21 ans. Il reste au moins 14 000 corps sous les décombres et 7 500 tonnes de munitions non explosées. La barbarie militaire, le chaos économique et l'arrivée au pouvoir de fractions populistes de la bourgeoisie créent un niveau d'instabilité sans précédent au niveau du système capitaliste.

L'agonie d'un monde dominé par les rapports capitalistes

Lorsque le stalinisme s'est effondré en 1989, après plus de 40 ans d'un retour de la crise ouverte depuis le milieu des années 60, le CCI a mis en avant que les contradictions et les manifestations de la décadence du capitalisme moribond, qui avaient marqué l'histoire de cette décadence, n'avaient non seulement pas disparu avec le temps, mais s'étaient maintenues en s'accumulant et s'approfondissant pour déboucher sur la phase de décomposition, qui chapeaute et parachève trois quarts de siècle d'agonie d'un mode de production capitaliste condamné par l'histoire.

En ce qui concerne la crise du capitalisme d'état que l'effondrement de l'URSS exprimait, notre organisation a ensuite mis en évidence :

- que l'effondrement du capitalisme d'état stalinien démontrait l'impuissance des mesures capitalistes d'état à court-circuiter éternellement les lois du marché et marquait l'impuissance de la bourgeoisie mondiale face à la crise de surproduction,
- que l'absence de perspective déterminait au sein de la classe dominante et surtout de son appareil politique une tendance croissante à l'indiscipline et au sauve qui peut,
- que la banqueroute du stalinisme, après celle du tiers monde, annonçait la banqueroute du capitalisme dans ses pôles plus développés.

Le CCI a également analysé que, dans le cadre chaotique de cette nouvelle phase historique et dans un monde capitaliste profondément altéré par les effets de la décadence, la disparition des blocs a offert une opportunité pour maintenir la profitabilité du capital et pour prolonger la survie du capitalisme grâce à la « mondialisation » par une extension de l'exploitation capitaliste et des rapports sociaux capitalistes jusqu'aux moindres recoins de la planète, jusque-là inaccessibles en raison de l'existence des blocs impérialistes⁶. Ces mêmes conditions ont permis l'envolée de la Chine⁷. Cependant, nous avons indiqué que la « globalisation » n'a formé qu'un intermède permettant au système capitaliste de relativement préserver son économie des effets de la décomposition : l'aggravation de l'état réel de l'économie, l'affaiblissement de la dynamique de la

5. The Future of European competitiveness. The EU, September 2024

6. Voir « Cette crise va devenir la plus grave de toute la période de décadence », *Revue Internationale* 172, 2024, pp 43-44.

7. Idem pp 45-46.

mondialisation, affaiblissant la réalisation de l'accumulation élargie, le poids des dépenses militaires et l'impasse de la surproduction ont fait voler en éclat l'échafaudage de la finance mondiale basé sur un endettement faramineux ; la crise de 2008, la plus grave depuis 1929 marque un tournant dans l'histoire de l'enfoncement du mode de production capitaliste dans sa crise historique. Elle a confirmé que le système capitaliste se retrouve encore plus complètement enfermé dans une situation où (en raison de l'épuisement des derniers marchés extra-capitalistes) l'hégémonie universelle des rapports de classe capitalistes rend la réalisation de l'accumulation élargie de plus en plus difficile⁸.

Dans ces conditions d'impasse et de décomposition de la société, les phénomènes existants déjà dans la décadence prennent une qualité nouvelle, du fait de l'incapacité de la bourgeoisie à offrir une perspective autre que de « résister pas à pas, mais sans espoir de réussite, à l'avancée de la crise c'est pour cela que la situation actuelle de crise ouverte se présente en des termes radicalement différents de la précédente crise du même type, celle des années 30 » (Thèses sur la décomposition). Après 2008, la fermeture des 'opportunités' de la mondialisation et l'incapacité de plus en plus manifeste à surmonter sa crise de surproduction se sont traduites pour la classe dominante par l'explosion du chacun pour soi dans les rapports entre nations capitalistes mais aussi au sein de chaque nation, tandis que les effets de la décomposition prenaient dès le début des années 2020 une ampleur nouvelle puissamment destructrice sur l'économie capitaliste. Ils s'accélérent et reviennent frapper le cœur du capitalisme alors que les effets combinés de la crise économique, de la guerre et de la crise climatique interagissent et démultiplient leur effet en déstabilisant l'économie et son infrastructure de production. « Alors que chacun des facteurs alimentant cet effet « tourbillon » de la décomposition représente par lui-même et à lui seul un sérieux facteur de risque d'effondrement pour les États, leurs effets combinés dépassent sans commune mesure la simple somme de chacun d'entre eux pris isolément. »⁹ Parmi les différents facteurs de l'effet tourbillon, celui de la guerre constitue un effet accélérateur d'aggravation de la

crise.

La décomposition attise la fuite en avant dans le militarisme

Ce « changement d'époque », qui amène le retour de la guerre de haute intensité :

- alimente l'onde de choc des conflits militaires sur l'économie mondiale (Ukraine, Moyen-Orient, Mer rouge) la perspective d'éclatement de conflits majeurs (Taiwan), ou 'régionaux' (Inde/Pakistan, Maroc/Algérie) expose l'économie à d'incalculables et imprévisibles perturbations ; la guerre affaiblit et épuise les économies nationales (Russie, Ukraine, Israël) ;

- produit dans le monde entier une remarquable unanimité des différentes fractions de chaque bourgeoisie dans chaque capital national pour prioriser la hausse des dépenses d'armement : lors du 1^{er} mandat Trump, au sein de l'OTAN, 3 pays (dont un seul européen – la Grèce) sur une trentaine affectaient 2% du PIB à la défense ; aujourd'hui seuls 8 pays, dont 7 européens, n'ont pas atteint cet objectif. Depuis le sommet de l'OTAN de juin 2025, il est prévu d'affecter 5% du PIB à la défense, dont 3,5% à l'achat de matériel militaire. Pour y parvenir tous les États s'engagent dans le renforcement de l'économie de guerre, adaptent leur appareil de production, ce qui passe par la reconstitution de stocks stratégiques alimentaires et militaires (munitions), par un effort considérable pour accélérer la production militaire (par ex. le passage de toute cette industrie aux "3 fois 8 h" en France afin d'obtenir des réductions majeures des délais de production – divisés par 2 pour les canons Caesar), par la recherche de la standardisation des équipements militaires entre alliés pour permettre à l'industrie d'augmenter ses capacités de production et par la relocalisation de capacités militaires de production (poudre en France) sur le territoire pour celles qui peuvent l'être.

La puissance industrielle étant à la base de la puissance militaire, chaque capital national tente un effort de réindustrialisation qui passe essentiellement par :

- des investissements dans les secteurs-clés de la puissance militaire, tels la robotisation, la numérisation ou l'IA. Ainsi, les USA ont engagé le rapatriement sur leur sol de la production de semi-conducteurs de dernière génération afin de s'en garantir le monopole ;

- l'intégration d'autres aspects qui conditionnent l'essor de ces secteurs : l'effort de formation d'une main d'œuvre qualifiée et l'adaptation de l'éducation

(victime des réductions des coûts), la capacité à produire de l'électricité abondante et la moins chère possible ;

- le fait de maintenir artificiellement en vie par l'intervention de l'État des secteurs stratégiques comme la sidérurgie. (en surcapacité de 25 à 30% dans le monde et jusque 60% en France), ce qui renforce de façon irrationnelle la surproduction.

Même sur un plan stratégique, la réindustrialisation se heurte cependant aux causes mêmes de la désindustrialisation : l'insuffisante rentabilité qui a motivé la disparition de branches ou leur délocalisation, le poids de l'endettement qui s'est envolé depuis 2020 et qui restreint la marge de manœuvre de chaque capital national.

La montée en flèche des dépenses improductives grève fortement le capital national et impulse l'inflation.

De plus, le développement général du chacun pour soi et des tensions guerrières sur la toile de fond de la rivalité États-Unis / Chine :

- renforce la compétition entre nations et entraîne une réorganisation mondiale de la production industrielle en fonction des lignes de fracture impérialistes. L'impossible découplage des économies US et chinoise a fait place à la « réduction des risques » que les États-Unis veulent imposer à ses alliés. Cette dynamique s'accompagne de la tendance à la cartellisation des filières d'approvisionnement des matières ou des productions stratégiques en vue de leur « sécurisation », qui sont utilisées comme moyen de pression et de chantage pour se mettre en position de force. C'est particulièrement le cas pour les métaux et minerais rares compte tenu de la difficulté d'y accéder à grande échelle pour faire fonctionner l'ensemble des chaînes de valeur - leur raffinage étant pour plus de la moitié sous contrôle chinois - ainsi que des sources d'énergie.

- bouleverse le commerce mondial par les restrictions à l'exportation et par les subventions publiques aux industries jugées vitales pour la sécurité et la souveraineté nationale (ceci affecte 12,7% des importations des pays du G20 et 10% au niveau mondial).

- pousse à l'accroissement de l'utilisation des technologies numériques et de la fabrication additive permettant aux entreprises de déplacer leur production auprès du lieu de vente afin d'accélérer le rythme de la réorientation des chaînes d'approvisionnement mais aussi de réduire l'attrait de la localisation de la production en Chine.

8. Idem pp 45-46.

9. « Cette crise va devenir la plus grave de toute la période de décadence » *Revue Internationale* 172

- modifie profondément et déstabilise les conditions intérieures de la production nationale pour chaque capital national : comme le résume le ministre de la défense Lecornu pour la France, par exemple, à propos de la zone grise de la guerre hybride que se livrent de façon permanente les puissances : « sans être en guerre il n'est plus possible d'affirmer que nous sommes pour autant en paix » ; « les attaques cyber se multiplient et ciblent énormément d'entreprises, d'établissements publics et même des collectivités territoriales. Les armées mettent en œuvre des capacités pour identifier, déjouer et résister à ces attaques au sein de l'État, mais chaque chef d'entreprise, chaque responsable administratif et chaque élu local doit également protéger sa structure contre cette menace qui touche tout le monde. » ; « les sauts technologiques, la militarisation de l'espace, du numérique, la guerre informationnelle et l'exploitation des fragilités économiques permettent à des compétiteurs d'imaginer et de mettre en œuvre des menaces nouvelles dont l'effet peut être gravissime. L'un de ces risques aujourd'hui pour la France est d'être *défaite sans avoir été envahie*. »¹⁰

- entraîne une hausse générale des prix (entre 2 et 6 fois plus cher), ainsi qu'une modification des conditions de leur établissement ; la détermination par coût le plus faible n'est plus l'unique critère ; il s'y ajoute le prix de la « rareté » et de la « sécurité » ainsi que les capacités financières du plus offrant.

La décomposition aggrave la crise du capitalisme d'État dans les pays centraux

Dans toutes les parties centrales du capitalisme, L'État, garant des intérêts du capital national, est l'acteur central dans l'économie : dans un environnement économique, social et impérialiste profondément modifié et changeant, son intervention reste prépondérante. Cependant, la gravité de la situation d'impasse du capitalisme, ainsi que les nécessités de la construction de l'économie de guerre attisent les affrontements au sein de chaque bourgeoisie nationale, et ceci dans un contexte où chaque capi-

tal national est profondément affaibli :

- par le poids des dettes qui bride sévèrement la capacité des États à investir et qui réduit les marges de manœuvre de chaque capital national pour soutenir l'économie nationale,

- par la disparition de la concertation entre puissances pour faire face aux contradictions et aux convulsions (prévisibles) du système toujours menacé de crises financières.

Face aux enjeux de la « souveraineté nationale » et aux effets chaotiques de la décomposition, notamment ses répercussions sur l'économie, face à la question de la dette cumulée (dépassant ou représentant plusieurs fois le PNB), l'équilibre des budgets d'État et de la balance des paiements (déficitaires la plupart du temps) prend une importance cruciale nouvelle pour chaque capital national, avec en jeu sa résilience face à ses rivaux, et représente une vulnérabilité et une fragilité nouvelle en raison de l'aggravation du contexte de la décomposition. La question de l'équilibre budgétaire se pose, alors que chaque économie nationale est de plus en plus enfermée dans les contradictions inhérentes de la difficulté à réaliser l'accumulation, tandis que les tricheries avec la loi de la valeur ont pris une ampleur historiquement inédite depuis la pandémie.

L'endettement - ou plutôt son ampleur - divise les fractions bourgeoises : aux États-Unis, pour l'adoption du budget, Trump a revendiqué un relèvement sans limite du plafond d'endettement de l'État, une proposition finalement rejetée y compris avec l'appoint d'une partie des républicains. En Allemagne la question de fonds spéciaux hors budget et la nécessité défendue par une partie de la bourgeoisie d'abandonner « le frein à l'endettement » (inscrit dans la Constitution), vu comme un « frein à l'avenir », a été une cause essentielle de l'implosion de la coalition gouvernementale. En Chine le PC remet le secteur de la finance au pas, en le sommant de se mettre plus au service de l'économie et de contribuer plus à la richesse nationale.

La tendance à la perte de contrôle par la classe dominante sur son jeu politique en raison des effets de la décomposition sur la bourgeoisie et la société, l'instabilité et le chaos qui en résultent, affectent la cohérence, la vision à long terme et la continuité de la défense des intérêts globaux du capital national :

- La crise politique en France empêche l'adoption d'un budget ; les divisions entre factions bourgeoises en Allemagne affectent la capacité de l'UE à se prépa-

rer aux conséquences économiques de l'arrivée de Trump au pouvoir.

- La venue au pouvoir de fractions populistes irresponsables (aux programmes peu réalistes pour le capital national) affaiblit l'économie et les dispositions imposées par le capitalisme depuis 1945 pour éviter la contagion incontrôlée de la crise économique. Trump arrive au pouvoir avec un projet, diamétralement opposé à la politique précédemment menée par l'État américain, visant à favoriser les crypto-monnaies et la dérégulation financière à tout-va.

La camarilla autour de Trump veut localiser ces projets crypto aux États-Unis et faire des actifs digitaux et d'autres innovations un instrument crucial pour « rendre l'Amérique plus puissante que jamais. ». Produits spéculatifs par excellence - dont Trump espère une source de revenus juteux - adossées aux principales valeurs de la tech US ou au dollar et portées en bourse par de nouveaux produits (ETF), les cryptos, utilisées comme moyen de paiement alternatif, ne peuvent que concurrencer et affaiblir les monnaies émises et garanties par les banques centrales. En raison de leur volatilité congénitale (leur solidité est égale à celle de la société qui les émet - bien loin de celle d'une banque centrale) en échappant au système bancaire et sans système de supervision, la généralisation de l'usage des cryptos ne peut qu'affecter la stabilité financière du système capitaliste, en affaiblissant le contrôle exercé par les pays sur le taux de change et la masse monétaire.

L'arrivée de Trump au pouvoir et sa politique économique agressive forment un autre facteur de division et de déstabilisation de chaque bourgeoisie quant à la politique et à la marche à suivre pour y faire face (Cf. les tensions avec le Canada et la démission de Trudeau, les divisions au sein de l'UE). Et les mesures proposées par le populisme ne font qu'augmenter le chaos et l'incertitude.

Plus généralement, la tendance à perdre de vue les intérêts généraux du capital se confirme, en raison des profondes divisions de la classe dominante à propos de la gestion de la crise économique, une bourgeoisie fragmentée par des conflits qui dépassent les simples relations de concurrence, où des fractions jouent leur survie, face aux dilemmes et contradictions insolubles auxquels chaque capital national fait face, où chaque option générera son lot de perdants. Ces conflits débouchent sur la tendance de plus en plus nette à la domination de l'État par des clans/

10. "La Voix du Combattant", n°1900, décembre 2024, article « Nous sommes tous concernés par les menaces qui touchent notre pays » Interview du ministre des Armées Sébastien Lecornu. Analyse développée dans son livre « *Vers la guerre ? La France face au réarmement du monde* », Plon, 2024, particulièrement le chapitre 6, « *On peut désormais être défait sans même avoir été envahi* ».

cliques d'abord animés par la défense de leurs propres intérêts et où l'obsession du contrôle de leur position passe par la mise à l'écart de tout potentiel rival : ils peuplent d'hommes-liges les organes de décisions, voire remettent à cette fin ouvertement en cause les principes de fonctionnement de l'État, comme, la séparation des pouvoirs, l'indépendance de la justice, les résultats des élections. Cette tendance est particulièrement marquée avec l'arrivée du populisme au pouvoir : ainsi, Trump arrive avec un staff de 4000 affidés sélectionnés pour le nettoyage en profondeur du 'deep state', la gestion de l'État prend un caractère nettement oligarchique, les géants de la tech, Musk et Zuckerberg entre autres, finançant et appuyant Trump, avec la volonté affichée d'en tirer parti.

Cela ne pourra se traduire à terme que par l'incompétence, la gabegie et l'abaissement du sens de responsabilité et finalement, par un recul de l'efficacité et de l'efficacité sur le plan économique, sans compter d'inévitables conflits et convulsions résultant de la volonté de conserver coûte que coûte le pouvoir par la violence et les coups d'état, qui ne peuvent qu'affaiblir en fin de compte le capital national, comme l'illustrent l'appel à marcher sur le Capitole par Trump à la fin de son premier mandat, la tentative de coup d'État par Bolsonaro au Brésil, et celle du président Yoon Suk-yeol en Corée du Sud en décembre 2024.

« Si le capitalisme d'État occidental a pu survivre à son rival stalinien c'est à la manière dont un organisme de plus solide constitution résiste plus longtemps à la même maladie. (...) le capitalisme présente aujourd'hui des tendances analogues à celles qui ont causé la perte du capitalisme d'État stalinien. Concernant le capitalisme d'État chinois, marqué par l'arriération stalinienne malgré l'hybridation de son économie avec le secteur privé, et traversé de nombreuses tensions au sein de la classe régnante, le raidissement de l'appareil d'État constitue un signe de faiblesse et la promesse d'une instabilité à venir. »¹¹

L'impasse de la surproduction devient toujours plus implacable

« Le tableau qu'offre le système capitaliste confirme les prévisions de Rosa Luxemburg : le capitalisme ne connaîtra pas un effondrement purement économique mais sombre dans le chaos et

les convulsions :

- l'absence quasi-complète de marchés extra-capitalistes modifie désormais les conditions dans lesquelles les principaux États capitalistes doivent réaliser l'accumulation élargie : de plus en plus celle-ci ne peut s'opérer, comme condition de leur propre survie, qu'au détriment direct de rivaux de même rang en affaiblissant leur économie. De plus en plus se concrétise la prévision faite dans les années 1970 par le CCI d'un monde capitaliste ne pouvant se maintenir en vie qu'en se réduisant à un petit nombre de puissances encore capables de réaliser un minimum d'accumulation. »¹²

- Expression de cette impasse, en raison en particulier du poids croissant des dépenses improductives militaires, l'inflation va rester une donnée permanente perturbatrice pour la stabilité de l'économie.

- pour ces raisons, l'ensemble du système capitaliste reste fortement exposé à la survenue de crises financières de forte magnitude ; ainsi qu'à la déstabilisation des monnaies.

Le degré d'impasse de la surproduction combiné à l'anarchie propre à la production capitaliste, ainsi qu'aux répercussions des conflits impérialistes comme de la destruction croissante des écosystèmes déstabilisent profondément la production capitaliste et exposent de plus en plus la société à la probabilité de pénuries et de ruptures des chaînes d'approvisionnement, aux conséquences sociales et économiques incalculables, en raison de la survenue de chocs mettant en péril la capacité à poursuivre la production. Mais aussi, il se profile, comme c'est déjà le cas pour certains produits de base dans certains domaines - agriculture, pharmacie et dans d'autres segments de production -, que l'enfoncement dans la décomposition signifie l'arrêt de la production de certaines denrées en raison de leur insuffisante rentabilité pour continuer à les produire. Ainsi, la surproduction et la difficulté d'accumuler qu'elle induit conduisent paradoxalement à des pénuries.

La surproduction s'exprime aussi dans la grave crise du secteur agricole, qui a donné lieu à des mouvements de révolte de paysans au niveau mondial comme dans les pays centraux. Plombées par la crise (les hausses de l'énergie et des intrants), elle-même aggravée par ex. en Europe par la baisse historique de la production à cause du climat,

de la multiplication historique des épizooties menant à des abattages massifs, de nombreuses exploitations agricoles sont vouées à la disparition (par ex. en France, on prévoit la perte de 84 000 équivalents temps pleins d'ici à 2050 et la disparition de 200 000 (la moitié !) des exploitations). En réponse les États (en particulier dans l'UE) poussent à une industrialisation accrue des productions animales et végétales, assortie de l'abandon de tout objectif « d'écologisation ». Cette intensification du productivisme agricole, dans laquelle tout le capitalisme mondial s'engouffre, (une cause majeure de la destruction environnementale) favorise la fabrique des zoonoses, telle celle qui incube sur le territoire américain et qui pourrait, potentiellement, avoir des conséquences analogues à la grippe espagnole de 1918.

Enfin, avec l'introduction de l'IA dans la production, le capitalisme cherche à augmenter la croissance du PIB mondial et à inverser la tendance de la baisse générale de la productivité du travail depuis deux décennies : « L'automatisation touchera une part croissante de la main d'œuvre. Au cours des deux dernières décennies, elle a surtout remplacé des professions moyennement qualifiées, comme les opérateurs de machines, les ouvriers métallurgiques et les employés de bureau. L'automatisation touchera désormais des professions à hauts revenus : médecins, avocats, ingénieurs et professeurs d'université. Bien que de nouveaux emplois apparaissent, une inadéquation entre les emplois perdus et les emplois nouvellement créés va apparaître. Cette inadéquation pourrait prolonger la période de chômage pour de nombreux travailleurs... »¹³

« L'automatisation pourrait éliminer 9% des emplois existants et en modifier radicalement environ un tiers au cours des 15 à 20 prochaines années. »¹⁴ 40% des heures travaillées pourraient disparaître dans les pays centraux. Cette « 4e révolution industrielle », énième tentative d'échapper momentanément aux contradictions de la surproduction, réduit les dimensions du marché solvable alors que l'élévation de la composition organique du Capital qui correspond à sa généralisation, réclame une accumulation encore plus large. En fin de compte, l'IA ne peut donc qu'en renfor-

11. « Cette crise va devenir la plus grave de toute la période de décadence » ; Revue internationale 172.

12. Idem

13. « Le Monde en 2040 vu par la CIA », p102.

14. Idem, p101.

Bilan de sept mois de présidence Trump : Guerre impérialiste, austérité, menace de guerre civile

Lors d'un discours aux Nations Unies en septembre 2025, le président des États-Unis, Donald Trump, a affirmé qu'au cours des sept premiers mois de son second mandat, il avait déjà mis fin à sept guerres « interminables » : celles du Cambodge et de la Thaïlande, du Kosovo et de la Serbie, du Congo et du Rwanda, du Pakistan et de l'Inde, d'Israël et de l'Iran, de l'Égypte et de l'Éthiopie, de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan.

Tout au plus ces conflits ont-ils connu des cessez-le-feu (pas tous orchestrés par Trump), mais ils n'ont jamais été résolus pacifiquement et sont prêts à reprendre à tout moment. De plus, les grandes guerres héritées du président Biden, entre la Russie et l'Ukraine, et entre Israël et Gaza, se sont globalement aggravées, malgré l'intention de Trump d'y mettre fin dès le premier jour de sa présidence. Le cessez-le-feu actuel à Gaza (10/10/2025), permettant aux survivants du massacre de retourner dans les décombres de leurs maisons, apportera au mieux une pause dans l'horreur de l'interminable guerre au Moyen-Orient.

La BBC, entre autres médias, s'est délectée à tourner en dérision le mensonge flagrant de ces affirmations de Trump. Mais derrière le bluff de Trump se cachait un message intentionnel : l'ONU (instaurée par les États-Unis en 1945) a été incapable d'assurer la paix qu'elle était censée maintenir (ce qui est vrai), et désormais, seul lui et sa politique unilatérale de « l'Amérique d'abord », aussi connue sous le nom de « Make America Great Again », sont capables d'instaurer la paix mondiale.

La réalité derrière cet épisode ne fait que démontrer que, partout dans le monde, les conflits impérialistes, petits et grands, se multiplient sans cesse, et que non seulement les institutions transnationales de la démocratie libérale, comme l'ONU, ont été incapables d'y mettre fin, mais que le nationalisme populiste n'a pas non plus réussi à les arrêter. Une paix capitaliste, sous quelque forme que ce soit, est aujourd'hui impossible et seule une classe aux intérêts internationalistes, la classe ouvrière, est capable d'instaurer la paix par le renversement des États nationaux à l'échelle mondiale.

Cette perspective intransigeante, la seule conforme à la réalité sur le long

terme, a constitué la différence fondamentale entre la Gauche communiste et toutes les autres tendances politiques prétendument révolutionnaires, comme les trotskistes ou les anarchistes, qui, au cœur du carnage, revendiquent toujours leur soutien aux impérialismes du « moindre mal », qu'il s'agisse de la Palestine aujourd'hui, du Nord-Vietnam dans les années 1960 ou de l'impérialisme démocratique allié pendant la Seconde Guerre mondiale.

L'hégémonie géopolitique américaine depuis 1945 : Dans le bûcher !

Si nous voulons dresser un bilan précis des sept premiers mois de la présidence de Trump, il faut aller au-delà de l'affirmation selon laquelle son administration a poursuivi les guerres, l'austérité et la répression de tous les gouvernements capitalistes précédents. Il est essentiel d'expliquer en quoi sa présidence diffère radicalement des précédentes, même de son premier mandat (2016-2020), afin de comprendre les dangers particulièrement graves que la situation américaine fait peser sur la classe ouvrière.

Aucun autre groupe de la gauche communiste n'a été capable de réaliser cette analyse et de mettre en garde contre les menaces et les pièges qui s'annoncent, car ils ne voient dans les premiers mois de la présidence de Trump que la continuité avec avant¹.

Dans de précédents articles sur l'arrivée au pouvoir de Trump au début de l'année, nous avons souligné que sa politique de l'Amérique d'abord n'aurait pas l'effet escompté, à savoir restaurer la grandeur des États-Unis sur la scène internationale².

1. « *Chaos et opposition dans la politique américaine: Pour "Le Prolétaire", rien de neuf!* ». Révolution internationale n° 505.

2. Trump 2.0 : De nouvelles étapes dans le

Au contraire, les premiers mois de Trump ont accéléré à toute vitesse l'affaiblissement de l'hégémonie géopolitique américaine – connue sous le nom de *Pax Americana* – au profit d'un chacun pour soi croissant de ses anciens alliés comme de ses ennemis.

L'impérialisme américain a dominé le monde de 1945 à 1989, parce qu'il était le gendarme du bloc impérialiste le plus puissant. Mais, après l'effondrement du bloc de l'Est, sa victoire sur son rival plus faible s'est avérée être une victoire à la Pyrrhus. L'élimination de la menace de l'impérialisme russe a desserré les chaînes qui maintenaient les nations du bloc occidental unies dans leur soumission aux États-Unis. La période 1989-2025 a donc vu les États-Unis tenter en vain de maintenir leur hégémonie antérieure, malgré la démonstration massivement destructrice et sanglante de leur supériorité militaire.

La contribution radicale de Trump a consisté à transformer un vice en vertu. Au lieu de tenter de restaurer la domination américaine, comme l'ont fait les présidences américaines précédentes, il a tenté de la faire complètement éclater, la qualifiant « d'escroquerie » perpétrée par ses alliés pour « escroquer » les États Unis. Au lieu de tenter d'enrayer la tendance au « chacun pour soi » dans les relations impérialistes qui affaiblit la puissance américaine depuis 1989, la deuxième administration Trump est devenue son principal défenseur sur la scène internationale.

La mise à la poubelle de tous les éléments de la *Pax Americana* a été l'exploit le plus historique de la présidence Trump. Les premiers jours de sa seconde administration ont été marqués par un appétit d'annexion du Groenland, du Panama et du Canada, tous des alliés des États-Unis. Mais son revirement le plus radical par rapport à la politique américaine antérieure s'est exprimé dans la remise en question de l'engagement des États-Unis envers l'OTAN, l'alliance militaire qui a toujours été la pièce maîtresse du

bloc occidental et aussi servi de modèle aux alliances américaines sur d'autres théâtres géopolitiques. Les États-Unis étaient désormais ambigus quant à leur reconnaissance de l'article crucial de la charte de l'OTAN, qui prévoit de facto leur soutien à tout membre européen menacé par la Russie. La diplomatie américaine, désormais confuse par rapport au soutien à l'Ukraine, a encouragé le Kremlin à intensifier son invasion militaire de ce pays et à proférer des menaces à l'encontre des pays d'Europe de l'Est membres de l'OTAN, à savoir la Pologne, la Lettonie, la Roumanie et l'Estonie.

Sachant que leur ultime soutien les a abandonnées, les principales puissances d'Europe occidentale sont désormais contraintes de tenter de s'autonomiser militairement des États-Unis et d'accroître radicalement leurs dépenses d'armement, avec toutes les conséquences que cela implique : l'extension de la guerre à l'Europe, la faillite accrue de leurs économies et la paupérisation d'une classe ouvrière rétive.

Trump a présenté ce divorce avec l'Europe comme une victoire, mais il représente en réalité, à long terme, un affaiblissement de l'emprise des États-Unis sur l'un des plus importants centres industriels du monde.

Le même essoufflement de l'hégémonie américaine s'est produit au Moyen-Orient, où la politique étrangère sous Trump est devenue un auxiliaire des ambitions impérialistes régionales d'Israël, au détriment des intérêts américains de maintenir l'équilibre des forces et de ses autres alliances dans la région. En Extrême-Orient, le mépris des États-Unis pour leur engagement envers leurs anciens alliés – le Japon, l'Australie et l'Inde – remet en question la politique d'endiguement de leur principal rival impérialiste, la Chine, qui a bénéficié de la plus grande marge de manœuvre ainsi accordée.

Au moins, Trump, dans son mépris affiché pour l'ancien leadership américain du bloc occidental, a-t-il enfin dissipé l'illusion d'une immuabilité des paramètres de la Guerre froide – la polarisation de l'impérialisme mondial autour de deux axes majeurs – et confirmé la réalité : nous sommes désormais pleinement entrés dans une époque multipolaire, où la formation de blocs est de moins en moins probable. Ce qui rend la prolifération des conflits impérialistes partout dans le monde la norme.

Étonnamment, certains, au sein de la Gauche communiste, vivent encore avec

nostalgie de la Guerre froide et croient que les conflits impérialistes qui se multiplient aujourd'hui sont les signes avant-coureurs de la Troisième Guerre mondiale. Cela signifierait que la classe ouvrière mondiale est déjà vaincue. Pourtant, c'est précisément la non-défaite de la classe ouvrière actuelle qui contribue à définir la période actuelle et l'improbabilité de la formation de nouveaux blocs impérialistes.

Ces vieux groupes de la Gauche communiste ressemblent au soldat japonais Hiroo Onoda qui, jusqu'en 1974, refusa d'admettre que la Seconde Guerre mondiale s'était terminée 29 ans plus tôt. En réalité, ces groupes sont encore plus obtus, car 36 ans après la chute du mur de Berlin, ils continuent de considérer le monde à travers le prisme de la guerre froide, ce qui n'est pas le cas de porte-paroles avisés de la bourgeoisie comme l'illustre la citation suivante : *« Alors que la démocratie libérale se corrode chez nous, l'internationalisme libéral s'effrite à l'étranger. Dans un monde sans puissances émergentes, les États-Unis deviennent une superpuissance voyou, sans grand sens des obligations envers les autres. Pendant la guerre froide, le leadership américain était en partie vertueux et en partie égoïste : protéger ses alliés, transférer des technologies et ouvrir les marchés américains était le prix à payer pour contenir un rival en pleine ascension. Les alliés acceptaient publiquement la primauté des États-Unis parce que l'Armée rouge se profilait à proximité et que le communisme comptait des centaines de millions d'adeptes. Mais lorsque l'Union soviétique s'est effondrée, la demande de leadership américain s'est effondrée avec elle. Aujourd'hui, sans menace rouge à combattre et avec seulement un ordre libéral amorphe à défendre, l'expression « leader du monde libre » sonne creux, même aux oreilles des Américains. »* (The Stagnant Order, and the end of rising powers' ; Michael Beckley, Foreign Affairs, October 2025)

Adieu au soft power américain.

La présidence de Trump n'a pas seulement fragilisé le leadership mondial des États-Unis au niveau diplomatique et militaire. Toutes les institutions « transnationales » et « douces » qui donnaient au bloc américain une image humaniste, internationale et pluraliste – économique, commerciale, financière, sociale, environnementale et sanitaire – que les États-Unis dominaient et soutenaient financièrement depuis 1945 : l'Organisation mondiale du commerce,

le G7 des pays industrialisés, le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et l'Organisation mondiale de la santé, ont toutes perdu le soutien de la nouvelle administration. L'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) était, jusqu'à sa suppression effective par Trump en février 2025, la plus grande agence mondiale d'aide étrangère, avec un budget annuel moyen de 23 milliards de dollars.

L'imposition par Trump de droits de douane massifs au reste du monde, alliés comme ennemis, a été l'illustration la plus spectaculaire d'un changement économique brutal dans la politique américaine de mondialisation et de (quasi) libre-échange. Les autres pays, selon la justification trumpienne de cette politique, ont trompé les États-Unis, notamment l'UE, alors qu'en réalité, cette dernière et ses prédécesseurs ont servi de vecteur à l'intégration économique de l'Europe occidentale sous l'égide des États-Unis. L'illusion trumpienne est que les États-Unis peuvent utiliser leur supériorité militaire et économique pour faire payer la crise au reste du monde. Mais une telle politique se retournera inévitablement contre eux sur le plan économique également, comme le montre déjà l'offensive tarifaire, déstabilisant le dollar, pilier de l'économie mondiale.

Que ce soit sur le plan idéologique, économique ou militaire, les États-Unis, sous Trump, ont abandonné toute ambition hégémonique au profit des avantages douteux d'une perturbation de l'ordre établi. L'« American First » et l'imprévisibilité ne constituent ni une perspective ni une méthode unificatrices. Tout le contraire est vrai.

Les États-Unis ne sont plus un bastion de gouvernement stable.

Jusqu'à présent, l'un des piliers majeurs de la puissance mondiale américaine résidait dans son fonctionnement interne comme un bastion stable de la démocratie libérale ; un exemple moral et politique pour ses alliés et un cri de ralliement contre le despotisme du bloc de l'Est et, plus récemment, contre les puissances « révisionnistes » comme la Russie, la Chine et l'Iran.

À la fin de son premier mandat présidentiel, Trump avait déjà délibérément ciblé les textes et les lieux saints de la démocratie libérale américaine en encourageant l'assaut armé de ses partisans contre le Capitole de Washington en janvier 2020 pour

tenter d'annuler le vote légal en faveur de Joe Biden. Il a ainsi donné à la nation américaine l'apparence d'une « république bananière » aux yeux du reste du monde, selon l'ancien président George W. Bush. Trump a poursuivi sur cette lancée lors de son second mandat, brisant les conventions des normes démocratiques libérales. Il a manipulé le pouvoir judiciaire – prétendument indépendant de toute ingérence politique – en forçant la destitution ou l'inculpation de ses ennemis au sein de l'appareil d'État, et leur possible incarcération, notamment James Comey, ancien directeur du FBI. Il tente de faire pression sur le Comité directeur de la Réserve fédérale – et son directeur, Jay Powell, lui aussi soi-disant indépendant par rapport aux besoins à court terme du gouvernement en place – pour qu'ils baissent les taux d'intérêt. Ou même pour qu'on limoge la directrice des statistiques lorsqu'elle a annoncé des statistiques « erronées » concernant le taux d'emploi.

Trump a récemment inventé des prétextes pour utiliser l'armée afin d'intervenir lors de troubles civils, tels que les manifestations contre l'expulsion d'immigrants à Los Angeles, ou de crimes comme à Washington, Portland ou Chicago, compromettant ainsi l'indépendance des forces armées face aux ingérences politiques et les utilisant pour discréditer et usurper l'autorité des administrations élues du Parti démocrate dans ces villes. La militarisation des opérations de ICE (Immigration and Customs Enforcement) est un autre mépris populiste pour les procédures de la démocratie bourgeoise.

Autrefois, la norme libérale et bipartite voulait que les chefs des ministères américains – santé, défense, environnement, etc. – soient compétents dans leur domaine ou respectueux des experts permanents qui y travaillent. Cette idée a également subi une transformation populiste. De manière grotesque, Robert F. Kennedy Jr., opposant à la vaccination et convaincu que la circoncision est susceptible de provoquer l'autisme, a été nommé secrétaire à la Santé, tandis que Pete Hegseth, ancien animateur de talk-show sur Fox News, est nommé à la tête du ministère de la Défense (aujourd'hui « de la Guerre »). Il a récemment ordonné à des généraux américains du monde entier de venir à Washington pour une conférence sur la nécessité d'être en forme et de se raser la barbe !

Lorsque le président déclare que le changement climatique est une « arnaque », il est évident que l'Agence de protection de l'environnement (EPA) ne

se pliera pas aux avis scientifiques. Le nouveau directeur de l'EPA, Lee Zeldin, a déclaré : « Nous enfonçons un poignard dans le cœur de la religion du changement climatique. »

Trump n'a retenu qu'un seul critère pour la nomination des dirigeants des bureaucraties d'État : la loyauté envers lui-même.

Les sept mois de Trump ont donc été une attaque en règle contre tous les piliers de la puissance américaine depuis 1945, qu'ils soient militaires, stratégiques, économiques, politiques ou idéologiques. Ces fondements avaient déjà été minés par la perte d'orientation et de perspective apparue après l'effondrement du bloc de l'Est ; l'échec de ses tentatives militaires pour préserver son hégémonie et les conséquences de la Grande Récession de 2008.

Mais pour le populiste Trump, la cause du déclin de l'impérialisme américain résidait dans l'un des facteurs mêmes de son ascension antérieure : son éthique démocratique libérale. En profanant cet esprit directeur, Trump croit pouvoir revitaliser le capitalisme américain et retrouver la dynamique ascendante d'une autre époque.

Il serait toutefois erroné de considérer ce revirement comme le résultat de Trump lui-même, malgré ses affirmations. Trump n'est que l'expression la plus spectaculaire d'une tendance politique populiste universelle qui a gagné du terrain durant la période de décomposition, aux dépens de la démocratie libérale.

Trump, le populisme et le déclin de la démocratie libérale

Francis Fukuyama, éminent politologue américain, a déclaré après la chute du mur de Berlin : « *Nous assistons peut-être non seulement à la fin de la Guerre froide, ni à la fin d'une période particulière de l'histoire d'après-guerre, mais à la fin de l'histoire en tant que telle : c'est-à-dire au point final de l'évolution idéologique de l'humanité et à l'universalisation de la démocratie libérale occidentale comme forme ultime de gouvernement humain* ». — Francis Fukuyama, « La fin de l'histoire ? », *The National Interest*, n° 16 (été 1989).

Depuis, il a dû revoir son opinion sur la victoire de la démocratie libérale et rejeter l'illusion correspondante des néoconservateurs autour du président George W. Bush selon laquelle les États-Unis allaient, après 1989, diriger un monde unipolaire.

L'effondrement du stalinisme n'a été que le signe avant-coureur d'un déclin généralisé des formes politiques du pouvoir capitaliste dans la période de décadence et, plus récemment, de décomposition de l'ordre bourgeois. L'État à parti unique du bloc russe s'est développé notamment pour satisfaire aux besoins militaires impérialistes de la Seconde Guerre mondiale et de ses suites. Mais sa faiblesse économique a progressivement miné sa rigidité face à la longue crise économique mondiale qui a débuté dans les années 1960, conduisant finalement à son effondrement complet.

Cependant, les régimes démocratiques libéraux du bloc occidental ont également commencé à perdre leur raison d'être après la défaite de leur principal adversaire impérialiste après 1989. Les États démocratiques libéraux et leur idéologie s'étaient concentrés sur les perspectives impérialistes du bloc occidental. Mais, de plus en plus, après l'élimination de son principal adversaire, ce respect rigoureux des normes libérales, qui unissait toutes les factions bourgeoises derrière l'État, a disparu, et les régimes démocratiques libéraux ont commencé à reproduire la corruption endémique et le chacun pour soi, typiques du fonctionnement des régimes staliniens.

Cette tendance à la perte de contrôle politique a été exacerbée par l'aggravation inéluctable de la crise économique, notamment par les conséquences de ce qui a été officiellement appelé la Grande Récession de 2008, qui a dû être entièrement payée... par la classe ouvrière. Parallèlement, la multiplication des « guerres éternelles » à travers le monde a directement affecté les régimes démocratiques libéraux occidentaux et leurs budgets. La promesse de paix et de prospérité faite par l'Occident après 1989 a été trahie. La crédibilité entamée des partis traditionnels des démocraties libérales s'est révélée par leur perte constante de pourcentage de votes électoraux.

Ce vide a été comblé par les forces politiques populistes, dont la caractéristique générale était de ne fustiger que les symptômes des échecs du capitalisme et de proposer des panacées irrationnelles : le remplacement de la diplomatie et des alliances impérialistes à long terme par un nationalisme incohérent et nativiste, davantage en phase avec la mêlée générale régnant sur la scène mondiale : La responsabilité pour la crise économique incombe aux élites – les immenses bureaucraties étatiques parasites, Wall Street et les experts grassement rému-

nérés – ; la désignation des immigrés et des autres étrangers comme les boucs émissaires pour le déclin du niveau de vie ; le remplacement de l'idéologie libérale woke par les valeurs traditionnelles de bon sens.

Le populisme ne se révèle pas comme un adversaire du capitalisme, de la démocratie et de l'État démocratique. Après tout, c'est le président Abraham Lincoln qui a défini le gouvernement de manière populiste : « le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple ». Non, l'ennemi du populisme est la pratique libérale traditionnelle de l'État démocratique qui aurait détourné le sens du gouvernement du peuple et exclu celui-ci du pouvoir.

Le populisme n'est pas un phénomène politique nouveau, mais une réaction incohérente, de la part de fractions de la classe dirigeante, aux contradictions et limites inévitables de la forme représentative libérale de l'État bourgeois.

La prétention de cet État à gouverner au nom du peuple est inévitablement démasquée dans la pratique par l'exploitation et la répression de la masse de la population au profit d'une classe dirigeante minoritaire. Le principe représentatif de l'État exclut délibérément la masse de la population de toute participation directe au pouvoir politique. Les formes populaires de démocratie nées des révolutions bourgeoises (anglaise, américaine, française) ont dû être écrasées afin de stabiliser les nouveaux États bourgeois. Les démocraties représentatives libérales du XIXe siècle – à l'exception des États-Unis – excluaient la majorité de la population du droit de vote. Le suffrage universel ne se généralise qu'après la Première Guerre mondiale, lorsque les partis ouvriers trahissent et sont intégrés à l'État bourgeois et que les fonctions législatives passent en grande partie aux mains de l'exécutif Lévithan. Le vote des travailleurs détermine un impact minimal sur l'orientation de la politique capitaliste. D'où l'appel régulier de certaines parties de la bourgeoisie à restaurer l'impossibilité du « pouvoir du peuple ».

La nouveauté aujourd'hui est que le populisme politique de droite est devenu plus qu'une simple soupape de pression pour l'establishment libéral et, en raison des conditions décrites ci-dessus pendant la période de décomposition, a pris le pouvoir politique dans ce qui était auparavant le régime capitaliste le plus stable du monde.

L'arrivée au pouvoir du populisme est un remède pire que le mal pour les

intérêts de toute la bourgeoisie. Premièrement, le populisme n'offre bien sûr aucune solution alternative à la guerre ou à la crise. Il se caractérise essentiellement par des méthodes d'amateurisme, des politiques vandales et d'engendrement de chaos et de scandales qui exacerbent les véritables problèmes au lieu de les résoudre. Une fois installés au pouvoir, les dirigeants populistes se révèlent tout aussi corrompus et dépravés que les figures élitistes qu'ils remplacent. Le scandale Jeffrey Epstein a notamment impliqué Trump, tout comme Clinton. Trump lui-même est devenu multimilliardaire. Au lieu de créer des richesses et des emplois pour la classe ouvrière, sa politique douanière s'est révélée être une taxe régressive sur les plus pauvres. Tout comme la loi « One Big Beautiful Bill Act », qui privera des millions de travailleurs de l'accès aux soins de santé. Le protectionnisme ne contribuera guère à développer l'industrie manufacturière américaine comme on prétend qu'il fera³

Le populisme au pouvoir devient en réalité un « populisme pour ploutocrates », comme le remarque l'organe astucieux de la bourgeoisie, le *Financial Times*.

Trump et la classe ouvrière

Trump a été élu en partie grâce au mécontentement face à la baisse du niveau de vie sous Biden. Mais la pauvreté continue d'augmenter sous Trump, l'inflation continue de peser sur les salaires, et le chômage va augmenter, en partie à cause des coupes sombres dans les emplois fédéraux et du mirage de la bulle spéculative de l'intelligence artificielle. Cette dernière attire d'importants investissements aux États-Unis précisément parce qu'elle a la capacité de supprimer massivement davantage d'emplois. Mais la misère supplémentaire que cela infligera à la classe ouvrière ne fera qu'accentuer la crise de surproduction et les krachs financiers qui en sont la conséquence logique.

Nous assistons donc, comme l'illustre l'exemple américain, non seulement à l'effondrement de l'édifice politique démocratique libéral, mais aussi au dévoilement de son alter ego populiste, face à une classe ouvrière qui n'est pas prête à se soumettre passivement à la poursuite de l'austérité qu'exigeront la crise insoluble du capitalisme et toutes les fractions de la bourgeoisie.

3. Trump's tariffs won't deliver many jobs. *Financial Times*

Il pourrait donc sembler que la classe ouvrière puisse, face aux turbulences politiques actuelles de la bourgeoisie, faire valoir ses propres revendications de classe et, in fine, la perspective de son propre pouvoir politique.

Cependant, la bourgeoisie est capable d'utiliser sa propre corruption politique et ses conflits internes contre son principal ennemi de classe pour diviser la classe ouvrière, étouffer son identité de classe et l'entraîner dans de faux combats et objectifs. Le seul avantage pour la bourgeoisie de la montée du populisme politique est de créer un faux débat, un conflit de diversion, qui détourne la classe ouvrière de la compréhension des véritables causes de sa paupérisation et de sa propre solution de classe. Comme le disait le *Financial Times* à propos de la montée du populisme en Grande-Bretagne en 2016 : « Laissons-les manger du Brexit »⁴.

En réalité, cette division de la classe ouvrière est ce qui se produit aujourd'hui aux États-Unis : on lui demande de prendre activement parti soit pour les outrages du populisme, soit pour la démocratie libérale, de choisir entre différents exploiters et bourreaux. Les gauchistes s'efforcent particulièrement de mobiliser les travailleurs derrière le « moindre mal » de la gauche du Parti démocrate aux États-Unis.

Malheureusement, une partie de la Gauche communiste, volontairement aveugle à la réalité, cède par opportunisme du terrain aux « mouvements démocratiques » qui s'inscrivent dans les fausses oppositions proposées par la bourgeoisie, dans le faux espoir d'en faire de véritables luttes prolétariennes.

Pour défendre ses intérêts, la classe ouvrière devra combattre toutes les factions de la classe dirigeante et ne pas se laisser entraîner dans une lutte qui n'est pas la sienne. Depuis Marx, le mouvement révolutionnaire rejette la mystification de la démocratie et de l'égalité dans le capitalisme – qu'il soit libéral ou populiste – car l'ordre bourgeois a toujours été conduit par une exploitation de classe, cimentée par l'oppression étatique. Pour Marx, le synonyme de « Liberté, Égalité et Fraternité » était « Infanterie, Cavalerie et Artillerie ».

À la dictature du capital, quelle que

4. Il s'agit d'un jeu de mots attribué à Marie-Antoinette pendant la Révolution française. Lorsqu'on lui a dit que le peuple n'avait pas de pain, elle aurait répondu : « *Qu'ils mangent de la brioche* ».

Chaos politiques, marées populistes, résultats électoraux contestés, remise en cause du droit international...

Comment expliquer le chaos de la politique bourgeoise ?

Nous assistons actuellement à une accélération de l'histoire. Il ne se passe pas un jour sans qu'un événement nouveau, souvent sans précédent et largement imprédictible, ne se produise sur la scène internationale. Évoquons quelques événements récents : qui aurait pu prédire la réélection de Trump après sa tentative de coup d'État en janvier 2021 ? Qui aurait même imaginé qu'une telle tentative de coup d'État puisse avoir lieu aux États-Unis ? Que dire du divorce entre les États-Unis et l'Europe, avec la politique des droits de douane comme arme de chantage, après des décennies de coopération étroite entre ces pays ? Que dire de la politique d'annexion, pratiquée non seulement par Poutine en Ukraine, mais aussi revendiquée par Netanyahu envers les territoires palestiniens ou encore Trump envers le Canada, le Groenland et le canal de Panama ? Et il y a aussi les scénarios de guerres interminables et barbares (Ukraine, Gaza, Yémen, Soudan...) qui se sont multipliés, alors même que Bush père avait annoncé en 1989, après la chute du mur de Berlin, l'avènement d'une « nouvelle ère de paix » et d'un « nouvel ordre mondial » ?

Nous pouvons tous convenir du choc provoqué par l'ampleur et l'imprévisibilité de nombreux événements qui ont dominé l'actualité ces derniers temps. Nous sommes tous également d'accord pour dénoncer la période de barbarie dans laquelle nous entrons de plus en plus. Mais si nous ne voulons pas être de simples sujets passifs d'un système pourri qui remet de plus en plus en question notre avenir, nous devons fournir un effort pour comprendre son évolution, sa dynamique interne et l'origine de ces événements. À cette fin, cet article veut montrer comment les phénomènes dont nous sommes témoins quotidiennement sont l'expression et le résultat d'un processus de désagrégation de l'appareil politique de la bourgeoisie, qui opère au niveau international et qui a débuté à la fin du siècle dernier.

Une expression majeure de celui-ci fut l'effondrement de l'ancien bloc « soviétique », suivi de la désagrégation progressive du bloc occidental.

La bourgeoisie, une classe qui a accumulé une longue expérience pour gouverner la société

Le prolétariat, la classe révolutionnaire de notre époque, s'il doit élaborer un projet concret de société future pour développer sa lutte historique pour le

communisme, ne dispose que de deux outils pour y parvenir : son unité et sa conscience. Par contre, la bourgeoisie, la classe qui détient actuellement le pouvoir, n'a pas eu besoin de développer une grande conscience et de grands projets pour prendre le pouvoir politique, car le développement même de l'économie capitaliste lui a donné les bases matérielles pour s'imposer politiquement. En tant que classe dominante dans la société et classe exploiteuse, la bourgeoisie est incapable d'imaginer un avenir au-delà de la société capitaliste, de sorte que sa conception du monde est fondamentalement statique et conservatrice. Cela a des conséquences sur l'idéologie bourgeoise et son incapacité à comprendre le cours de l'histoire, car elle n'envisage pas que le présent soit quelque chose d'éphémère, en constante évolution. Elle est donc incapable de faire des plans à long terme et de voir au-delà de son propre mode de production. La différence entre la conscience de classe révolutionnaire du prolétariat et la « fausse conscience » de la bourgeoisie n'est donc pas seulement une question de degré c'est une différence de nature.

Mais cela ne signifie pas que la bourgeoisie est incapable d'appréhender la réalité et de s'appuyer sur son expérience passée pour développer des outils lui

permettant d'assurer sa domination. En effet, contrairement au prolétariat qui, bien qu'étant une classe historique, n'affirme pas de façon continue sa présence politique dans la société et se trouve soumis à toutes les fluctuations politiques des différents événements, avec des moments de lutte ouverte et d'autres de reflux, la bourgeoisie a l'avantage d'être la classe dominante qui détient le pouvoir et peut donc disposer de tous les moyens nécessaires pour survivre le plus longtemps possible.

Certaines bourgeoisies, comme la bourgeoisie anglaise, ont accumulé plusieurs siècles d'expérience dans la lutte contre le pouvoir féodal précédent, puis contre celui d'autres pays, ainsi que contre le prolétariat lui-même. Cette expérience a été utilisée intelligemment par les différentes bourgeoisies dans la gestion de leur pouvoir politique, en particulier depuis l'aube de la phase de décadence au début du XX^e siècle, lorsque la crise historique du capitalisme a commencé à remettre en question la survie du système. Il est important que le prolétariat comprenne que la politique de la bourgeoisie en cette période de décadence, indépendamment des décisions de tel ou tel gouvernement, consiste toujours à défendre les intérêts de l'ensemble de la classe dominante.

Le jeu politique de l'alternance des gouvernements de droite et de gauche

Le contrôle démocratique de la société

Comme la société capitaliste est fondée sur l'exploitation d'une classe par une autre, de la classe ouvrière par la bourgeoisie, cette dernière a besoin, pour perpétuer aussi longtemps que possible son contrôle sur la société, de cacher cette vérité et de présenter les choses non pas telles qu'elles sont, mais de manière déformée, en basant son idéologie sur le mythe de l'« égalité entre les citoyens », en faisant croire, par

exemple, que nous sommes tous égaux, que chacun façonne son propre destin et que, si quelqu'un a des problèmes, c'est qu'il les a créés lui-même en ne faisant pas les bons choix.

L'outil le plus efficace de la bourgeoisie pour gouverner un pays et assurer sa domination de classe est donc la mystification démocratique, un système qui donne aux gens l'illusion qu'ils jouent un rôle politique en tant qu'individus et qu'ils comptent dans la société, qu'ils peuvent même aspirer à des postes de direction. Si aujourd'hui la bourgeoisie entretient à grands frais tout un appareil politique pour la surveillance et la mystification du prolétariat (parlement, partis, syndicats, associations diverses, etc.) et établit un contrôle absolu sur tous les médias (presse, radio, télévision), c'est parce que la propagande est une arme essentielle de la bourgeoisie pour assurer sa domination. Les consultations démocratiques telles que les élections, les référendums, etc., sont les outils pratiques utilisés par la bourgeoisie pour obtenir du peuple soi-disant « souverain », considéré de manière mystificatrice comme maître de son propre destin, le mandat de décider du sort de la société.

Amadeo Bordiga nous donne une brillante description de ce mécanisme : « Notre critique d'une telle méthode doit être beaucoup plus sévère lorsqu'elle est appliquée à l'ensemble de la société telle qu'elle est aujourd'hui, ou à des nations données, que lorsqu'elle est introduite dans des organisations beaucoup plus restreintes, telles que les syndicats et les partis. Dans le premier cas, elle doit être rejetée sans hésitation comme étant sans fondement, car elle ne tient pas compte de la situation des individus dans l'économie et présuppose la perfection intrinsèque du système sans prendre en considération l'évolution historique de la collectivité à laquelle elle s'applique. [...] C'est officiellement ce que prétend être la démocratie politique, alors qu'en réalité, c'est la forme qui convient au pouvoir de la classe capitaliste, à la dictature de cette classe particulière, dans le but de préserver ses privilèges.

Il n'est donc pas nécessaire de consacrer beaucoup de temps à réfuter l'erreur qui consiste à attribuer le même degré d'indépendance et de maturité au « vote » de chaque électeur, qu'il s'agisse d'un travailleur épuisé par un travail physique excessif ou d'un riche débauché, d'un capitaine d'industrie avisé ou d'un prolétaire malheureux ignorant les causes de sa misère et les

moyens d'y remédier. De temps à autre, après de longs intervalles, l'opinion de ceux-ci et d'autres est sollicitée, et on prétend que l'accomplissement de ce devoir « souverain » suffit à assurer le calme et l'obéissance de ceux qui se sentent victimes et maltraités par les politiques et l'administration de l'État ».¹

Le bipartisme classique gauche / droite et le jeu des alternances

La bourgeoisie a exercé ce pouvoir de contrôle pendant longtemps, tant qu'elle en a été capable, en orientant, par exemple, le vote populaire dans un sens ou dans un autre selon ses souhaits, en finançant les différents canaux de propagande politique. Ce jeu a été joué de manière particulièrement sophistiquée au siècle dernier dans des pays comme la France, l'Italie, l'Allemagne, les États-Unis et d'autres, où il existait historiquement des factions de droite et de gauche, au moyen d'une alternance de gouvernements de droite et de gauche.

Pour bien comprendre ce point, nous pouvons nous référer à ce que nous avons écrit dans un article précédent en 1982 : « au niveau de sa propre organisation pour survivre, pour se défendre, la bourgeoisie a montré une capacité immense de développement des techniques de contrôle économique et social bien au-delà des rêves de la classe dominante du XIX^e siècle. En ce sens, la bourgeoisie est devenue "intelligente" face à la crise historique de son système socio-économique. [...] »

Dans le contexte du capitalisme d'État, les différences qui séparent les partis bourgeois ne sont rien en comparaison de ce qu'ils ont en commun. Tous partent d'une prémisse générale selon laquelle les intérêts du capital national sont supérieurs à tous les autres. Cette prémisse fait que les différentes fractions du capital national sont capables de travailler très étroitement ensemble, surtout derrière les portes fermées des commissions parlementaires et aux plus hauts échelons de l'appareil d'État. [...]

Par rapport au prolétariat, l'État peut utiliser différentes branches de son appareil dans une division du travail cohérente : même dans une seule grève, les ouvriers peuvent avoir à faire face à une combinaison des syndicats, de la propagande et des campagnes de presse et de télévision avec leurs différentes nuances et de celles des différents partis politiques, de la police, des

services sociaux, et parfois de l'armée. Comprendre que ces différentes parties de l'État agissent de façon concertée ne veut pas dire que chacune d'entre-elles est consciente de tout le cadre général au sein duquel elle accomplit ses tâches et sa fonction ».²

Le prolétariat étant le plus grand ennemi de la bourgeoisie, cette dernière recourt à la ruse, en particulier dans les phases de reprise de la lutte des classes, pour piéger idéologiquement la classe exploitée. Un exemple typique et particulièrement intéressant est celui de l'Italie après la Seconde Guerre mondiale. L'Italie avait alors le Parti Communiste Italien (PCI)³, un parti stalinien lié à l'Union soviétique, mais qui bénéficiait encore d'un fort soutien parmi les ouvriers. Dans le même temps, l'Italie, conformément aux blocs impérialistes établis à la suite des accords de la conférence de Yalta de 1945, se trouvait dans la sphère d'influence des États-Unis. En conséquence, la bourgeoisie italienne, fortement mise sous pression par la bourgeoisie américaine, a utilisé toutes ses ressources pendant plus de 40 ans, principalement à travers la Démocratie Chrétienne (DC), le parti démocrate-chrétien dominant, pour maintenir son contrôle sur le pays et garantir un alignement sur la politique étrangère américaine, qui visait à maintenir les partis prosoviétiques tels que le PCI hors du gouvernement.

Mais, Mai 68 en France et l'automne chaud de 69 en Italie ont rendu le climat social explosif et contraint la bourgeoisie à prendre des mesures pour contenir la tempête sociale. Ainsi, les partis de gauche et les syndicats se sont radicalisés, avec des slogans tendant à rassembler, mais seulement en paroles, les revendications venant de la base. Dans le même temps, toute une campagne a été lancée, orchestrée par les partis de gauche et rendue crédible par les réactions des partis du centre et de droite, selon laquelle il serait possible, grâce à un effort de la base, de rattraper et de dépasser la Démocratie Chrétienne lors des élections et d'imposer enfin un gouvernement de gauche avec le PCI. C'est dans les années 1960, et surtout dans les années 1970, que s'est déroulée cette

2. Notes sur la conscience de la bourgeoisie décadente. *Revue internationale* n° 31, 4^e trimestre 1982

3. Le Parti communiste italien avait perdu tout caractère prolétarien à la suite du processus de « bolchévisation » (en fait, de stalinisation) entre la fin des années 1920 et le début des années 1930.

1. Amadeo Bordiga, Le principe démocratique, 1922, MIA (Marxists Internet Archive).

course qui a en partie servi à tromper le prolétariat, en Italie mais pas seulement là, en lui faisant croire qu'il suffisait d'atteindre la majorité électorale pour que les promesses électorales se réalisent.

En fait, le PCI n'est jamais arrivé au gouvernement⁴ en raison d'un veto américain explicite, mais avec la composition politique variée de l'Italie à l'époque, il était possible, selon les circonstances, de former des gouvernements de centre-gauche avec la présence du Parti socialiste italien (PSI), et même des gouvernements soutenus par le PCI. C'est ainsi qu'a commencé la période de la gauche « au pouvoir » dans bon nombre de pays, une puissante mystification visant à canaliser l'aspiration des masses de l'époque vers l'impasse du parlementarisme bourgeois.

Mais maintenir la gauche au pouvoir, alors que les conditions objectives ne permettent pas à cette gauche (ni, d'ailleurs, à aucune autre faction de la bourgeoisie) de satisfaire les besoins du prolétariat, n'est pas la meilleure politique à suivre, ou, du moins, elle ne peut être appliquée trop longtemps sans discréditer cette importante faction de la bourgeoisie. C'est pourquoi, dans les années 1970 et 1980, nous avons assisté à l'alternance de gouvernements de droite et de gauche dans divers pays du monde, en fonction de l'intensité des luttes ouvrières en cours. La politique consistant à maintenir la gauche dans l'opposition s'est avérée particulièrement efficace, car elle a permis aux différents partis bourgeois de gauche et aux syndicats eux-mêmes de se radicaliser et de dénoncer les mesures gouvernementales sans crainte d'avoir à mettre en œuvre

ce qu'ils réclamaient dans les manifestations et au parlement.

La chute du mur de Berlin

Pourquoi cet événement historique et quels changements

Le processus qui a conduit à la fin des blocs impérialistes et au début d'une ère de chaos était le produit d'une impasse de la lutte de classe entre la bourgeoisie et le prolétariat. Cette impasse était due, d'une part, à l'incapacité de la classe ouvrière à politiser suffisamment ses luttes tout au long des années 1980 en leur imprimant une dynamique révolutionnaire ; d'autre part, la bourgeoisie elle-même, confrontée à l'aggravation de la crise économique, n'a pas réussi à orienter la société vers une nouvelle guerre impérialiste, comme cela avait été le cas notamment avant la Seconde Guerre mondiale. Dans les années 1930, grâce à l'arme idéologique de l'antifascisme, la bourgeoisie avait réussi à enrôler le prolétariat derrière ses objectifs bellicistes. Mais à la fin des années 1980, le prolétariat n'était pas politiquement vaincu.

C'est l'approfondissement de cette impasse qui a épuisé le leader du bloc impérialiste le plus faible, l'Union « soviétique », dans l'effort de guerre de la guerre froide, provoquant ainsi l'implosion du bloc⁵. Écrasé sous le poids de la crise du système, à laquelle il était incapable de répondre par des mesures économiques et politiques à la hauteur de la situation, le bloc impérialiste « soviétique » s'est effondré en mille morceaux. Le bloc américain rival s'est ainsi retrouvé sans ennemi commun à surveiller et contre lequel se défendre. Cela a mené lentement mais sûrement à une tendance croissante parmi les différentes puissances occidentales à se détacher de la protection américaine et à s'engager sur une voie indépendante et même à une contestation croissante du « chef » de bloc.

Naturellement, les États-Unis ont tenté de contrer cette dérive, qui remettait en question leur leadership et leur rôle de superpuissance, par exemple en essayant d'impliquer derrière eux les puissances européennes dans une épreuve de force contre l'Irak de Saddam Hussein,

déclenchant la première guerre du Golfe de 1990-1991⁶. Bien qu'à contrecœur, pas moins de 34 pays différents, dont les principaux pays européens, d'Amérique du Nord et du Sud, du Moyen-Orient, etc., se sont soumis, par contrainte, à la volonté américaine en participant à une guerre provoquée par les États-Unis eux-mêmes.

Mais lorsque, avec la deuxième guerre du Golfe en mars 2003, les États-Unis ont une nouvelle fois cherché à démontrer qu'ils détenaient les clés du contrôle de la situation mondiale, en inventant l'histoire selon laquelle Saddam Hussein possédait des « armes de destruction massive », beaucoup moins de pays ont rejoint la coalition et, surtout, des pays du poids de la France et de l'Allemagne, cette fois-ci, s'y sont opposés fermement dès le début et n'y ont pas participé.

En parallèle, il faut se souvenir des guerres dans les Balkans, qui ont touché l'ex-Yougoslavie, un pays exsangue après une séparation sanglante en sept nouveaux pays et où les intérêts divergents des anciens alliés du bloc occidental sont devenus encore plus évidents. Au début des années 1990, le gouvernement du chancelier Helmut Kohl, qui poussait et soutenait l'indépendance de la Croatie et de la Slovénie afin de donner à l'Allemagne un accès à la Méditerranée, s'est directement opposé à la puissance américaine, mais aussi aux intérêts de la France et du Royaume-Uni. Cela a conduit à une série de guerres en Croatie, en Bosnie-Herzégovine et enfin au Kosovo qui se sont succédé jusqu'à la fin du siècle avec une grande versatilité dans les « ententes » impérialistes.

La crise de la social-démocratie, l'effondrement des PC et la crise du gauchisme

Le nouveau scénario international créé par l'éclatement des blocs qui, comme déjà mentionné, marque le début de ce que nous appelons la phase de décomposition, la phase finale de la décadence du capitalisme, ne pouvait manquer d'avoir des conséquences sur la politique intérieure et sur le rôle et l'importance relative des différents partis.

D'une part, la disparition des blocs signifiait qu'il n'était plus nécessaire de maintenir les mêmes alliances gouvernementales que par le passé. Cela a parfois conduit à la nécessité de démanteler, par tous les moyens possibles,

4. En réalité, à la fin de la guerre et immédiatement après la proclamation de la République, le PCI avait été au pouvoir avec la DC et d'autres partis de gauche (PSIUP et PRI) de juillet 1946 au 1er juin 1947. La raison en était qu'en 1942-1943, il y avait eu d'importantes grèves dans le nord du pays et que plusieurs groupes politiques prolétariens s'étaient formés, dont le Parti communiste internationaliste, qui avait rapidement gagné des centaines de membres. La formation de ce gouvernement « d'unité nationale », qui réunissait les différentes forces ayant combattu dans la Résistance, a servi à convaincre un prolétariat qui montrait des signes de prise de conscience qu'il avait des représentants valables même au sein du gouvernement et qu'il n'avait donc plus besoin de se battre. Ce n'est pas un hasard si, une fois certain que le soulèvement prolétarien s'était apaisé, la bourgeoisie a retiré son soutien au PCI et aux autres partis de gauche et n'a plus formé que des gouvernements du centre ou de droite, jusqu'aux années turbulentes de 1968-1969.

5. Pour une analyse des événements, lire nos Thèses sur la crise économique et politique dans les pays de l'Est, *Revue internationale* n° 60, 1er trimestre 1990. Pour en savoir plus sur le concept de phase de décomposition, lire également les Thèses sur la décomposition, phase ultime de la décadence capitaliste, *Revue internationale* n° 107 - 4e trimestre 2001.

6. Crise dans le golfe Persique : le capitalisme, c'est la guerre ! *Revue internationale* n° 63, 4e trimestre 1990.

l'ancienne alliance politique qui avait guidé la formation des différents gouvernements. Une fois encore, l'Italie en est un excellent exemple : après avoir été longtemps contrôlée, pour le compte des Américains, par un conglomerat de forces comprenant des partis politiques (la DC au centre), la mafia sicilienne, la franc-maçonnerie (P2) et les services secrets, la tentative de la partie de la bourgeoisie italienne qui aspirait à jouer un rôle plus autonome et à se libérer de ce contrôle, après la chute du mur de Berlin, s'est heurtée à une résistance énorme de la part de cette alliance, conduisant à une série d'assassinats de politiciens et de magistrats, d'attentats à la bombe, etc.⁷

D'autre part, le déclin significatif de la combativité et, surtout, de la conscience de la classe ouvrière causé par la chute de l'Union soviétique, qui jusqu'alors était faussement présentée par les médias comme la patrie du socialisme, a conduit à une crise des partis de gauche, lesquels n'étaient alors plus indispensables, du moins avec l'importance qu'ils avaient acquise, pour contenir une pression ouvrière qui avait été fortement réduite. Cela a entraîné un profond changement politique dans divers pays et la fin de l'alternance droite/gauche.

Le poids de la décomposition sur l'appareil politique de la bourgeoisie

Si l'on considère les caractéristiques essentielles de la décomposition telle qu'elle se manifeste aujourd'hui, on constate qu'elles ont toutes un élément commun, à savoir le manque de perspective pour la société, de façon particulièrement évidente en ce qui concerne la bourgeoisie sur le plan politique et idéologique. Cela détermine par conséquent une incapacité des différentes formations politiques à proposer des projets à long terme, cohérents et réalistes.

C'est ainsi que nous avons caractérisé la situation dans nos « Thèses sur la décomposition » : « Parmi les caractéristiques majeures de la décomposition de la société capitaliste, il faut souligner la difficulté croissante de la bourgeoisie à contrôler l'évolution de la situation sur le plan politique. A la base de ce phénomène, on trouve évidemment la perte de contrôle toujours plus grande de la classe dominante sur son appareil

économique, lequel constitue l'infrastructure de la société. L'impasse historique dans laquelle se trouve enfoncé le mode de production capitaliste, les échecs successifs des différentes politiques menées par la bourgeoisie, la fuite en avant permanente dans l'endettement généralisé au moyen de laquelle se survit l'économie mondiale, tous ces éléments ne peuvent que se répercuter sur un appareil politique incapable, pour sa part, d'imposer à la société, et particulièrement à la classe ouvrière, la "discipline" et l'adhésion requises pour mobiliser toutes les forces et les énergie vers la guerre mondiale, seule "réponse" historique que la bourgeoisie puisse offrir. L'absence d'une perspective (exceptée celle de "sauver les meubles" de son économie au jour le jour) vers laquelle elle puisse se mobiliser comme classe, et alors que le prolétariat ne constitue pas encore une menace pour sa survie, détermine au sein de la classe dominante, et particulièrement de son appareil politique, une tendance croissante à l'indiscipline et au sauve-qui-peut. C'est ce phénomène qui permet en particulier d'expliquer l'effondrement du stalinisme et de l'ensemble du bloc impérialiste de l'Est. Cet effondrement, en effet, est globalement une des conséquences de la crise mondiale du capitalisme; il ne peut non plus s'analyser sans prendre en compte les spécificités que les circonstances historiques de leur apparition ont conférées aux régimes staliniens (voir les "Thèses sur la crise économique et politique en URSS et dans les pays de l'Est", *Revue internationale*, n°60 [...])

Cette tendance générale à la perte de contrôle par la bourgeoisie de la conduite de sa politique, si elle constitue un des facteurs de premier plan de l'effondrement du bloc de l'Est, ne pourra que se trouver encore accentuée avec cet effondrement, du fait :

- de l'aggravation de la crise économique qui résulte de ce dernier;
- de la dislocation du bloc occidental que suppose la disparition de son rival;
- de l'exacerbation des rivalités particulières qu'entraînera entre différents secteurs de la bourgeoisie (notamment entre fractions nationales, mais aussi entre cliques au sein d'un même État national) l'éloignement momentané de la perspective de la guerre mondiale ».⁸

Le déclin des partis bourgeois traditionnels a créé un certain vide politique au niveau international, tant à droite qu'à gauche. De plus, un contexte dans lequel il n'y avait plus de directives venant d'en haut a commencé à favoriser l'entrée sur la scène politique d'aventuriers et de magnats financiers sans expérience politique, mais désireux de régler les choses à leur manière. Cela a marqué le début d'une dérive dans le paysage politique national des différents pays, que nous tenterons de décrire ci-dessous.

Instabilité et fragmentation croissante au niveau de l'appareil politique

Cette accélération de la crise du système à tous les niveaux se manifeste de différentes manières. Le problème fondamental est la perte de contrôle de la bourgeoisie sur la dynamique politique du pays. Cela se traduit à la fois par son incapacité à orienter les choix électoraux de la population vers l'équipe gouvernementale la plus appropriée à la situation, comme elle le faisait dans le passé, et par sa difficulté à formuler des stratégies valables pour contenir (sans parler de surmonter) la crise du système. En bref, la bourgeoisie manque de plus en plus de la « tête pensante » qui, dans le passé, lui avait permis d'atténuer les difficultés sur son chemin.

Cela a pour premier effet une perte de cohésion au sein de la bourgeoisie qui, sans plan global commun, est incapable de maintenir l'unité de ses différentes composantes. Cela conduit à une tendance au « chacun pour soi », avec une difficulté croissante à créer des alliances stables. Cela est évident au niveau des différents pays, où il est de plus en plus difficile de former des gouvernements stables en raison de résultats électoraux de plus en plus imprévisibles.

En France, après le succès de la coalition populiste de Marine Le Pen aux élections européennes, Macron a surpris tout le monde en annonçant la dissolution de l'Assemblée nationale et en convoquant de nouvelles élections législatives. Cependant, le résultat a été un Parlement ingérable, divisé en trois blocs à peu près égaux : la gauche (très fragilement et momentanément regroupée par opportunisme électoral), le centre macroniste et l'extrême droite. Après des mois d'impasse institutionnelle, un gouvernement de centre-droit a été formé, ciblé par le vote d'une motion de censure du Parlement après seulement trois mois. Par la suite, le gouvernement centriste de Bayrou a été formé, un gouvernement minoritaire et donc

7. Pour une analyse de ce point intéressant, voir « Attentats de la mafia : les règlements de comptes entre capitalistes », *Révolution Internationale* n° 215, septembre 1992.

8. Extraits des points 9 et 10 des Thèses sur la décomposition, phase ultime de la décadence capitaliste, *Revue internationale* n° 107 - 4e trimestre 2001.

totalelement précaire. Au moment où nous écrivons ces lignes, Bayrou a été renversé, et la présidence même de Macron est mise en question par une bonne partie de l'électorat.

En Grande-Bretagne également, la politique bourgeoise est marquée par une grande instabilité, avec cinq nouveaux gouvernements en sept ans. Et les perspectives de l'actuel gouvernement Starmer se sont assombries depuis la victoire du Parti travailliste aux élections de l'année dernière avec 34 % des voix, puisque son soutien a chuté à 23 %, tandis que Reform UK, le parti populiste nationaliste dirigé par Nigel Farage, est le plus populaire, selon les derniers sondages, avec 29 %.

En Allemagne, après la chute du gouvernement d'Olaf Scholz, formé par la SPD, les Verts et les Libéraux et défini par l'institut Infratest dimap⁹ comme « *le plus impopulaire de l'histoire allemande* »¹⁰, le nouveau gouvernement de Friedrich Merz, soutenu par une coalition entre la CDU et la SPD, perd déjà du terrain selon les derniers sondages, tandis que l'AfD, parti populiste nationaliste, progresse et ne serait plus qu'à 3 points derrière la CDU.

Le gouvernement espagnol de Pedro Sánchez, fondé sur une alliance entre le PS et plusieurs partis régionaux catalans et basques, a été formé et se maintient grâce à des concessions historiques, telles que la loi d'amnistie pour les dirigeants du mouvement indépendantiste impliqués dans l'organisation du référendum illégal sur l'indépendance de la Catalogne qui s'est tenu en 2017. Un gouvernement qui est donc soutenu par le chantage politique d'un parti sur l'autre.

Nous avons cité des exemples provenant des pays les plus puissants d'Europe (mais des situations similaires existent également en Autriche, aux Pays-Bas et en Pologne, entre autres) car, par rapport aux gouvernements qui existaient dans ces mêmes pays dans un passé pas si lointain, les gouvernements actuels font pâle figure. Par exemple, Willy Brandt en Allemagne, promoteur de l'Ostpolitik et lauréat du prix Nobel de la paix en 1971, a été chancelier de 1969 à 1974 ; Angela Merkel, considérée comme l'une des femmes les plus puissantes du monde, a occupé ce poste de 2005 à 2021 (soit 15 années complètes !) ; ou

encore Margaret Thatcher, surnommée la Dame de fer, qui a marqué de son empreinte une longue période d'influence politique, a été Première ministre britannique de mai 1979 à novembre 1990, soit 11 années ! Cette comparaison nous fait comprendre à quel point la situation actuelle est fragile, volatile et précaire.

Mais la même fragmentation est évidente au niveau international, où le Brexit¹¹, décidé par le référendum consultatif de 2016, puis l'opération « droits de douane » de Trump¹² cette année, pour ne citer que quelques exemples majeurs, ont marqué, l'un après l'autre, des moments importants de rupture dans les collaborations internationales antérieures entre les États.

L'ascension et la chute des écologistes, produit de la décomposition

Dans un contexte où le communisme était considéré comme un échec, où la classe ouvrière ne manifestait plus dans les rues comme auparavant, mais où la pression économique demeurait et où les catastrophes environnementales se multipliaient, des mouvements écologistes de toutes sortes ont commencé à voir le jour partout dans le monde. Les premiers sont apparus dans les années 1970 et 1980 et se sont répandus et développés dans divers pays, défendant non seulement le respect de la nature, mais aussi le rejet du militarisme et de la guerre.

Malheureusement, le fait de considérer les problèmes environnementaux de manière isolée et non comme une manifestation de la manière dont le capitalisme détruit la nature, en particulier dans sa phase de décadence, a conduit les individus qui protestaient contre ces problèmes à croire que les choses pouvaient être résolues dans le cadre du système existant et à rejoindre de nouvelles paroisses bourgeoises, chacune avec son propre leader cherchant un espace politique où s'exprimer.

Cependant, ces mouvements sont restés très minoritaires, même lorsqu'ils ont cherché à se mesurer électoralement, et se sont révélés éphémères. Cela s'explique par le fait que ces mouvements sont souvent nés et ont lutté pour des causes environnementales spécifiques : opposition à la construction d'un barrage ou d'une centrale nucléaire, à la

pollution causée par de grandes industries, etc. Par conséquent, une fois que l'attention s'est détournée de la question spécifique, le mouvement d'opinion relatif à celle-ci a également arrêté son soutien.

Cependant, dans certains pays, comme l'Allemagne ou la Belgique, les partis politiques « verts » ont réussi à « percer » et même à entrer au gouvernement. Fondés sous l'impulsion de certaines personnalités, dont Daniel Cohn-Bendit, leader du mouvement étudiant de 1968 en France, les Verts allemands ont connu une croissance constante depuis le début des années 1980, remportant 27 sièges (5,6 %) au Bundestag en 1983 et la victoire aux élections régionales en Hesse en 1985, où Joschka Fischer, autre leader du mouvement, a été nommé ministre de l'Environnement. Le discrédit des autres partis traditionnels a naturellement favorisé la croissance de « nouveaux venus » tels que les Verts en Allemagne. Mais le problème est que, comme nous avons essayé de le développer ci-dessus, gouverner un pays n'est pas une tâche aisée. Il est vrai que la bourgeoisie a accumulé une riche expérience, mais celle-ci ne peut être facilement et immédiatement transférée à un parti nouvellement formé. D'autre part, les Verts allemands se sont immédiatement avérés n'être que des politiciens bourgeois comme les autres. Après avoir présenté un programme électoral de façade en 1980 qui parlait même de « démanteler » l'armée allemande et d'initier la « dissolution » d'alliances militaires telles que l'OTAN et le Pacte de Varsovie, en 1999, pour la première fois, elle avait déjà renoncé à son pacifisme, quand Joschka Fischer défendait l'envoi d'avions de l'OTAN pour bombarder la Serbie. La même situation s'est répétée quand le programme électoral des élections de 2021 s'opposait à l'envoi d'armes dans les zones de guerre et appelait à une « nouvelle impulsion en faveur du désarmement », priorités qui ont ensuite été incluses dans l'accord de coalition sur lequel le gouvernement Scholz a été formé. Ils ont ensuite opéré un revirement conforme à leur nature bourgeoise, grâce au travail du vice-chancelier et ministre de l'Économie et du Climat Robert Habeck et de la ministre des Affaires étrangères Annalena Baerbock, les deux membres les plus éminents du Parti vert dans le cabinet d'Olaf Scholz. Tous deux ont réussi à tirer la veste du chancelier pour le pousser à envoyer des armes lourdes en Ukraine. La réponse de Habeck à Kiel aux manifestants qui l'avaient qualifié de « belli-

9. Wissen, was Deutschland denkt (Savoir ce que pense l'Allemagne).

10. Scholz derrière les conservateurs CDU/CSU dans les sondages électoraux.

11. Brexit, Trump : revers pour la classe dirigeante, rien de bon pour le prolétariat, *Revue Internationale* 157 - Été 2016

12. Le capitalisme n'a pas de solution à la crise économique mondiale !, *World Revolution* 403 - Printemps 2025

ciste » était significative : « *Dans cette situation, où les gens défendent leur vie, leur démocratie et leur liberté, l'Allemagne et les Verts doivent être prêts à affronter la réalité* ».¹³

Le pourrissement de l'appareil politique bourgeois

La montée de l'extrême droite et le renforcement du populisme

Un phénomène marquant qui s'est produit au cours des dernières décennies est le développement rapide de mouvements populistes et aussi, dans leur sillage, de partis d'extrême-droite. Si l'on examine rapidement les formations gouvernementales actuelles dans le monde, on constate, par exemple, qu'en Europe, sept pays, dont l'Italie, les Pays-Bas, la Suède, ou la Finlande ont déjà mis en place une majorité gouvernementale comportant une composante populiste importante, tandis que dans d'autres cas, comme en France, en Allemagne ou en Grande-Bretagne, la mouvance populiste a obtenu une représentation politique considérable ou un succès retentissant (le « Brexit »). Le phénomène prend encore de l'ampleur au point que certains de ses représentants occupent des postes ministériels importants, en Italie ou aux Pays-Bas par exemple. En Amérique du Sud avec Bolsonaro au Brésil et avec Milei en Argentine, ou en Asie avec Modi en Inde, un populiste a été élu à la tête de l'État. Enfin et surtout, aux États-Unis, le pays le plus puissant du monde, un aventurier populiste, à la tête du mouvement MAGA (« Make America Great Again ») s'est imposé pour un second mandat à la tête de l'État fédéral.

La tendance au « vandalisme » politique de ces mouvements, qui se concrétise à travers le rejet des « élites », le rejet des étrangers, la quête du bouc-émissaire, le repli sur la communauté autochtone, le complotisme, la croyance dans l'homme fort et providentiel, etc., est d'abord et avant tout le produit des miasmes et de la putréfaction idéologique véhiculée par l'absence de perspective de la société capitaliste¹⁴, dont la classe capitaliste est affectée en premier

lieu.

Mais la percée et le développement du populisme dans la vie politique de la bourgeoisie a été déterminée surtout par une des manifestations majeures de la décomposition de la société capitaliste : la difficulté croissante de la bourgeoisie à contrôler l'évolution de la situation sur le plan politique, à travers ses partis les plus « expérimentés » qui ont perdu non seulement leur crédibilité, mais aussi leur capacité à gérer et contrôler la situation au niveau politique : « *Le retour de Trump est une expression classique de l'échec politique des factions de la classe dirigeante qui ont une compréhension plus lucide des besoins du capital national ; c'est donc une expression claire d'une perte plus générale de contrôle politique par la bourgeoisie américaine, mais il s'agit d'une tendance mondiale et il est particulièrement significatif que la vague populiste ait un impact dans d'autres pays centraux du capitalisme : nous avons ainsi vu la montée de l'AfD en Allemagne, du RN de Le Pen en France, et du Reform Party au Royaume-Uni. Le populisme est l'expression d'une faction de la bourgeoisie, mais ses politiques incohérentes et contradictoires expriment un nihilisme et une irrationalité croissants qui ne servent pas les intérêts généraux du capital national. Le cas de la Grande-Bretagne, qui a été dirigée par l'une des bourgeoisies les plus intelligentes et les plus expérimentées, et qui s'est tirée une balle dans le pied avec le Brexit en est un exemple clair. Les politiques intérieure et extérieure de Trump ne seront pas moins dommageables pour le capitalisme américain : au niveau de la politique extérieure, en alimentant les conflits avec ses anciens alliés tout en courtisant ses ennemis traditionnels, mais aussi au niveau intérieur, par l'impact de son "programme" économique autodestructeur. Surtout, la campagne de vengeance contre l'"État profond" et les "élites libérales", le ciblage des groupes minoritaires et la "guerre contre les femmes" susciteront des affrontements entre factions de la classe dirigeante qui pourraient prendre un caractère extrêmement violent dans un pays où une énorme proportion de la population possède des armes ; l'assaut contre le Capitole le 6 janvier 2021 ferait pâle figure en comparaison. Et l'on peut déjà voir, à l'état embryonnaire, les prémices d'une réaction d'une partie de la bourgeoisie qui a le plus à perdre de la politique de Trump (par exemple, l'État de Californie, l'Université de Harvard, etc.). De tels conflits portent*

la menace d'entraîner la population dans son ensemble et représentent un danger extrême pour la classe ouvrière, ses efforts pour défendre ses intérêts de classe et forger son unité contre toutes les divisions qui lui sont infligées par la désintégration de la société bourgeoise. Les récentes manifestations "Hands Off" organisées par l'aile gauche du Parti démocrate sont un exemple clair de ce danger, puisqu'elles ont réussi à canaliser certains secteurs et revendications de la classe ouvrière dans une défense globale de la démocratie contre la dictature de Trump et consorts. Encore une fois, si ces conflits internes peuvent être particulièrement aigus aux États-Unis, ils sont le produit d'un processus beaucoup plus large. Le capitalisme décadent s'est longtemps appuyé sur l'appareil d'État pour empêcher de tels antagonismes de déchirer la société, et dans la phase de décomposition, l'État capitaliste est également contraint de recourir aux mesures les plus dictatoriales pour maintenir sa domination. Mais en même temps, lorsque l'appareil d'État lui-même est déchiré par de violents conflits internes, il y a une forte poussée vers une situation où "le centre ne peut pas tenir, la simple anarchie est lâchée sur le monde", comme l'a dit le poète WB Yeats. Les "États en déliquescence" que nous voyons le plus clairement au Moyen-Orient, en Afrique ou dans les Caraïbes sont une image de ce qui se prépare déjà dans les centres les plus développés du système. En Haïti, par exemple, la machine étatique officielle est de plus en plus impuissante face à la concurrence des gangs criminels, et dans certaines régions d'Afrique, la compétition entre les gangs a atteint le paroxysme de la "guerre civile". Mais aux États-Unis même, la domination actuelle de l'État par le clan Trump ressemble de plus en plus au règne d'une mafia, avec son adhésion ouverte aux méthodes du chantage et de la menace ».¹⁵

Cette situation a des répercussions très importantes sur l'ensemble de la scène politique et économique mondiale. En effet, tant que les différents pays, malgré la concurrence entre eux, parvenaient à maintenir une politique de coopération sur certaines questions, telles que la politique économique en particulier ou la politique impérialiste, la chute dans l'abîme de la décadence et de la décomposition du système pouvait être ralentie, du moins en partie. Mais

13. EUROPATODAY - La Germania manda tank all'Ucraina, perché i pacifisti sono diventati interventisti (L'Allemagne envoie des chars en Ukraine, car les pacifistes sont devenus interventionnistes)

14. Voir le point 8 des Thèses sur la décomposition, phase ultime de la décadence du capitalisme, *Revue internationale* n° 107 - 4e trimestre 2001. Thèses sur la décomposition.

15. Résolution sur la situation internationale (mai 2025)

aujourd'hui, la politique aveugle et irresponsable (du point de vue bourgeois) de nombreux pays, y compris les États-Unis eux-mêmes, non seulement ne parvient pas à ralentir la crise du système, mais l'accélère en réalité.

Irrationalité et perte de vue des intérêts de l'État

Ces divisions profondes au sein de la bourgeoisie expriment le poids du « chacun pour soi », ce qui signifie que les différentes composantes ne se sentent plus liées par un intérêt supérieur à défendre les intérêts de l'État, ou celui d'un « ordre international », mais plutôt à poursuivre les intérêts de factions politiques particulières, de cliques ou de familles économiques spécifiques, coûte que coûte. En outre, il arrive souvent que les groupes d'intérêts qui progressent dans la société au point de conquérir des postes gouvernementaux importants n'aient aucune formation politique préalable. Tout cela signifie que la politique menée par la bourgeoisie aujourd'hui se caractérise de plus en plus par une forte improvisation et une forte irrationalité qui, naturellement, dans un contexte de désordre croissant, ne fait qu'accélérer le chaos mondial. Nous avons déjà évoqué des mesures totalement irrationnelles telles que la décision d'organiser un référendum sur le Brexit en Grande-Bretagne et la politique tarifaire de Trump. Nous ajouterons simplement quelques détails sur la composition de l'équipe du deuxième mandat de Trump, le dirigeant du pays le plus puissant du monde : chacun pourra examiner par lui-même ce qui se passe de manière similaire dans d'autres pays.

Voici un jugement qui est apparu dans un journal italien (certainement pas un journal de gauche !) au début de l'année : « *Aucun président n'a jamais recruté une telle foule de criminels, d'extrémistes, de scélérats, d'escrocs et d'individus indésirables.* »¹⁶ Examinons de plus près certains des membres de l'administration Trump 2. Le premier choix de Trump pour le poste de procureur général était Matt Gaetz, mais celui-ci a dû se retirer. La raison ? Non pas parce qu'il était son avocat, celui qui l'avait guidé avec un talent diabolique à travers ses démêlés judiciaires. La véritable raison est qu'il était poursuivi par des accusations de harcèlement sexuel et de consommation de drogue, ce qui n'est certainement pas l'idéal pour un ministre de la Justice.

Il y a ensuite le cas sensationnel de « l'antivax » notoire Robert F. Kennedy Jr., nommé à la tête du ministère de la Santé et des Services sociaux, alors qu'il avait déclaré vouloir abolir les vaccins contre la polio et qu'il était également connu pour être un adepte des théories du complot. Plus de 75 lauréats du prix Nobel se sont opposés à la nomination de Kennedy Jr. au poste de secrétaire à la Santé, affirmant que cela « *mettrait en danger la santé publique* ». Plus de 17 000 médecins (sur 20 000), membres du Comité pour la protection des soins de santé, se sont opposés à la nomination de Kennedy Jr., invoquant le fait que Kennedy a sapé la confiance du public dans les vaccins pendant des décennies et qu'il représente une menace pour la santé nationale. L'épidémiologiste Gregg Gonsalves, de l'université de Yale, également opposé à la nomination de Kennedy Jr., déclarait que confier à Kennedy la direction d'une agence de santé reviendrait à « *confier la direction de la NASA à un partisan de la théorie de la Terre plate* ».

Pete Hegseth, homophobe notoire, est nommé à la tête du Pentagone (budget de 800 milliards de dollars, 3 millions d'employés). Et, ô surprise, il est également poursuivi pour harcèlement sexuel.

Quant aux autres membres du gouvernement, les informations suggèrent qu'ils sont pour la plupart des extrémistes, mal formés ou particulièrement anti-establishment. Ce qui les unit, c'est leur loyauté absolue envers leur chef. Trump se moque qu'ils prêtent serment d'allégeance à la Constitution ; il a juste besoin qu'ils lui prêtent allégeance et qu'ils le lui prouvent.

Trump s'est immédiatement distingué en éliminant des milliers de fonctionnaires qu'il jugeait gênants ou qui, selon lui, exerçaient des fonctions incompatibles avec son mandat, mais il s'est montré encore plus brutal envers ceux qui s'opposaient directement à lui, utilisant des méthodes vindicatives dignes des querelles mafieuses.

La réaction contre ceux que Trump considère comme des traîtres est leur élimination directe. Différents exemples l'illustrent :

- le 22 août, le FBI a perquisitionné le domicile de John Bolton, dans le Maryland, qui a été conseiller à la sécurité nationale dans la première administration Trump, mais qui est ensuite devenu très critique à l'égard du président ;

- une enquête du grand jury a été autorisée sur les origines de l'enquête sur les

rapports entre Trump et la Russie ;

- une autre enquête est en cours sur le sénateur démocrate californien Adam Schiff, accusé de fraude fiscale, mais qui avait accusé Trump de profiter des fluctuations boursières à la suite de diverses annonces tarifaires ;

- une autre enquête est en cours contre la procureure générale de New York, Letitia James, qui a déposé un mémoire juridique pour mettre fin aux arrestations d'immigrants ;

- le licenciement de la gouverneure de la Fed, Lisa Cook, qui s'oppose aux demandes de baisse des taux d'intérêt de Trump et qui a ensuite été accusée d'avoir falsifié des documents afin d'obtenir des conditions plus favorables pour un prêt hypothécaire...

- la dernière nouvelle concerne l'ancien directeur du FBI et opposant à Trump, Comey, qui est poursuivi pour des « crimes graves ».

Gangstérisations et vandalisme

Ce qui était jusqu'à présent considéré comme une caractéristique des pays périphériques, dits du tiers-monde, à savoir le gangstérisme et le vandalisme en politique, est désormais largement présent dans les pays les plus avancés du monde, y compris aux États-Unis, pays autrefois salué comme le phare de la démocratie. Une fois de plus, le cas Trump en est la preuve.

Commençons par dire que Trump a hérité à la fois du racisme et des bonnes relations avec la mafia italo-américaine de son père, Fred Sr.¹⁷ Alors que son père entretenait de bonnes relations avec les Gambino, les Genovese et les Lucchese, son fils les entretient avec les Franzese et les Colombo. L'épisode qui a conduit à la construction de la Trump Tower est particulièrement connu. En 1979, lorsque la première brique a été posée, une grève dans les cimenteries a bloqué la vente de ce matériau. Mais Trump a contourné le blocus syndical en l'achetant directement à S & A Concrete. Construction dont les propriétaires cachés étaient Anthony « Fat Tony » Salerno des Genovese et Paul Castellano des Gambino, deux familles déjà proches de son père et dont les chefs se réunissaient régulièrement chez Cohn, l'avocat polyvalent de Trump à l'époque. Mais il a également conclu des accords importants avec la mafia russe : en 2011, Trump sortait de dix années de procès,

17. Jeune homme, son père a été arrêté pour avoir été l'un des membres les plus actifs du KKK.

16. Gangs of America alla corte di Trump, Il Foglio 27 janvier 2025

de multiples faillites et de 4 milliards de dettes... et cette fois, il a été sauvé par « l'argent russe » de Felix Sater dont le père, Michael Sheferovsky, comptait parmi les amis proches non seulement de la famille Genovese, mais surtout de Semion Yudkovich Moguilevitch, le « boss des boss » de la mafia russe.

De nombreuses femmes ont déjà affirmé que Trump les avait violées lors de divers événements ou concours de beauté. On sait également que Trump a payé pour faire taire les deux femmes qui l'accusaient d'avoir eu des relations illicites avec lui, la star du porno Stormy Daniels et l'ancienne playmate de Playboy Karen McDougall. Cette accusation a conduit à sa condamnation, mais il a été exempté de poursuites. Début 2024, deux jurys distincts ont estimé que Trump avait diffamé l'écrivain E. Jean Carroll en niant ses allégations d'agression sexuelle. Il a été condamné à payer un total de 88 millions de dollars. Bien connu est aussi son association avec Epstein, qui a été accusé de viol, d'abus et, surtout, de trafic international d'enfants. Il apparaît avec Trump sur des dizaines de photo. Enfin Trump a également été reconnu coupable de trente-quatre chefs d'accusation de falsification de documents commerciaux, qui ont été révélés lors de l'enquête sur les paiements versés à Stormy Daniels.

Le prolétariat pourra-t-il tirer parti de cette perte de contrôle de la bourgeoisie ?

Tous les éléments que nous avons rapportés dans cet article démontrent clairement un affaiblissement de la capacité de la bourgeoisie à gérer son système politique et donc une difficulté accrue à faire face à la crise mondiale du système, sur le plan économique, environnemental, etc. Cela ne fait aucun doute.

Mais nous devons veiller à ne pas imaginer que cette faiblesse de la bourgeoisie peut être convertie en un avantage, une force pour le prolétariat. Et ce, pour au moins deux raisons. La première concerne le processus qui la mènera à la révolution. En effet, les faiblesses croissantes de la bourgeoisie ne constituent en aucun cas des atouts permettant à la classe ouvrière de développer sa force. Comme le projet de cette classe est complètement antagoniste à tout ce que représente le capitalisme, l'affaiblissement de la bourgeoisie ne profite pas au prolétariat (qui ne dispose que de son unité et de sa conscience comme forces). Deuxièmement, la bourgeoisie, tout en montrant des signes évidents de déclin, fait preuve d'une vigilance et d'une lucidité considérables en matière de lutte des classes, résultat de deux siècles d'expérience de confrontation avec la classe ouvrière. Cette expérience l'amène non seulement à être vigilante, mais surtout à empêcher toute action de classe en

exploitant les effets mêmes de la décomposition contre la classe elle-même.

Par exemple, toute la propagande populiste, qui trouve souvent un écho auprès de certains secteurs les plus fragilisés et moins conscients de la classe ouvrière, est construite en exploitant les craintes des gens face à la concurrence professionnelle des immigrés, ou de ceux qui sont « différents ». Ensuite et surtout, elle exploite le battage populiste pour entraîner les travailleurs dans des campagnes anti-populistes en défense de l'État démocratique.

Cependant, les manifestations de la décomposition (à travers les crises écologiques, les catastrophes environnementales de plus en plus fréquentes, mais surtout la propagation et l'intensification des guerres, naturellement accompagnées de l'aggravation de la crise économique) forcent de plus en plus certains éléments à chercher une alternative à la barbarie actuelle, même s'ils sont pour l'instant largement minoritaires. Les attaques économiques que la bourgeoisie est déjà contrainte de porter contre les travailleurs constitueront le meilleur stimulant de la lutte des classes et permettront une future maturation politique des luttes qui, seules, pourront non seulement se défendre contre les mystifications de la bourgeoisie, mais aussi retrouver une compréhension des raisons profondes de la crise actuelle du système et en faire une source de force dans leur lutte.

Ezechiele, 27 août 2025

Antisémitisme, sionisme, antisionisme : Tous sont les ennemis du prolétariat (Partie II)

Dans la première partie de cet article, nous avons soutenu que le mouvement sioniste était une fausse réponse à la résurgence de l'antisémitisme à la fin du XIX^e siècle. Fausse parce que, contrairement à la riposte prolétarienne face à l'antisémitisme et à toutes les formes de racisme préconisée par des révolutionnaires comme Lénine et Rosa Luxemburg : il s'agissait d'un mouvement nationaliste bourgeois qui a vu le jour à un moment où le capitalisme mondial se dirigeait rapidement vers l'époque de sa décadence, où l'État-nation, selon les termes de Trotsky en 1916, avait « dépassé son rôle de cadre pour le développement des forces productives »¹. Et comme l'expliquait Rosa Luxemburg dans sa brochure *Junius* (1915), le résultat concret de ce changement historique était que, dans la nouvelle période, la nation ne servait plus « qu'à masquer tant bien que mal les aspirations impérialistes » : les nouvelles nations ne pouvaient voir le jour qu'en tant que des pions des grandes puissances impérialistes, tout en étant elles-mêmes contraintes de développer leurs propres ambitions impérialistes et d'opprimer les groupements nationaux qui se dressaient sur leur chemin. Nous avons montré que, dès le début, le sionisme ne pouvait devenir une force politique sérieuse qu'en s'associant à la puissance impérialiste qui voyait un avantage à la création d'un « foyer national juif » en Palestine, tandis que l'attitude coloniale du sionisme envers la population qui y vivait déjà ouvrait la voie à la politique d'exclusion et de nettoyage ethnique qui s'est concrétisée en 1948 et qui atteint aujourd'hui son terrible paroxysme à Gaza. Dans ce deuxième article, nous retracerons les principales étapes de ce processus, mais ce faisant, nous montrerons que, tout comme le sionisme s'est clairement révélé être un voile dissimulant les désirs impérialistes, la réponse nationaliste arabe au sionisme, qu'elle soit laïque ou religieuse, n'est pas moins prise au piège mortel de la concurrence inter-impérialiste.

Au lendemain de la Déclaration de Balfour

Avant la Première Guerre mondiale, on ne savait pas encore quelle puissance impérialiste serait la plus intéressée par la promotion du projet sioniste : la recherche initiale d'un soutien par Théodore Herzl l'avait conduit vers l'empereur allemand et ses alliés ottomans. Mais les lignes de front tracées pour la guerre ont clairement montré que c'était la Grande-Bretagne qui avait le plus à gagner dans la formation d'un « petit Ulster juif loyal » au Moyen-Orient, même si les Britanniques faisaient simultanément toutes sortes de promesses concernant la future indépendance aux dirigeants arabes, dirigeants dont ils avaient besoin pour lutter contre l'Empire ottoman en déclin qui s'était alors rallié à l'Allemagne et aux puissances centrales.

Le leader sioniste et diplomate accompli Chaim Weizmann était devenu de plus en plus influent dans les plus

hautes sphères du gouvernement britannique et ses efforts furent récompensés par la publication de la (tristement) célèbre déclaration Balfour en novembre 1917. La déclaration stipulait que « le gouvernement de Sa Majesté voit d'un œil favorable la création en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif et fera tout son possible pour faciliter la réalisation de cet objectif », tout en insistant sur le fait que : « il est clairement entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte aux droits civils et religieux des communautés non juives existantes en Palestine ».

La déclaration Balfour semblait justifier les méthodes du courant dominant du mouvement sioniste, essentiellement soutenu par la gauche sioniste, qui considérait qu'il était nécessaire de suivre ce courant dominant jusqu'à ce que la création d'une patrie juive ait « normalisé » les relations de classe au sein de la population juive². Pour ces courants, l'accord avec l'impérialisme britannique confirmait la nécessité de développer

des relations diplomatiques et politiques avec les puissances dominantes de la région, tandis que le rassemblement des Juifs en Palestine serait largement réalisé grâce au soutien financier des capitalistes juifs de la diaspora et d'institutions telles que le Fonds national juif, l'Association de colonisation juive de Palestine et la Banque coloniale juive. Les terres seraient obtenues par l'achat fragmentaire de terres appartenant à des propriétaires arabes absents – une manière « pacifique » et « légale » d'exproprier les pauvres fellahs et d'ouvrir la voie à la création de villes juives et d'entreprises agricoles qui constitueraient les noyaux du futur État juif.

Mais la guerre avait également stimulé la croissance du nationalisme arabe et, en 1920, les premières réactions violentes à l'augmentation de l'immigration juive et à l'annonce par la Grande-Bretagne de son projet de création d'un foyer national juif prirent forme lors des « émeutes de Nabi Musa »³ – essentiellement un pogrom contre les Juifs de Jérusalem. Ces événements ont à leur tour donné naissance à un nouveau sionisme « révisionniste » dirigé par Vladimir Jabotinsky, qui avait pris les armes aux côtés des forces britanniques pour réprimer les émeutes.

Dans notre article « *Plus d'un siècle d'affrontements israélo-palestiniens* » (Revue internationale n° 172), nous avons souligné que Jabotinsky représentait un virage à droite du sionisme, qui n'hésitait pas à s'aligner sur le régime extrêmement antisémite de Pologne (l'un des nombreux exemples de collaboration entre le projet antisémite d'expulsion des Juifs d'Europe et la volonté sioniste d'orienter ces politiques vers l'émigration vers la Palestine). Bien que Jabotinsky lui-même ait souvent raillé le fascisme de Mussolini, son mouvement trouvait sans aucun doute son origine dans une racine com-

3. Nabi Musa est une fête musulmane qui, à cette époque (20 avril 1920), attirait de grandes foules à Jérusalem. Les émeutes empruntèrent un slogan « musulman » tel que « *La religion de Mahomet a été fondée par l'épée* », parallèlement à celui privilégié par les pogromistes de nombreuses confessions : « *Massacrez les Juifs* », qui se reflète aujourd'hui dans le cri de ralliement préféré des pogromistes juifs en Israël : « *Mort aux Arabes* ». (Voir Simon Sebag Montefiore, *Jerusalem : The Biography*, 2011)

1. Nashe Slovo, 4 février 1916. – Nashe Slovo (Notre Parole) était un quotidien dirigé par Trotski durant la Première Guerre mondiale. (NdT)

2. Voir la première partie de cet article dans *Revue Internationale* n°73, dans la sous-partie « *« Travailleurs de Sion » : la fusion impossible du marxisme et du sionisme* »

mune : le développement d'une forme particulièrement décadente et totalitaire de nationalisme dont la croissance a été accélérée par la défaite de la révolution prolétarienne. Cela s'est illustré par l'émergence, au sein du révisionnisme, de la faction ouvertement fasciste Birionim, puis du groupe Lehi autour d'Abraham Stern qui, au début de la Seconde Guerre mondiale, était prêt à entamer des pourparlers avec le régime nazi en vue de former une alliance anti-britannique⁴. Jabotinsky lui-même considérait de plus en plus les occupants britanniques de la Palestine après la Première Guerre mondiale comme le principal obstacle à la formation d'un État juif.

Bien que Jabotinsky ait toujours soutenu que la population arabe bénéficierait de l'égalité des droits dans son projet d'État juif, ce sont les émeutes anti-juives de 1920 qui l'ont conduit à abandonner le rêve de Herzl/Weizmann d'un processus pacifique d'immigration juive. Jabotinsky s'était toujours opposé aux idées de lutte des classes et de socialisme, et donc au rêve alternatif de la gauche sioniste : un nouveau genre de colonisation qui impliquerait en quelque sorte le développement d'une alliance fraternelle entre les travailleurs juifs et arabes. En 1923, Jabotinsky publia son essai *The Iron Wall* (Le Mur de fer), qui réclamait un État juif non seulement sur la rive ouest du Jourdain, mais aussi sur la rive est, ce que les Britanniques interdisaient. Selon lui, un tel État ne pouvait être formé que par la lutte militaire : « *La colonisation sioniste doit soit cesser, soit se poursuivre sans tenir compte de la population indigène. Cela signifie qu'elle ne peut se poursuivre et se développer que sous la protection d'une puissance indépendante de la population indigène, derrière un mur de fer que la population indigène ne peut franchir* ».

Bien que les sionistes de gauche et du centre aient vivement critiqué la position de Jabotinsky, le qualifiant de fasciste, ce qui est frappant dans *The Iron Wall*, c'est qu'il anticipe précisément l'évolution réelle de l'ensemble du mouvement sioniste, depuis les factions libérales et de gauche qui l'ont dominé au cours des premières décennies après 1917 jusqu'à

la droite qui a renforcé son emprise sur l'État d'Israël à partir des années 1970 : la reconnaissance qu'un État juif ne pouvait être formé et maintenu que par le recours à la force militaire. La gauche sioniste, y compris son aile « marxiste » autour du Hashomer Hazair et du Mapam, allait en fait devenir la composante la plus essentielle de l'appareil militaire du Yishouv juif pré-étatique, la Haganah. Les kibboutzim « socialistes » en particulier allaient jouer un rôle clé en tant qu'avant-postes militaires et fournisseurs de troupes d'élite pour la Haganah. Même le terme « Iron Wall » a une connotation prémonitoire avec la construction du mur de sécurité (également connu sous le nom de mur de l'apartheid...) autour des frontières d'Israël après 1967, au début des années 2 000. Et bien sûr, même si Jabotinsky peut sembler libéral par rapport à ses héritiers contemporains de l'extrême droite israélienne, les partisans d'un Grand Israël « de la rivière à la mer » et le recours sans vergogne à une force militaire effrénée, désormais ouvertement combiné à l'appel à la « relocalisation » de la population arabe palestinienne de Gaza et de Cisjordanie, se sont de plus en plus imposés dans la politique sioniste dominante. Cela témoigne du réalisme brutal de Jabotinsky, mais surtout du caractère inévitablement impérialiste et militariste, non seulement du sionisme, mais aussi de tous les mouvements nationaux de cette époque.

La voie sans issue de la « révolte impérialiste » et la réponse internationaliste

La défaite de la vague révolutionnaire en Russie et en Europe a donné lieu à une nouvelle vague d'antisémitisme, en particulier en Allemagne, avec la théorie infâme du « coup de poignard dans le dos », une cabale envers communistes et juifs, prétendument responsables de l'effondrement militaire de l'Allemagne. Plusieurs pays européens ont commencé à adopter des lois antisémites, préfigurant les lois raciales nazies en Allemagne. Se sentant de plus en plus menacés, les Juifs ont commencé à quitter l'Europe, un exode qui s'est considérablement accéléré après la prise du pouvoir par les nazis en 1933. Tous les exilés ne se sont pas rendus en Palestine, mais l'immigration juive vers le Yishouv a considérablement augmenté. Cela a exacerbé les tensions entre Juifs et Arabes. L'achat accru de terres aux propriétaires arabes ou « effendi » par les institutions sionistes entraîna la dépossession des paysans arabes ou

fellahin, déjà appauvris ; l'impact de la crise économique mondiale en Palestine au début des années 30 ne fit qu'aggraver leurs difficultés économiques. Tous ces éléments ont explosé en 1929 dans une nouvelle vague de violence intercommunautaire plus généralisée, déclenchée par des conflits d'accès aux principaux sites religieux de Jérusalem, et qui a pris la forme de pogroms antisémites sanglants à Jérusalem, Hébron, Safed et ailleurs, mais aussi de contre-attaques tout aussi brutales par des foules juives. Des centaines de meurtres ont été commis des deux côtés. Mais ces événements n'étaient que le prélude à la « Grande révolte arabe » de 1936.

Une fois encore, les événements ont commencé par une flambée de violence pogromiste, déclenchée cette fois-ci par le meurtre de deux Juifs par un groupe islamiste fondamentaliste, les Qassemites, et suivie de représailles aveugles contre les Arabes, notamment des attentats à la bombe dans des lieux publics perpétrés par l'Irgoun de Jabotinsky, qui s'était séparé de la Haganah en 1931. Ces actions terroristes sanglantes ont été décrites par l'Irgoun comme la politique de « défense active » de la population juive. Mais cette fois-ci, le soulèvement arabe a été beaucoup plus généralisé qu'en 1929, prenant la forme d'une grève générale à Jérusalem et dans d'autres centres urbains, puis d'une guérilla dans les zones rurales. Cependant, même si la profonde misère économique et sociale alimentait la colère des masses arabes, la grève générale n'a à aucun moment pris un caractère prolétarien. Ce n'était pas simplement parce qu'elle mobilisait les travailleurs aux côtés des commerçants et autres petits propriétaires, mais surtout parce que ses revendications étaient entièrement formulées dans une perspective nationaliste, appelant à l'arrêt de l'immigration juive et à l'indépendance vis-à-vis des Britanniques. Dès le début, la direction du mouvement était entre les mains des partis nationalistes bourgeois, même si ces partis, largement fondés sur d'anciennes rivalités claniques, s'affrontaient souvent violemment pour savoir qui devait diriger le mouvement (tandis que d'autres factions palestiniennes se rangeaient du côté des Britanniques). La réaction des autorités britanniques fut extrêmement brutale, infligeant des punitions collectives meurtrières aux villages soupçonnés d'avoir participé au mouvement. La Haganah et des escadrons de police juifs spécialement désignés ont agi aux côtés de l'armée britannique pour réprimer la révolte. À la fin du soulèvement, en mars 1939, plus de

4. L'idéologie du groupe Stern était en fait un étrange mélange de fascisme et d'anti-impérialisme de gauche, une sorte de « bolchevisme national » « qui se qualifiait volontiers de « terroriste » et était prêt à passer d'une alliance avec l'Allemagne nazie à une alliance avec la Russie stalinienne, tout cela dans le but de chasser les Britanniques de Palestine.

5 000 Arabes, 400 Juifs et 200 Britanniques avaient perdu la vie.

Le Parti socialiste des travailleurs (Socialist Workers Party ou SWP), basé au Royaume-Uni, décrit cette révolte comme la « première Intifada » et la présente comme un exemple de résistance contre l'impérialisme britannique, avec une forte composante sociale révolutionnaire : « *La révolte s'est déplacée vers les campagnes où, tout au long de l'hiver 1937 et jusqu'en 1938, les rebelles ont pris le contrôle, chassant les Britanniques. Une fois les campagnes sous leur contrôle, les rebelles ont commencé à s'installer dans les villes. En octobre 1938, ils contrôlaient Jaffa, Gaza, Bethléem, Ramallah et la vieille ville de Jérusalem. Il s'agissait d'un mouvement populaire massif, avec des comités locaux prenant le contrôle d'une grande partie du pays et gouvernant dans l'intérêt non pas des riches Palestiniens, mais des gens ordinaires* »⁵.

Mais n'oublions pas que le SWP, comme beaucoup d'autres trotskistes, considérait également le massacre perpétré par le Hamas le 7 octobre comme faisant partie de la « résistance contre l'oppression des Palestiniens »⁶. Contrairement à la présentation que fait le SWP du mouvement de 1936, Nathan Weinstock, dans son ouvrage de référence « *Le Sionisme contre Israël* », est d'avis qu'en fin de compte, « *la lutte anti-impérialiste avait été détournée vers un conflit intercommunautaire et était devenue un soutien au fascisme. (Le mufti s'était rapproché de plus en plus des nazis)* ». À cette époque, Weinstock était membre de la Quatrième Internationale trotskiste.

Weinstock en conclut que « *l'évolution de la révolte arabe apparaît comme une confirmation négative de la théorie de la révolution permanente* ». En d'autres termes, dans les pays semi-coloniaux, les tâches « démocratiques » telles que l'indépendance nationale ne pouvaient plus être menées par une bourgeoisie très faible, et ne pouvaient être mises en œuvre que par le prolétariat une fois qu'il avait établi sa propre dictature. Cette théorie, dont les éléments essentiels ont été développés par Trotsky au début des années 1900, était à l'origine une véritable tentative de résoudre les dilemmes posés à une époque où la phase ascendante du capitalisme

touchait à sa fin, mais sans qu'il soit tout à fait clair que le capitalisme en tant que système mondial était sur le point d'entrer dans son époque de déclin, rendant ainsi obsolètes toutes les tâches « démocratiques » de la période précédente. Ainsi, la tâche principale du prolétariat victorieux dans n'importe quelle partie du monde n'est pas de faire avancer les vestiges d'une révolution bourgeoise à l'intérieur de ses propres frontières, mais d'aider à propager la révolution à travers le monde aussi rapidement que possible, sous peine d'être isolé et condamné à la mort.

La conséquence logique de cela est que, dans cette période de décadence où le monde entier est dominé par l'impérialisme, il n'y a plus de mouvements « anti-impérialistes », mais seulement des alliances changeantes sur un échiquier interimpérialiste global. La remarque de Weinstock sur le mufti - titre d'un haut dignitaire religieux chargé des lieux saints musulmans à Jérusalem, en l'occurrence Amin Al Husseini, connu pour ses relations amicales avec Hitler et son régime - met en évidence une réalité plus large : en s'opposant à l'impérialisme britannique, le nationalisme palestinien des années 1930 a été contraint de s'allier avec les principaux rivaux de la Grande-Bretagne, l'Allemagne et l'Italie. La Fraction italienne de la Gauche communiste, dans un article écrit en réponse à la grève générale de 1936, soulignait déjà les rivalités interimpérialistes à l'œuvre dans la région : « *Personne ne peut nier que le fascisme a tout intérêt à souffler sur ce feu. L'impérialisme italien n'a jamais caché ses visées vers le Proche Orient, c'est-à-dire son désir de se substituer aux puissances mandataires en Palestine et en Syrie* »⁷. Ce schéma ne pouvait que se répéter dans l'histoire à venir. Comme le souligne notre introduction à l'article de Bilan, « *Bilan montre que lorsque le nationalisme arabe entra en conflit ouvert avec la Grande Bretagne, cela ne fit qu'ouvrir la porte aux ambitions de l'impérialisme italien (et aussi allemand) ; par la suite nous avons pu voir la bourgeoisie palestinienne se tourner vers le bloc russe, puis vers la France et d'autres puissances européennes dans son conflit avec les États-Unis* ».

En 1936, face à la capitulation des anciens internationalistes devant la pression de l'idéologie antifasciste, les camarades de Bilan ont reconnu « l'iso-

lement de notre Fraction », qui s'était considérablement accentué avec la guerre en Espagne. Cet isolement peut également s'appliquer aux problèmes posés par les conflits en Palestine : l'article de Bilan est l'une des rares prises de position internationalistes contemporaines sur la situation dans cette région. Il convient toutefois de mentionner les articles écrits par Walter Auerbach, qui avait fait partie d'un cercle communiste de gauche en Allemagne dont faisait partie Karl Korsch⁸. Auerbach a fui l'Allemagne en 1934 et a vécu quelques années en Palestine avant de s'installer aux États-Unis, où il a travaillé avec le groupe communiste conseiller autour de Paul Mattick. Les articles d'Auerbach sont intéressants car ils montrent comment la colonisation sioniste de la Palestine, en introduisant ou en développant des relations de production capitalistes, a entraîné la dépossession des fellahs et donc l'intensification de leur mécontentement social. Ils insistent également sur le fait que les éléments ultranationalistes voire fascistes, au sein du sionisme, étaient voués à devenir de plus en plus dominants.

Mais surtout, les articles restent clairement ancrés dans une perspective internationaliste. En réponse aux événements de 1936, l'article intitulé « *The land of promise : report from Palestine* » (La terre promise : reportage depuis la Palestine) énonce que : « *L'aggravation des relations entre Arabes et Juifs, qui a débuté en avril 1936 et a conduit à une guérilla et à une grève des masses arabes, a masqué les troubles sociaux de la classe ouvrière sous un sentiment nationaliste vif et belliqueux. Des deux côtés, les masses se sont organisées pour "s'autoprotéger et se défendre". Du côté juif, les membres de toutes les organisations ont participé à cette autoprotection. Dans leurs appels, les différents partis ont rejeté la responsabilité des affrontements soit sur les Arabes, soit sur les partis concurrents. Il convient seulement de noter que, dans cette situation, aucune organisation n'a cherché à mener la lutte contre sa propre bourgeoisie* ».

Bordiga est l'auteur de la devise « *Le pire produit du fascisme, c'est l'antifascisme* » : la nature extrêmement brutale du fascisme, qui prône lui-même l'unité de toutes les classes purement « nationales », tend à donner naissance à une opposition qui, à son tour, vise à subordonner les intérêts de la classe ou-

5. Voir l'article en anglais « The first intifada : when Palestine rose against the British, » Socialist Workers (21/5/21)

6. Voir en anglais sur notre site « The SWP justifies Hamas slaughter » CCI (13/10/2023)

7. Voir sur notre site « Le conflit Juifs/Arabes : La position des internationalistes dans les années 1930, » Bilan n°30 et 31, (1936)

8. Voir en anglais l'article « Walter Auerbach on The Arab Revolt in Palestine, » Walter Auerbach & Paul Mattick

vière à ceux d'un large Front populaire, comme cela s'est produit en France et en Espagne dans les années 1930. Dans les deux cas, la classe ouvrière est poussée à abandonner son identité et son indépendance de classe au profit de telle ou telle faction de la bourgeoisie. En fin de compte, le fascisme et l'antifascisme sont des idéologies visant à entraîner le prolétariat dans la guerre impérialiste.

On peut également dire que le pire produit du sionisme est l'antisionisme. Le point de départ du sionisme est que les travailleurs juifs ne peuvent lutter contre l'antisémitisme qu'en s'alliant à la bourgeoisie juive ou en renonçant à leurs intérêts de classe au nom de la construction nationale. L'antisionisme, découlant des conséquences douloureuses de cette construction nationale en Palestine, part également d'une alliance de toutes les classes « arabes », « palestiniennes » ou « musulmanes », ce qui, dans la pratique, ne peut signifier que la domination de la bourgeoisie autochtone et, derrière elle, l'hégémonie de l'impérialisme mondial. Le cycle mortel de violence intercommunautaire que nous avons vu en 1929 et 1936 était tout à fait hostile au développement de la solidarité de classe entre les prolétaires juifs et arabes, et cela est resté vrai depuis lors.

De la Shoah...

« [...] *La seule tendance vers ce but de l'évolution capitaliste se manifeste déjà par des phénomènes qui font de la phase finale du capitalisme une période de catastrophes* » (Rosa Luxemburg, *L'Accumulation du capital*, chapitre 31).

La guerre en Espagne, qui s'est déroulée en même temps que la révolte en Palestine, était une indication beaucoup plus claire des enjeux dramatiques de l'époque. L'écrasement du prolétariat espagnol par les forces du fascisme et de la « République démocratique » a achevé la défaite mondiale de la classe ouvrière et ouvert la voie à une nouvelle guerre mondiale qui, comme l'avait prédit l'Internationale Communiste dans ses premières proclamations, allait dépasser de loin la première en termes de barbarie, notamment en raison du nombre beaucoup plus élevé de victimes civiles. Les transferts forcés de population et les goulags mis en place par le régime stalinien en Russie donnaient déjà un avant-goût de la vengeance meurtrière de la contre-révolution contre une classe ouvrière vaincue, tandis que la guerre elle-même illustrait la détermination du capital à maintenir son système obsolète, même au prix de la destruction et du massacre de masse à travers la planète.

Le programme systématique d'extermination des Juifs et d'autres minorités telles que les Tsiganes ou les handicapés mis en place par le régime nazi était certes, le fruit d'une inhumanité calculée et pourtant, totalement irrationnelle d'un niveau qualitativement nouveau ; mais cette Shoah, cette catastrophe qui s'est abattue sur les Juifs d'Europe, ne peut être comprise que comme faisant partie d'une catastrophe plus grande, d'un Holocauste plus large qu'était la guerre elle-même. Auschwitz et Dachau ne peuvent être dissociés de la destruction de Varsovie après les soulèvements de 1943 et 1944, ni des millions de cadavres russes laissés dans le sillage de l'invasion allemande de l'URSS ; mais ces crimes du nazisme ne peuvent pas non plus être dissociés des bombardements terroristes alliés sur Hambourg, Dresde, Hiroshima et Nagasaki, ni de la famine meurtrière imposée aux masses du Bengale par les Britanniques sous la direction de Churchill en 1943.

De plus, même si les démocraties ont utilisé la sauvagerie évidente du nazisme comme alibi pour leurs propres crimes, elles ont été largement complices de la capacité du régime hitlérien à mener à bien sa « solution finale » à la question juive. Dans un article basé sur une critique du film *Le Pianiste*⁹, nous avons donné plusieurs exemples de cette complicité : lors de la conférence des Bermudes sur la question des réfugiés, organisée par les États-Unis et la Grande-Bretagne en avril 1943, qui s'est déroulée exactement au moment du soulèvement du ghetto de Varsovie, a été prise la décision de ne pas accueillir l'énorme masse de personnes désespérées confrontées à la famine et à l'extermination en Europe. Le même article fait également référence à l'histoire du Hongrois Joel Brandt qui est allé voir les Alliés, offrant d'échanger un million de Juifs contre 10 000 camions. Comme l'explique la brochure *Auschwitz, Le grand alibi* du PCI : « *Non seulement les juifs, mais les SS aussi s'étaient laissé prendre à la propagande humanitaire des Alliés ! Les Alliés n'en voulaient pas de ce million de juifs ! Pas pour 10 000 camions, pas pour 5 000, même pas pour rien. Le même genre d'offres de la part de la Roumanie et de la Bulgarie fut également rejeté. Selon les paroles de Roosevelt, "transporter autant de gens désorganiserait l'effort de guerre"* ».

9. Voir l'article « *A propos du film « Le Pianiste »* » de Polanski. Nazisme et démocratie : tous coupables du massacre des juifs », *Revue Internationale* 113

Le mouvement sioniste officiel a également joué son rôle dans cette complicité, car il s'est systématiquement opposé au « réfugiisme », c'est-à-dire aux projets visant à sauver les Juifs européens en leur permettant de passer par les frontières d'autres pays que la Palestine. Le ton de cette politique avait déjà été donné avant la guerre par Ben Gourion, le leader « travailliste » du Yishouv :

« *Si les Juifs sont confrontés au choix entre le problème des réfugiés et le sauvetage des Juifs des camps de concentration d'une part, et l'aide au musée national en Palestine d'autre part, le sentiment de pitié juif prévaudra et toute la force de notre peuple sera consacrée à l'aide aux réfugiés dans les différents pays. Le sionisme disparaîtra de l'ordre du jour, non seulement de l'opinion publique mondiale en Angleterre et en Amérique, mais aussi de l'opinion publique juive. Nous risquons l'existence même du sionisme si nous permettons que le problème des réfugiés soit séparé du problème palestinien* »¹⁰. La véritable indifférence de Ben Gourion face à la souffrance des Juifs européens fut encore plus explicite lorsqu'il déclara, le 7 décembre 1938 : « *Si je savais qu'il était possible de sauver tous les enfants d'Allemagne en les transportant en Angleterre, mais seulement la moitié d'entre eux en les transportant en Palestine, je choisirai la seconde option, car nous sommes confrontés non seulement au jugement de ces enfants, mais aussi au jugement historique du peuple juif* ».

Toute idée de collaboration directe entre le sionisme et les nazis est considérée comme un « trope antisémite » dans de nombreux pays occidentaux, bien qu'il existe des cas bien documentés, notamment l'accord Havara en Allemagne au début du régime nazi, qui permettait aux Juifs prêts à émigrer en Palestine de conserver une partie importante de leurs fonds. Parallèlement, les organisations sionistes ont été autorisées à opérer légalement sous le régime nazi, car les deux parties avaient un intérêt commun à parvenir à une Allemagne « sans Juifs », à condition que les émigrants juifs se rendent en Palestine.

Cela ne remet pas en cause le fait qu'il y ait effectivement eu des accords de ce type qui relèvent véritablement de la théorie du complot antisémite. Le président de l'actuelle « Autorité palestinienne », Mahmoud Abbas, a rédigé au début des années 80 une thèse de doc-

10. Memo pour l'Exécutif Sioniste, 17/12/1938, cité dans *Le sionisme durant l'Holocauste*, Greenstein (2022)

torat qui peut certainement être incluse dans cette catégorie, puisqu'elle affirme que les sionistes ont exagéré le nombre de Juifs assassinés par les nazis afin de gagner la sympathie pour leur cause, tout en mettant en doute la réalité des chambres à gaz.

Cependant, la collaboration entre les factions de la classe dirigeante –même lorsqu'elles sont symboliquement en guerre les unes contre les autres– est une réalité fondamentale du capitalisme et peut prendre de nombreuses formes. La volonté des nations en guerre de suspendre les hostilités et d'unir leurs forces pour écraser l'ennemi commun, la classe ouvrière, lorsque la misère de la guerre la pousse à se défendre, a été démontrée lors de la Commune de Paris en 1871, puis à nouveau à la fin de la Première Guerre mondiale. Et Winston Churchill, dont la réputation de plus grand antinazi de tous les temps est quasiment reconnue officiellement en Grande-Bretagne comme ailleurs, n'a pas hésité à appliquer cette politique en Italie en 1943 lorsqu'il a ordonné une pause dans l'invasion alliée depuis le sud afin de laisser « les Italiens mijoter dans leur jus » – un euphémisme pour permettre au pouvoir nazi d'écraser les grèves massives des travailleurs dans le nord industriel.

Ce qui est certainement vrai, c'est que le mouvement sioniste et surtout l'État d'Israël, ont constamment utilisé l'expérience de la Shoah, le spectre de l'extermination des Juifs, et pour justifier les actions militaires et policières les plus impitoyables et destructrices envers la population arabe de Palestine, et pour assimiler toute critique de l'État israélien à de l'antisémitisme. Mais nous reviendrons, vers la fin de cet article, sur le labyrinthe des justifications idéologiques et des distorsions développées par les deux (ou toutes les) parties dans les conflits actuels en Palestine.

Pour revenir au cours des événements déclenchés par la guerre, le massacre des Juifs en Europe a accéléré l'immigration vers la Palestine, malgré les tentatives désespérées des Britanniques pour la réduire au minimum, en menant une politique extrêmement répressive qui a conduit à la déportation des réfugiés juifs vers des camps en Allemagne et à la tragédie du Struma, un bateau rempli de survivants juifs qui s'est vu refuser l'entrée en Palestine et qui, après avoir été abandonné par les autorités turques, a fini par couler en mer Noire avec presque tous ses passagers à bord. La répression britannique a provoqué une guerre ouverte entre la

puissance mandataire et les milices sionistes, l'Irgoun en particulier menant la danse dans l'utilisation de tactiques terroristes, telles que l'explosion de l'hôtel King David et l'assassinat du médiateur diplomatique suédois, le comte Bernadotte. La proposition de mettre fin au mandat britannique et de partitionner la Palestine entre Arabes et Juifs avait déjà été faite par la commission britannique Peel en 1937, car la « révolte arabe » et le mécontentement sioniste avaient clairement montré que le mandat britannique était à bout de souffle. Désormais, les deux principales puissances issues de la guerre mondiale, les États-Unis et l'URSS, considéraient qu'il était dans leur intérêt, pour leur expansion future, d'éliminer les anciennes puissances coloniales comme la Grande-Bretagne de la région stratégique du Moyen-Orient. En 1947, les deux pays votèrent en faveur de la partition au sein de l'ONU nouvellement créée, tandis que l'URSS fournissait au Yishouv un grand nombre d'armes via le régime stalinien en Tchécoslovaquie. Après avoir été largement étouffée par les Alliés pendant la guerre, la vérité sur les camps de concentration nazis faisait désormais surface et suscitait sans aucun doute beaucoup de sympathie pour le sort des millions de victimes et de survivants juifs, renforçant ainsi la détermination des sionistes à utiliser tous les moyens à leur disposition pour obtenir la création d'un État. Mais la dynamique sous-jacente à la formation de l'État d'Israël découlait du réalignement impérialiste de l'après-guerre et, en particulier, de la relégation de l'impérialisme britannique à un rôle purement secondaire dans le nouvel ordre.

... À Naqba

Comme pour la question des relations entre les nazis et les sionistes, les causes de la Naqba (qui, comme la Shoah, signifie catastrophe) constituent un champ de mines historique et surtout idéologique. La « guerre d'indépendance » de 1948 s'est soldée par la fuite de 750 000 réfugiés palestiniens de leurs foyers et l'extension des frontières du nouvel État d'Israël au-delà des zones initialement désignées par le plan de partition de l'ONU. Selon la version officielle sioniste, les réfugiés ont fui parce que l'alliance militaire arabe qui a lancé son offensive contre le jeune État juif a appelé les Palestiniens à fuir les zones touchées par les combats afin de pouvoir revenir une fois le projet sioniste écrasé. Il est sans doute vrai que les forces arabes, qui étaient en réalité mal équi-

pées et mal coordonnées, ont fait toutes sortes de déclarations grandiloquentes sur une victoire imminente et donc sur la possibilité pour les réfugiés de retourner rapidement chez eux. Mais des recherches ultérieures, notamment celles d'historiens israéliens dissidents comme Ilan Pappé, ont rassemblé une grande quantité de preuves indiquant une politique systématique de terreur menée par le nouvel État israélien envers la population palestinienne, avec des expulsions massives et la destruction de villages, qui justifient le titre de l'ouvrage le plus connu de Pappé : *Le nettoyage ethnique de la Palestine* (2006).

Le massacre de Deir Yassin, un village situé non loin de Jérusalem, en avril 1948, perpétré principalement par l'Irgoun et le Lehi, et impliquant le meurtre de sang-froid de plus de 100 villageois, dont des femmes et des enfants, est l'atrocité la plus tristement célèbre du conflit de 1948. Elle a d'ailleurs été condamnée par l'Agence juive pour la Palestine et la Haganah, qui en ont imputé la responsabilité à des groupes armés « dissidents ». Bien que certains historiens israéliens continuent de nier qu'il s'agissait d'un massacre plutôt que d'une simple bataille¹¹, cet événement est généralement présenté comme une exception qui ne correspondait pas aux « normes morales élevées » des forces de défense israéliennes (une excuse que l'on entend sans cesse dans le cadre de l'offensive actuelle sur Gaza). En fait, le livre de Pappé démontre de manière convaincante que Deir Yassin était la règle plutôt que l'exception, puisque de nombreux autres villages et quartiers palestiniens –Dawayima, Lydda, Safsaf, Sasa, des quartiers entiers de Haïfa et de Jaffa, pour n'en citer que quelques-uns– ont subi des actes de terreur et de destruction similaires, même si le nombre de victimes dans chacun d'eux n'était

11. Voir par exemple Eliezer Tauber, *Deir Yassin : le massacre qui n'a jamais eu lieu*. Menachim Begin, ancien terroriste de l'Irgoun et plus tard Premier ministre d'Israël, a également présenté Deir Yassin comme une conquête militaire tout à fait légitime. Il a nié qu'il s'agissait d'un massacre, mais a admis qu'après l'attaque, « la panique s'était emparée des Arabes d'Eretz Israël. Le village de Kolonia, qui avait auparavant repoussé toutes les attaques de la Haganah, a été évacué pendant la nuit et est tombé sans autre combat. Beit-Iksa a également été évacué. [...] Dans le reste du pays également, les Arabes ont commencé à fuir dans la terreur, avant même d'entrer en conflit avec les forces juives. [...] La légende de Deir Yassin nous a particulièrement aidés à sauver Tibériade et à conquérir Haïfa », Begin, *The Revolt*, 1977

généralement pas aussi élevé. L'Irgoun et le Lehi ont clairement exprimé leur motivation pour attaquer Deir Yassin : non seulement pour prendre le contrôle d'un site stratégique, mais surtout pour semer la panique parmi toute la population palestinienne et la convaincre qu'elle n'avait aucun avenir dans l'État juif. Cette attaque « exemplaire » et d'autres similaires contre des villages palestiniens ont certainement atteint leur objectif, accélérant l'exode massif de réfugiés qui craignaient, à juste titre, de subir le même sort que les villageois de Deir Yassin. L'historien israélien Benny Morris a écrit dans *The Birth of the Palestinian Refugee Problem* (1988) que Deir Yassin « a probablement eu l'effet le plus durable de tous les événements de la guerre en précipitant la fuite des villageois arabes de Palestine ». La responsabilité du massacre ne peut pas non plus être imputée uniquement aux gangs d'extrême droite. La Haganah, y compris les unités d'élite du Palmach, a apporté son soutien à l'opération et n'a rien fait pour empêcher le massacre des civils¹². Loin du front, Ben Gourion et les dirigeants du nouvel État coordonnaient toutes les actions militaires visant à neutraliser « les zones habitées par les Arabes et à élargir les frontières de l'État juif ».

Il y a eu beaucoup de débats sur le degré de coordination du plan visant à expulser autant d'Arabes que possible au-delà de ces frontières, souvent centré sur le soi-disant « plan Dalet », qui se présentait comme une stratégie de défense de l'État juif, mais qui impliquait certainement précisément le type d'actions « offensives » contre les zones habitées par les Arabes palestiniens qui ont eu lieu avant et pendant l'invasion par les armées arabes. Mais le fait que l'exode massif des Arabes palestiniens en 1948 ait coïncidé exactement avec les intérêts de l'État sioniste est certainement confirmé par le fait que tant de villages détruits (y compris Deir Yassin lui-même) sont immédiatement deve-

nus des colonies juives ou ont disparu, et que les anciens résidents n'ont jamais été autorisés à revenir.

Ce n'est pas un hasard si l'expulsion massive des Palestiniens a coïncidé avec les terribles massacres intercommunautaires qui ont eu lieu en Inde et au Pakistan à la suite d'une autre partition de l'empire britannique, ou si la guerre en ex-Yougoslavie dans la première moitié des années 90 a rendu courant le terme « nettoyage ethnique ». Comme l'avait prédit Rosa Luxemburg, toute la période de décadence capitaliste a montré que le nationalisme – même, et peut-être surtout, lorsqu'il s'agit du nationalisme d'un groupe qui a subi les persécutions les plus horribles – ne peut atteindre ses objectifs qu'en opprimant davantage d'autres groupes ethniques ou minorités.

L'État sioniste au service de l'impérialisme

L'État d'Israël est donc né avec le péché originel de l'expulsion d'une grande partie de la population arabe de Palestine. Son affirmation selon laquelle il serait « la seule démocratie du Moyen-Orient » a toujours été contredite par cette simple réalité : bien qu'il ait accordé le droit de vote aux Arabes qui sont restés dans les frontières initiales de l'État d'Israël, le « caractère juif de l'État » ne peut être maintenu que tant que les citoyens arabes restent minoritaires ; et, dans la même logique, depuis 1967, Israël règne sur la population arabe de Cisjordanie sans aucune intention de lui accorder la citoyenneté israélienne. Mais mis à part cela, l'existence même de la plus pure démocratie bourgeoise n'a jamais signifié la fin de l'exploitation et de la répression de la classe ouvrière, et en Israël, cela s'applique non seulement aux prolétaires arabes, mais aussi aux travailleurs juifs israéliens, dont les luttes pour les revendications de classe se heurtent toujours au « mur de fer » du syndicat d'État, l'Histradut (voir ci-dessous). Sur le plan extérieur, l'engagement déclaré d'Israël en faveur de la démocratie et même du « socialisme », qui étaient les justifications idéologiques préférées de l'État sioniste jusqu'à la fin des années 1980, n'a jamais empêché Israël de maintenir des liens très étroits, y compris en matière d'aide militaire, avec les régimes les plus manifestement « antidémocratiques » et ouvertement racistes, comme l'Afrique du Sud sous l'apartheid et la junte argentine meurtrière – mais aussi antisémite – après 1976. Avant tout, Israël a toujours été disposé à assouvir ses propres appétits impérialistes en étroite collabora-

tion avec l'impérialisme dominant de l'après-guerre : les États-Unis. Israël a participé à l'aventure de Suez en 1956 menée par les anciennes puissances impérialistes que sont la Grande-Bretagne et la France, mais après cela, il s'est résigné à devenir le gendarme des États-Unis au Moyen-Orient, notamment lors des guerres de 1967 et 1973, qui étaient en substance des guerres par procuration entre les États-Unis et l'URSS pour la domination de la région.

Depuis les années 1980, Israël est de plus en plus sous l'emprise de gouvernements de droite qui ont largement abandonné le vieux verbiage démocratique et socialiste de la gauche sioniste. Sous Begin, Sharon et surtout Netanyahu, la justification du maintien d'Israël en tant que puissance militariste et expansionniste à part entière tend à reposer presque exclusivement sur des références à l'Holocauste et à la lutte pour la survie des Juifs dans un océan d'antisémitisme et de terrorisme. Et il y a eu beaucoup à justifier, depuis la facilitation du massacre des Palestiniens dans les camps de réfugiés de Sabra et Chatila au Liban par les milices phalangistes en 1982 jusqu'aux bombardements répétés de Gaza (2008-2009, 2012, 2014, 2021) qui ont précédé sa destruction totale d'aujourd'hui. La barbarie irrationnelle qui se déroule aujourd'hui sous nos yeux à Gaza conserve son caractère impérialiste, même si, dans le contexte mondial du « chacun pour soi », Israël n'est plus le serviteur fiable des intérêts américains qu'il était autrefois.

« La résistance anti-sioniste » Un prétexte pour un camp rival impérialiste

Les crimes de l'État israélien sont largement relatés dans les publications de la gauche et de l'extrême gauche capitaliste. Il en va moins de même pour les politiques répressives et réactionnaires des régimes arabes et des bandes de guérilleros qu'ils soutiennent, ainsi que des puissances impérialistes mondiales. Lors du conflit de 1948, les massacres intercommunautaires qui avaient marqué les années 1929 et 1936 ont également refait surface. En représailles à Deir Yassin, un convoi se dirigeant vers l'hôpital Hadassah de Jérusalem, gardé par la Haganah mais transportant principalement des médecins, des infirmières et des fournitures médicales, a été pris en embuscade. Le personnel médical et les patients ont été massacrés, ainsi que les combattants de la Haganah. De telles actions révèlent l'intention meurtrière des armées arabes qui visaient à

12. Il convient de souligner que l'intervention du village voisin de Givat Shaul, où vivait un groupe de juifs haredim (ultra-orthodoxes) qui entretenaient de bonnes relations avec les habitants de Deir Yassin, a joué un rôle déterminant dans l'arrêt des massacres. Lorsque les Haredim ont appris ce qui se passait à Deir Yassin, ils se sont précipités vers le village arabe, dénonçant les tireurs sionistes comme des voleurs et des meurtriers, et ont exigé – et semblent avoir obtenu – la fin immédiate du massacre. Il existe un fossé moral énorme entre cette intervention et les activités des « sionistes religieux » au sein du gouvernement israélien actuel.

écraser le nouvel État sioniste. Pendant ce temps, la monarchie hachémite de Transjordanie, à la suite d'un accord secret avec les Britanniques, a montré sa profonde préoccupation pour la création d'un État palestinien en annexant la Cisjordanie et en se rebaptisant simplement Jordanie. Comme en Égypte, au Liban, en Syrie et ailleurs, la majorité des réfugiés palestiniens qui avaient fui vers la Cisjordanie ont été entassés dans des camps, maintenus dans la pauvreté et utilisés pour justifier leur conflit avec Israël. Sans surprise, la misère infligée à la population réfugiée non seulement par le régime sioniste qui l'avait expulsée, mais aussi par ses hôtes arabes, en a fait un élément hautement instable. En l'absence d'une alternative prolétarienne, les masses palestiniennes sont devenues la proie de bandes nationalistes armées qui avaient tendance à former un État dans l'État au sein même des pays arabes, souvent associées à d'autres puissances régionales à titre de force intermédiaire : le cas du Hezbollah au Liban en est un exemple évident. Dans les années 1970 et 1980, la montée en puissance de l'Organisation de libération de la Palestine en Jordanie et au Liban a conduit à des affrontements sanglants entre les forces de l'État et les bandes de guérilleros – les exemples les plus connus étant Septembre noir en Jordanie en 1970 et les massacres dans les camps de réfugiés de Sabra et Chatila au Liban en 1982 (perpétrés par les Phalanges libanaises avec le soutien actif de l'armée israélienne).

L'aile gauche du capital est tout à fait capable de dénoncer les « régimes arabes réactionnaires » du Moyen-Orient, d'exposer leurs fréquentes actions répressives contre les Palestiniens, mais cela n'a pas empêché les trotskistes, maoïstes et même certains anarchistes de soutenir ces mêmes régimes dans leurs guerres contre Israël ou les États-Unis, que ce soit en appelant à la victoire de l'Égypte et de la Syrie dans la guerre de 1973¹³ ou en se ralliant à la défense de l'« anti-

impérialiste » Saddam Hussein contre les États-Unis en 1991 ou 2003. Mais la spécialité de l'extrême gauche est le soutien à la « résistance palestinienne », et cela est resté constant depuis l'époque où l'OLP proposait de remplacer le régime sioniste par un « État démocratique laïc où Arabes et Juifs jouiraient de droits égaux » et que le Front démocratique populaire pour la libération de la Palestine (PDLFP), plus à gauche, parlait du droit à l'autodétermination de la nation hébraïque, jusqu'aux organisations djihadistes actuelles comme le Hamas et le Hezbollah qui ne cachent pas leur désir de « jeter les Juifs à la mer », comme l'a dit un jour le chef du Hezbollah, Nasrallah. En fait, la résistance palestinienne « marxiste » des années 70 et 80 n'a pas hésité à mener des attentats à la bombe aveugles en Israël et à assassiner des civils, comme en 1972 lorsque le groupe Septembre noir a tué les 11 athlètes israéliens qu'il avait pris en otage, ou lors du massacre de l'aéroport de Lod perpétré la même année par l'Armée rouge japonaise au nom du Front populaire de libération de la Palestine. Le recours à de telles méthodes n'a jamais dérangé les trotskistes, qui invoquent souvent l'excuse utilisée par le SWP après le raid du Hamas du 7 octobre 2023 : « *le peuple palestinien a tout à fait le droit de répondre comme il l'entend à la violence que l'État israélien lui inflige chaque jour.* »¹⁴

L'aile gauche du capitalisme ne s'est pas non plus inquiétée du fait que « l'anti-impérialisme » des mouvements nationalistes palestiniens ait dès le début signifié la recherche d'alliances avec d'autres puissances impérialistes dont les intérêts sordides entrent en conflit avec ceux d'Israël ou des États-Unis. Des efforts du Mufti pour obtenir le soutien de l'impérialisme italien et allemand dans les années 30, à Yasser Arafat courtisant l'URSS ou George Habash du FPLP se tournant vers la Chine de Mao, en passant par « l'axe de la résistance » qui relie le Hamas et le Hezbollah à l'Iran et aux Houthis, sans oublier les autres groupes de « libération » directement créés par des régimes comme la Syrie et l'Irak, le nationalisme palestinien n'a jamais fait exception à la règle selon laquelle la libération nationale est impossible à l'époque de la décadence capitaliste, n'offrant rien de plus que le

remplacement d'un maître impérialiste par un autre.

Mais dans cette continuité, il y a également eu une évolution, ou plutôt une dégénérescence supplémentaire qui correspond à l'avènement de la phase finale de la décadence capitaliste, la phase de décomposition, marquée par une nette augmentation de l'irrationalité tant au niveau idéologique que militaire. Le remplacement des mystifications démocratiques et « socialistes » dans l'idéologie du nationalisme palestinien par le fondamentalisme islamique et l'antisémitisme ouvert – la charte du Hamas fait largement et directement référence aux Protocoles des Sages de Sion, un pamphlet sur le complot juif pour la domination mondiale fabriqué par la police secrète tsariste – reflète cette irrationalité au niveau de la pensée et des idées. Dans le même temps, l'action du 7 octobre, génocidaire dans sa volonté de tuer tous les Juifs qui se trouvaient à sa portée, mais aussi suicidaire dans la mesure où elle ne pouvait que provoquer un génocide encore plus dévastateur de Gaza elle-même, révèle la logique autodestructrice et de la terre brûlée de tous les conflits interimpérialistes actuels.

Et bien sûr, la montée du djihadisme va de pair avec la domination croissante de la politique israélienne par la droite sioniste ultrareligieuse, qui revendique le droit divin de réduire Gaza en ruines, envoie ses sbires bloquer l'approvisionnement alimentaire de Gaza et vise à remplacer toute la population arabe palestinienne de Gaza et de « Judée-Samarie » (Cisjordanie) par des colonies juives. La droite religieuse en Israël est le visage sinistre de la manipulation de longue date par le sionisme des rêves des prophètes bibliques. Mais pour les marxistes comme Max Beer, les meilleurs prophètes étaient le produit de la lutte des classes dans le monde antique, et bien que leurs espoirs pour l'avenir fussent enracinés dans la nostalgie d'une forme primitive de communisme, ils aspiraient néanmoins à un monde sans pharaons ni rois, et même à l'unification de l'humanité au-delà des divisions tribales¹⁵. L'appel des sionistes religieux à l'anéantissement de la Gaza arabe et à l'application par l'État des divisions religieuses/ethniques ne fait que montrer à quel point ces rêves anciens ont été piétinés dans la boue sous le règne du capital.

Trouver la sortie du labyrinthe idéologique

15. Studies in historic Materialism

13. Les trotskistes « orthodoxes » qui publiaient *Red Weekly* (12 octobre 1973) affirmaient que dans cette guerre « *les objectifs des classes dirigeantes arabes ne sont pas les mêmes que les nôtres* », mais que « *le soutien à l'effort de guerre égypto-syrien est obligatoire pour tous les socialistes* » ; les précurseurs du SWP, les trotskistes moins orthodoxes d'International Socialism (n° 63), ont insisté sur le fait que, puisque Israël était le gendarme des États-Unis, « *la lutte des armées arabes contre Israël est une lutte contre l'impérialisme occidental* ». Voir *La guerre israélo-arabe et les barbares sociaux de la « gauche »* dans *World Revolution* n° 1.

14. Voir en anglais sur notre site The SWP justifies Hamas slaughter, CCI (13/10/2023), citant l'article *Arm yourselves with the arguments: why it's right to back the Palestinian resistance* /

L'instrumentalisation de l'Holocauste et de l'antisémitisme par l'actuel gouvernement israélien est de plus en plus flagrante. Toute critique des politiques d'Israël à Gaza ou en Cisjordanie, même lorsqu'elle émane de personnalités respectables comme Emmanuel Macron ou Keir Starmer, est immédiatement assimilée à un soutien au Hamas. Le régime Trump aux États-Unis se présente également comme un adversaire intransigeant de l'antisémitisme et utilise cette fable pour faire passer ses politiques répressives contre les étudiants et les universitaires qui ont participé à des manifestations contre la destruction de Gaza. L'opposition de Trump à l'antisémitisme est bien sûr de la pure hypocrisie. Le « mouvement MAGA » entretient de nombreux liens avec un certain nombre de groupes ouvertement antisémites et fascistes, tandis que sa position « pro-israélienne » est largement alimentée par la droite chrétienne évangélique, dont le système de croyances « nécessite » le retour des Juifs à Sion comme prélude au retour du Christ et à l'Armageddon. Ce dont les évangéliques parlent généralement moins, c'est leur conviction qu'au cours de ces derniers jours, les Juifs auront le choix entre reconnaître le Christ ou mourir et brûler en enfer.

Et dans le même temps, la gauche antisioniste, bien qu'elle insiste sur le fait que l'antisionisme et l'antisémitisme sont deux choses totalement distinctes et que de nombreux groupes juifs, tant « socialistes » qu'« ultrareligieux », ont participé à des manifestations pour la « Palestine libre », ajoute de l'eau au moulin de la droite par son incapacité congénitale à dénoncer le soutien au Hamas, et par conséquent la haine pure et simple des Juifs, inscrite dans son ADN. De plus, lorsque la droite insiste sur l'augmentation de l'antisémitisme depuis le 7 octobre, elle n'a pas besoin d'inventer quoi que ce soit, car il y a effectivement eu un nombre croissant d'attaques contre des Juifs en Europe et aux États-Unis, y compris les meurtres et tentatives de meurtre qui ont eu lieu en Amérique en mai (Washington DC) et juin (Boulder, Colorado) 2025. La droite et l'establishment sioniste exploitent alors ces événements à fond, les utilisant pour justifier une action plus impitoyable de la part de l'État israélien. Et cela contribue à son tour à la propagation de l'antisémitisme. En 1938, Trotsky avait averti que l'émigration juive vers la Palestine n'était pas une solution à la vague d'antisémitisme qui balayait l'Europe et qu'elle pouvait en fait devenir un « piège sanglant pour plusieurs centaines de milliers de

Juifs »¹⁶. Aujourd'hui, Israël a tout pour être un piège sanglant pour plusieurs millions de Juifs ; et en même temps, les politiques de plus en plus meurtrières menées pour sa « défense » ont créé une nouvelle forme d'antisémitisme qui rend tous les Juifs responsables des actions de l'État israélien.

Il s'agit là d'un véritable labyrinthe idéologique dont on ne peut sortir en suivant les mystifications de la droite pro-sioniste ou de la gauche antisioniste. La seule issue à ce labyrinthe est la défense sans compromis de la perspective prolétarienne internationaliste, fondée sur le rejet de toutes les formes de nationalisme et de tous les camps impérialistes.

Nous ne nous faisons aucune illusion sur la faiblesse de cette tradition au Moyen-Orient. La gauche communiste internationale, seul courant politique internationaliste cohérent, n'a jamais eu de présence organisée en Palestine, en Israël ou dans d'autres parties de la région. En Israël, par exemple, l'exemple le plus connu d'une tendance politique opposée aux principes fondateurs de l'État, le Matzpen trotskiste et ses diverses ramifications, considérait que son devoir internationaliste était de soutenir l'une ou l'autre des différentes organisations nationalistes palestiniennes, en particulier les versions les plus gauchistes comme le PDFLP. Nous avons clairement indiqué que le soutien à une forme « opposée » de nationalisme n'a rien à voir avec une véritable politique internationaliste, qui ne peut se fonder que sur la nécessité d'unifier la lutte des classes au-delà de toutes les divisions nationales.

Néanmoins, la fracture sociale existe en Israël, en Palestine et dans le reste du Moyen-Orient, comme dans tous les autres pays. Contre les gauchistes qui considèrent les travailleurs israéliens comme de simples colons, comme une élite privilégiée qui profite de l'oppression des Palestiniens, nous pouvons souligner que les travailleurs israéliens ont lancé de nombreuses grèves pour défendre leur niveau de vie –qui est continuellement érodé par les exigences d'une économie de guerre extrêmement gonflée– et souvent en défiant ouvertement l'Histadrot. La classe ouvrière israélienne a annoncé sa participation à la reprise internationale des luttes après 1968 : lors des grèves qui ont éclaté en 1969, elle a commencé à former des comités d'action en dehors du syndicat officiel. Les grèves ont été menées par les

dockers d'Ashdod, qui ont été dénoncés dans la presse comme des agents du Fatah. En 1972, en réponse à la dévaluation de la livre israélienne et rejetant les appels de l'Histadrot à faire des sacrifices au nom de la défense nationale, les travailleurs ont manifesté pour obtenir des augmentations de salaire devant le siège du syndicat et ont livré des combats acharnés contre la police. La même année, en Égypte, notamment à Helwan, Port-Saïd et Choubra, une vague de grèves et de manifestations éclata en réaction à la hausse des prix et aux pénuries ; comme en Israël, cela conduisit rapidement à des affrontements avec la police et à de nombreuses arrestations. Comme en Israël, les travailleurs commencèrent à former leurs propres comités de grève en opposition aux syndicats officiels.

Dans le même temps, les étudiants de gauche et les nationalistes palestiniens qui ont commencé à participer aux manifestations ouvrières réclamant la libération des grévistes emprisonnés ont fait « des déclarations de soutien au mouvement de guérilla palestinien, exigeant la mise en place d'une économie de guerre (y compris un gel des salaires) et la formation d'une « milice populaire » pour défendre la « patrie » contre l'agression sioniste... Ces événements mettent en évidence l'antagonisme total entre les luttes de classe et les « guerres de libération nationale à l'époque impérialiste »¹⁷. En 2011, lors des manifestations et occupations de rue contre les coupes dans les aides sociales et le coût élevé de la vie, des slogans visant Netanyahu, Moubarak et Assad comme ennemis communs ont été scandés, tandis que d'autres soulignaient que les Arabes comme les Juifs souffraient du manque de logements décentes. Des efforts ont également été faits pour développer des discussions qui transcendaient les divisions entre Juifs, Arabes et réfugiés africains¹⁸. En 2006, des milliers de fonctionnaires de Gaza se sont mis en grève pour protester contre le non-paiement des salaires par le Hamas.

Tous ces mouvements révèlent implicitement la nature internationale de la lutte des classes, même si ses manifestations dans cette région ont longtemps été profondément entravées par les

17. *World Revolution* 3, "Class struggle in the Middle East".

18. *Révoltes sociales en Israël : Moubarak, Assad, Netanyahu : tous pareils !*,

16. Leon Trotsky On the Jewish Problem

Quand on tombe dans le piège de la lutte pour la démocratie bourgeoise contre le populisme ...

En août 2024, avant même l'élection de Donald Trump à un second mandat présidentiel, le CCI a proposé à d'autres groupes de la Gauche communiste la réalisation d'un appel commun¹ contre les tentatives croissantes de la bourgeoisie de mobiliser la population derrière le faux choix entre : être opprimé par des gouvernements libéraux démocratiques ou par des gouvernements populistes de droite. Cet appel visait à renforcer la dénonciation des mensonges et des fausses alternatives de la démocratie bourgeoise que seule la Gauche communiste est capable de prendre en charge de manière cohérente et intransigeante.

Malheureusement, cet appel du CCI a été rejeté par la quasi-totalité des groupes auxquels il était destiné, tout comme l'avait été par la plupart des groupes de la Gauche communiste un appel similaire pour une déclaration internationaliste commune contre la guerre impérialiste en Ukraine en février 2022. Aujourd'hui, un an plus tard, l'appel du CCI contre les campagnes démocratiques n'a rien perdu de sa pertinence en tant qu'expression politique de la Gauche communiste. Au contraire, il est encore plus pertinent !

Six mois après le retour de Trump au pouvoir, les attaques contre la classe ouvrière n'ont cessé de se renforcer : expulsions et détentions militarisées massives de travailleurs immigrés, coupes massives dans les prestations sociales et de santé, plus de 150 000 suppressions d'emplois dans la fonction publique fédérale... Une campagne à grande échelle a été lancée tant par l'aile « libérale » de la bourgeoisie que par les autoproclamés « socialistes » (Sanders, Ocasio-Cortez, etc.) – tous ceux qui sont alignés sur le Parti démocrate – pour mobiliser la population contre ces mesures. Non pas, bien sûr, pour mobiliser la classe ouvrière contre ces attaques, mais pour empêcher une telle mobilisation de se développer. La propagande des libéraux et de la gauche présente les attaques de la droite populiste non pas comme le fruit du système capitaliste dans son ensemble, dont ils sont également responsables, mais comme le résultat du mépris populiste des règles démocratiques, du mépris de Trump pour « l'État de droit », d'un manque de respect pour l'indépendance du pouvoir

judiciaire bourgeois, pour le caractère sacré de la Constitution américaine et pour toutes les autres innombrables façades humanitaires qui dissimulent la dictature du capital sur le travail. L'objectif ainsi poursuivi était l'orchestration de mouvements massifs de protestation non pas pour proposer une réponse de la classe ouvrière, sur le terrain de ses propres intérêts de classe, contre toutes les fractions de la bourgeoisie (de droite comme de gauche), mais pour contenir et détourner la révolte vers une défense de l'État « démocratique » contre ses déviations populistes. Et cela a porté ses fruits.

La résistance au régime de Trump aux États-Unis s'est caractérisée par les protestations patriotiques de nombreux fonctionnaires fédéraux contre les licenciements massifs orchestrés par le Département de l'efficacité gouvernementale (DOGE) d'Elon Musk, par la révolte sur le terrain de la « démocratie » et du « Droit » bourgeois contre les expulsions massives de travailleurs immigrés par l'Immigration and Custom Enforcement (ICE), et enfin par la défense humanitaire du nationalisme palestinien contre le soutien de Trump au massacre d'innocents à Gaza par Israël.

Et ces actions de protestation démocratique ont eu tendance à se répercu-

ter dans d'autres pays, car l'élection de Trump a participé à accroître la polarisation au sein de la bourgeoisie d'autres pays entre les factions populistes et démocratiques au cours de l'année 2025. En Corée du Sud, les factions démocratiques ont mobilisé d'énormes manifestations contre la tentative de coup d'État du président Yoon Suk-yeol. En Turquie, des foules massives sont descendues dans les rues pour « défendre la démocratie turque » en soutien au leader de l'opposition contre les diktats autocratiques du président Erdogan. En Serbie, il y a également eu des manifestations démocratiques de masse contre la corruption du président Vucic. Des mouvements similaires, plus ou moins importants mais reflétant la même motivation, ont eu lieu dans la plupart des autres pays.

Quelle doit être la politique de la classe ouvrière, seule force objectivement intéressée et capable de renverser le système social moribond actuel, face à ces mouvements souvent massifs de la population ? Et quel est donc le rôle de la fraction la plus avancée de la classe ouvrière, dont la tâche est de formuler une orientation pour l'ensemble de la classe ?

Les communistes doivent clairement dénoncer les attaques aussi bien démocratiques que populistes de la bourgeoisie et mettre en garde la classe ouvrière contre le danger de se mobiliser derrière ce qui relève, en réalité, de luttes entre différentes fractions de la classe dirigeante. Ils doivent appeler les travailleurs à lutter sur leur propre terrain, pour la défense de leurs propres intérêts contre la classe dirigeante dans son ensemble. Mais quelle tendance politique répond aujourd'hui à cette nécessité ?

Nous avons posé la même question dans notre Appel : « Quelles sont les forces politiques qui défendent réellement les intérêts de la classe ouvrière contre les attaques croissantes de la classe capitaliste ? Pas les héritiers des partis sociaux-démocrates qui ont vendu leur âme à la bourgeoisie pendant la

1. « Pour un Appel de la Gauche communiste contre la campagne internationale en faveur de la démocratie bourgeoise », publié sur le site web du CCI et envoyé à l'ensemble des groupes de la Gauche communiste (2024).

Première Guerre mondiale et qui, avec les syndicats, ont mobilisé la classe ouvrière pour le massacre de plusieurs millions de personnes sous l'uniforme et dans les tranchées. Ni les derniers apologistes du régime "communiste" stalinien qui a sacrifié des dizaines de millions de travailleurs pour les intérêts impérialistes de la nation russe pendant la Seconde Guerre mondiale. Ni le trotskisme ou le courant anarchiste officiel qui, malgré quelques exceptions, ont apporté un soutien critique à l'un ou l'autre camp dans ce carnage impérialiste. Aujourd'hui, les descendants de ces dernières forces politiques se rangent, de manière "critique" derrière la démocratie bourgeoise libérale et de gauche contre la droite populiste pour contribuer à démobiliser la classe ouvrière.

Seule la Gauche communiste, bien que peu nombreuse, est restée fidèle à la lutte indépendante de la classe ouvrière au cours des cent dernières années. Lors de la vague révolutionnaire ouvrière de 1917-23, le courant politique dirigé par Amadeo Bordiga, qui dominait alors le Parti communiste italien, a rejeté le faux choix entre les partis fasciste et antifasciste qui avaient conjointement œuvré pour écraser violemment la poussée révolutionnaire de la classe ouvrière. Dans son texte "Le principe démocratique" de 1922, Bordiga a dénoncé la nature du mythe démocratique au service de l'exploitation capitaliste et du meurtre.

Dans les années 1930, la Gauche communiste a dénoncé les fractions de gauche et de droite de la bourgeoisie, fascistes ou antifascistes, qui préparaient le bain de sang impérialiste à venir. Lorsque la Seconde Guerre mondiale a éclaté, seul ce courant a pu maintenir une position internationaliste, appelant à la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile par la classe ouvrière contre l'ensemble de la classe capitaliste dans chaque nation. La gauche communiste a refusé le choix macabre entre le carnage démocratique ou fasciste, entre les atrocités d'Auschwitz ou d'Hiroshima ».

Aujourd'hui, le courant communiste de gauche reste minoritaire et « à contre-courant » de tous ces débris politiques issus de la période contre-révolutionnaire qui a duré quelque 50 ans après la défaite de la révolution d'Octobre. Mais la perspective d'une nouvelle offensive de la classe ouvrière contre le capitalisme mondial a ré-émergé avec la reprise de la crise économique capitaliste ouverte et le réveil massif de la lutte internationale de la classe ouvrière à la fin des années 1960. La perspective de la

reconstitution du parti communiste sur la base des positions de la Gauche communiste s'est alors de nouveau posée.

Le rejet de ces appels du CCI par la plupart des groupes de la Gauche communiste suggère que la majorité des groupes de cette tradition politique sont dans un état de sclérose et de dégénérescence, incapables qu'ils sont de reconnaître que leurs propres micro-partis font partie d'une tradition plus large, ni de percevoir l'importance, pour la classe ouvrière aujourd'hui et dans le futur, de l'intransigeance sur cette position contre la démocratie que la fraction italienne de la Gauche communiste a développée dans les années 1930. Par conséquent, la plupart de ces groupes sont incapables de la défendre de manière cohérente au sein de la classe ouvrière aujourd'hui comme à l'avenir, et tombent, en pratique, dans le discours opportuniste dominant de la gauche.

Ces groupes ont publié dans leur presse quelques articles et tracts en réponse aux campagnes et mouvements démocratiques actuels qui reflètent cette confusion. L'un d'entre eux en particulier est représentatif de leur vision et nous l'utiliserons pour mettre en évidence une illusion plus générale.

Tendance Communiste Internationale : Comment brouiller la distinction entre mouvements prolétariens et mouvements de défense de la démocratie bourgeoise

Un article du 22 juillet 2025 intitulé « Dans le sillage de la crise capitaliste : manifestations et émeutes – et la nécessité d'une expression indépendante de la classe » publié sur le site web de la TCI fait le point sur l'étendue des mobilisations en défense de la démocratie bourgeoise. L'article regrette ensuite que la classe ouvrière n'ait pas été capable de « s'affirmer comme une force politique indépendante dans ces manifestations » et propose comme solution que la classe ouvrière reprenne sa lutte à un niveau plus élevé et forme un parti communiste international pour relier cette lutte au renversement révolutionnaire du capitalisme. En outre, une lutte internationaliste contre la guerre impérialiste est nécessaire. Pour le moment, rien à remarquer.

Dans la description que fait l'article des grandes manifestations contre les attaques de la droite populiste dans divers pays au cours de l'année écoulée, est totalement absente cette réalité que

celles-ci ont été inspirées par la campagne démocratique menée par le reste de la bourgeoisie dans les principaux pays capitalistes – non pas, bien sûr, dirigées contre les attaques de la droite populiste contre les conditions de vie et de travail de la classe ouvrière, mais contre les « pratiques antidémocratiques » du populisme. Et c'est là une politique de la bourgeoisie pratiquée depuis au moins une décennie, depuis que le populisme est devenu une tendance politique dominante au sein des États bourgeois. De plus, l'article semble ignorer complètement que la bourgeoisie utilise depuis longtemps ses divisions politiques comme une arme idéologique contre son adversaire de classe prolétarien afin de le pacifier, de le détourner de son combat si possible et de noyer sa lutte révolutionnaire dans le sang, comme l'a brutalement démontré la contre-révolution menée par les sociaux-démocrates en Allemagne en 1919. Pourtant, la TCI est censée, s'inscrivant dans la tradition de la Gauche communiste, avoir tiré la leçon de la menace que la démocratie représentait pour le prolétariat. Nous examinerons plus loin cette tradition historique de rejet intransigeant de la démocratie par la Gauche communiste.

Or, son article est incapable d'identifier la nature bourgeoise de ces protestations démocratiques et passe sous silence la distinction essentielle que les révolutionnaires doivent faire entre les protestations démocratiques et les mouvements véritablement prolétariens : « *Au cours de l'année écoulée, nous avons assisté à certaines des plus grandes manifestations depuis des décennies dans plusieurs pays. Ces luttes n'avaient pas un caractère de classe clair et variaient considérablement en termes de revendications principales et de facteurs déclencheurs. Mais même si la classe ouvrière n'a pas dominé ces manifestations, une grande partie de la classe (et dans une certaine mesure les organisations ouvrières et les activités de grève) a clairement été en mouvement, et aucun aspect des conditions de vie des prolétaires n'est épargné par l'accélération de la crise du capitalisme. Nous décrirons brièvement ci-dessous certaines de ces manifestations, ce que nous considérons comme leurs limites et ce que nous pensons être la voie à suivre* ».

L'article relate ensuite les luttes en Corée du Sud, en Grèce, en Turquie, aux États-Unis et ailleurs, qui montrent en fait que, loin de ne pas avoir un « caractère de classe clair », elles se situent clairement, malgré la présence

de nombreux travailleurs en leur sein, sur le terrain de la défense des valeurs démocratiques bourgeoises contre « l'autoritarisme » et « la corruption » liés à la montée du populisme politique, et n'ont rien à voir avec la défense des intérêts propres des travailleurs en tant que classe.²

L'article omet donc de mettre en garde la classe contre le danger de toute implication dans ces manifestations. Au contraire, il suggère qu'il est possible de les faire « avancer » (vers quoi ?) en surmontant leurs prétendues limites.

L'article confirme cette erreur en concluant : « En résumé, on peut dire que ces luttes sont dirigées contre la corruption et un développement de plus en plus autoritaire, et contre un État qui ne fournit plus les services de base face à l'aggravation de la crise capitaliste. Il ne s'agit pas de luttes purement prolétariennes, mais il est clair que des éléments importants de la classe ouvrière y participent. Elles sont l'expression d'un mécontentement et d'une frustration généraux qui couvent sous la surface et qui doivent parfois exploser ».

Les récentes luttes démocratiques dans divers pays montrent qu'elles sont très loin d'être des luttes prolétariennes même « impures ». Elles montrent au contraire que le mécontentement général et la frustration de la population sont toujours anticipés ou récupérés par la bourgeoisie et noyés dans des mouvements mystificateurs visant à défendre la démocratie et à empêcher la lutte de classe, malgré la présence de nombreux éléments de la classe ouvrière en leur sein.

Pour être correct envers la TCI, il convient de souligner que l'article tire les leçons du Printemps arabe de 2011 en Égypte et souligne que ce mouvement de masse, malgré les grèves massives dans l'industrie textile, a été noyé dans l'océan pollué de la lutte pour la démocratie bourgeoise. Mais l'article ne parvient pas à appliquer cette leçon aux mouvements démocratiques de 2025.

Vu l'incapacité de l'article de la TCI à mettre en garde contre le danger de confondre la lutte prolétarienne avec

la lutte pour la démocratie, ou contre le danger d'agir comme s'il était possible de convertir un mouvement sur le terrain bourgeois en lutte prolétarienne, on comprend mieux pourquoi ce groupe a rejeté l'appel du CCI qui anticipait et adoptait une position claire contre les campagnes et les luttes démocratiques. Cet appel élimine effectivement la possibilité que de telles campagnes puissent être transformées en mouvements de classe.

Le rejet de l'appel par les autres groupes n'était pas dû à un désaccord avec la lettre de l'appel, mais avec son esprit : l'appel met en effet en évidence un fossé entre la Gauche communiste et toutes les autres tendances politiques (de l'extrême droite à l'extrême gauche) et empêche toute concession opportuniste à ces dernières.

De même, la TCI a rejeté l'appel internationaliste du CCI de 2022, non pas parce qu'elle était en désaccord avec les principaux arguments théoriques de cet appel, mais parce qu'en pratique, la TCI prétendait qu'il était possible de créer un mouvement internationaliste contre la guerre au-delà de l'intransigeance de la tradition de la Gauche communiste : une prétention qui a donné lieu au bluff de l'initiative « Not war but the class war ».

Les mobilisations démocratiques ne peuvent pas être transformées en mouvements prolétariens

L'idée que les mobilisations démocratiques actuelles seraient ambiguës ou fluctuantes dans leur nature de classe signifierait qu'elles pourraient, potentiellement, être transformées en mouvements prolétariens. Et la TCI n'a pas hésité à assumer cette logique infondée et erronée, même si les deux types de mouvements sont complètement antagonistes et incompatibles entre eux. Le sous-titre de l'article illustre parfaitement cette illusion : « *De la guerre de rue à la guerre de classe* ».

Un autre exemple se trouve dans un tract (11 juin 2025) de leur affilié américain, l'Internationalist Workers Group, contre l'offensive de l'ICE. Tout en soulignant que la présidence démocrate de Barack Obama avait expulsé plus d'immigrants que Trump, le tract déclare : « *Les travailleurs, partout, doivent être prêts à se défendre, à défendre leurs voisins et leurs collègues contre les raids de l'ICE. Des comités d'action de quartier aux luttes sur les lieux de travail en passant par les manifestations de masse, la lutte doit être menée par*

la classe ouvrière en utilisant son immense force ».³

Mais le tract omet de mentionner que la réponse de classe dans les quartiers aux raids de l'ICE avait déjà été sabotée bien à l'avance par le Parti démocrate, comme l'indiquent ces déclarations de soutien de ses représentants : « *Il [Trump] a déclaré la guerre. La démocratie est attaquée sous nos yeux.* » (Gavin Newsome, gouverneur de Californie) ; « *Nous sommes en guerre pour l'âme de notre pays, pour notre démocratie.* » (Dolores Huerta, ancienne responsable syndicale et militante des droits civiques) ; « *La protestation, menée pacifiquement, est le fondement de notre démocratie.* » (Andrew Ginther, maire de Columbus, Ohio) ; « *Nous défendons la démocratie, la justice et l'État de droit.* » (Conseil démocratique juif d'Amérique).

La lutte désespérée des travailleurs immigrés contre les actions militarisées de l'ICE aujourd'hui (une agence qui existe depuis l'attaque des tours jumelles en 2001) avait déjà été mise sur les rails de la défense de la démocratie américaine contre « l'illégalité » des mesures trumpiennes, et contre le mépris populiste des « droits de l'homme », contre le mépris pour les lois et les procédures démocratiques. Ces mêmes Lois qui dissimulaient auparavant la brutalité des expulsions d'immigrés illégaux par les Démocrates. En d'autres termes, les protestations contre l'ICE, aujourd'hui, ne sont pas une lutte de classe contre les attaques de l'État capitaliste envers les travailleurs immigrés, mais une campagne pour la légalité bourgeoise et la restriction par le « Droit » de la brutalisation des travailleurs immigrés.

Pourtant, le tract de la TCI appelle la classe ouvrière à prendre en main la lutte contre l'ICE, à la transformer en un mouvement de classe. Cela signifierait, si cela était actuellement possible, le rejet de toutes les divisions et frontières nationales et la confrontation non seulement avec le visage militarisé de l'État incarné par l'ICE, mais aussi avec son visage démocratique alternatif et ses « Droits ». Bref, cela signifierait un mouvement complètement différent sur un terrain de classe différent. Cela ne serait possible que si la classe ouvrière avait déjà développé à un niveau politique sa propre lutte de classe pour ses propres intérêts. Mais comme le reconnaissent le tract et l'article de la TCI,

2. Pour un compte-rendu complet, lire les deux articles suivants : Manifestation pour la défense de la démocratie aux États-Unis : « *La bourgeoisie tente d'enfermer la classe ouvrière dans le piège de l'antifascisme* » ; « *Corée du Sud, Serbie, Turquie... Les travailleurs ne doivent pas se laisser embarquer dans des mobilisations pour la défense de la démocratie bourgeoise* ».

3.. Against Deportation and Imperialism : No War but the Class War

cela est encore loin d'être une réalité.

Cependant, ni l'article ni le tract ne mentionnent les luttes salariales des travailleurs à l'échelle internationale au cours de l'année écoulée et depuis 2022 (y compris aux États-Unis), qui se sont développées sur un terrain de classe, qui se distinguent clairement des campagnes et mouvements démocratiques, et qui constituent la seule base pour la future lutte politique complètement différente du prolétariat en tant que mouvement autonome.

Une répétition d'autres erreurs opportunistes telles que celles commises dans le mouvement Black Lives Matter

Malheureusement, le tract et l'article de la TCI ne sont pas une erreur isolée, mais une répétition d'autres erreurs majeures commises par les groupes de la Gauche communiste, comme celle de la TCI (encore!) qui a imaginé que les émeutes et les manifestations « Black Lives Matter » contre le meurtre de George Floyd par la police, qui ont éclaté en 2020 pendant le premier mandat de Trump, étaient un mouvement de la classe ouvrière : « *En 1965, tout comme en 2020, la police tue, et la classe répond en défiant l'ordre social corrompu pour lequel elle assassine. La lutte continue* ». ⁴

La TCI a ajouté que le mouvement « ne va pas assez loin » et ne devrait pas soutenir le Parti démocrate. Mais cela n'a aucun sens si le mouvement va déjà dans la mauvaise direction ⁵. Cela a encore moins de sens quand on considère que les gauchistes, les spécialistes de l'affirmation que les mobilisations démocratiques peuvent, en effet, être « poussées plus loin », occupent déjà complètement ce terrain politique bourgeois et n'ont absolument pas besoin de l'aide de groupes communistes de gauche égarés !

Comme dans l'article sur les luttes démocratiques d'aujourd'hui, la TCI déclarait alors péremptoirement, sans se soucier de la situation concrète de la classe ouvrière que « *la rébellion urbaine doit être transformée en révolution mondiale* ».

4. On Minneapolis : Police Brutality & Class Struggle

5. Pour un compte rendu complet, lire "Les groupes de la Gauche Communiste face au mouvement Black Lives Matter : une incapacité à identifier le terrain de la classe ouvrière"

Origines et histoire de ce vœu pieux opportuniste sur les mobilisations démocratiques

L'appel du CCI contre les campagnes démocratistes se base sur l'acquis majeur de la fraction italienne, Bilan, dans les années 1930, pour lequel « luttes démocratiques » et « lutte prolétarienne » sont antagoniques, toute confusion sur cette question s'avérant fatale.

La position de Bilan peut être résumée de la sorte : Les expériences « démocratiques » depuis 1918 ont montré que la défense de la démocratie est une négation de la lutte de classe, étouffe la conscience du prolétariat et conduit son avant-garde à la trahison ; « *Le prolétariat trouve au contraire la raison de sa mission historique dans la proclamation du mensonge du principe démocratique, dans sa nature même et dans la nécessité de supprimer les différences de classe et les classes elles-mêmes* » (Fascisme - Démocratie : Communisme) ; Bilan n°13 - Novembre - Décembre 1934

La majorité de Bilan défendit ensuite cette opposition de principe contre l'idéologie démocratique au prix d'une scission avec une minorité de la fraction qui l'abandonna et partit combattre en Espagne en 1936 avec l'illusion que le conflit militaire de l'aile républicaine démocratique contre l'aile fasciste de la bourgeoisie était le précurseur d'une révolution prolétarienne plutôt que, comme la réalité le prouva, la préparation du massacre de la classe ouvrière dans une guerre impérialiste. La minorité de Bilan confirmait ainsi dans la pratique la position de Vercesi selon laquelle la défense de la démocratie conduit l'avant-garde prolétarienne à la trahison. Dans les années 1930, le rejet de l'antifascisme, c'est-à-dire le rejet de la défense de la démocratie bourgeoise, était le test décisif d'une tendance communiste. ⁶

Il est à noter que – sans devoir renier leur intervention aux côtés des républicains en Espagne – des membres de cette minorité de Bilan furent intégrés plus tard au sein du Parti communiste internationaliste (PCInt) qui est l'ancêtre de tous les groupes de la Gauche communiste qui ont refusé l'appel du CCI contre les campagnes démocratiques.

Le PCInt a été fondé en 1943 en Italie

6. Voir la brochure du CCI « La Gauche communiste italienne 1926-1945 », en particulier le chapitre « 1933-1939 Bilan, étapes importantes sur la voie de la défaite ».

en tant que parti internationaliste de la gauche italienne, mais il était très hétérogène sur le plan politique. De nombreux militants qui n'avaient pas rompu avec les positions frontistes et antifascistes ont afflué vers ce nouveau parti. Les fondements mêmes sur lesquels le parti a été créé comportaient toutes sortes d'ambiguïtés, ce qui signifiait que le parti constituait une régression politique par rapport aux positions de la Fraction avant la guerre, les positions de Bilan. Tout en restant dans le camp prolétarien au sens général, le PCInt n'a pas réussi à se démarquer des positions erronées de l'Internationale communiste, par exemple sur la question syndicale et la question de la participation aux campagnes électorales.

Seul le groupe de la Gauche communiste de France a su, pendant cette période, maintenir une position intransigeante contre la démocratie bourgeoise et poursuivre le travail politique de Bilan après la Seconde Guerre mondiale ⁷

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, le PCInt a développé une attitude ambiguë envers les groupes de partisans antifascistes en Italie – entièrement alignés sur la guerre impérialiste aux côtés des Alliés – qu'il pensait, en raison de la présence de travailleurs parmi eux, pouvoir en quelque sorte rallier à la révolution prolétarienne grâce à la participation du PCInt dans leurs rangs. ⁸

Lorsque le PCInt s'est scindé en 1952, cette confusion initiale autour de sa formation n'a pas été clarifiée par la suite, y compris par Battaglia Comunista (aujourd'hui la TCI), malgré ses critiques du bordiguisme lors de la scission. Il était donc inévitable que cette même attitude conciliante envers les luttes démocratiques continue à se manifester.

En 1989, avec la chute du mur de Berlin et l'effondrement des régimes du bloc de l'Est, Battaglia a interprété à tort la colère de la population contre le régime honni de Nicolae Ceausescu en Roumanie comme une « *véritable insurrection populaire* », alors qu'en réalité, la population se mobilisait

7. Pour davantage d'information à propos de ce groupe dont le CCI est directement issu, lire : « *À l'origine du CCI et du BIPR, I – La fraction italienne et la gauche communiste de France* ». Revue internationale n° 90.

8. « Les ambiguïtés sur les « partisans » dans la constitution du parti communiste internationaliste en Italie » ; Revue Internationale n° 8

Contribution à une histoire du mouvement ouvrier en Egypte

Après le Sénégal et l'Afrique du Sud, nous traitons, dans une nouvelle série, de l'histoire du mouvement ouvrier en Égypte. Cette nouvelle contribution poursuit le même but principal que les précédentes : fournir des éléments attestant la réalité bien vivante de l'histoire du mouvement ouvrier africain à travers ses combats contre la bourgeoisie..

L'émergence de la classe ouvrière en Égypte¹

Avec les débuts du développement du capitalisme en Égypte, le prolétariat manifeste sa présence dans les premières concentrations industrielles du pays. Comme le souligne l'auteur Jacques Couland :

« On sait que l'Égypte est un des premiers (de la région) à s'orienter dans le capitalisme. Tel est du moins l'appréciation générale portée sur l'expérience de Muhammad Ali dans la première partie du XIX^e siècle. Il y aurait donc eu décalage entre la précocité des premières tentatives de créer de nouveaux rapports de production et l'accès à des formes d'organisation significatives d'une prise de conscience des nouveaux rapports sociaux qui en découlent. Certains auteurs font en effet remonter l'apparition de la classe ouvrière égyptienne aux monopoles industriels d'État créés par Muhammad Ali. Arsenaux, chantiers navals, filatures et tissages auront regroupé en effet une trentaine de milliers de travailleurs dans une Égypte dont la population est estimée alors à moins de trois millions d'habitants. (...) Des estimations souvent contradictoires, retenons la plus propre (celle de Hassan Riad pour 1914), qui marque la fin d'une étape. On estime la main-d'œuvre urbaine employée à 728 000 unités, soit 32 % de la population urbaine (2 300 000 habitants) ; s'y ajoutent, à la campagne, 334 000 emplois non agricoles. Industrie, artisanat et construction occupent 212 000 travailleurs urbains (soit 29 % des emplois urbains) et 23 000 à la campagne. Selon une autre estimation, la concentration la plus importante est celle des chemins de fer avec une vingtaine de milliers de travailleurs dont le quart d'étrangers ».²

1. Lire Contribution à une histoire du mouvement ouvrier en Afrique, Revue internationale, N° 145, 2^e trimestre 2011

2. Jacques Couland, *Histoire syndicale et ouvrière égyptienne*, dans René Gallis-

Le processus ayant conduit à l'émergence, puis au développement, des forces productives en Égypte dans la deuxième moitié du 19^e siècle a vu la classe ouvrière constituer jusqu'à un tiers de la population urbaine, notamment comme conséquence du transfert d'une partie de la production du coton des États-Unis vers l'Égypte, alors que la guerre civile perturbait l'économie américaine. Il semble que la formation d'une partie de la classe ouvrière dans ce pays remonte aux monopoles industriels d'État sous l'ancien régime semi-féodal de Muhammad Ali.

La main d'œuvre ouvrière, nombreuse dans la construction (ports, chemins de fer, quais,) et dans la fabrication de tabac compte en son sein une proportion importante d'étrangers européens recrutée directement par le patronat industriel européen. C'est ce que confirmera par la suite la chronologie des affrontements de classes entre la bourgeoisie et la classe ouvrière où une minorité d'ouvriers d'origine européenne, anarchistes ou socialistes, a pu jouer un rôle important dans la politisation et le développement de la conscience au sein de la classe ouvrière en Égypte.

Une minorité d'éléments précurseurs du mouvement ouvrier en égypte

Elle résulte l'extension du capitalisme, comme l'indique la citation suivante :

« Présenter un tableau de l'histoire du radicalisme dans l'Égypte du début du XX^e siècle impose de ne pas se limiter aux réseaux arabes ou s'exprimer uniquement en arabe. Le Caire et Alexandrie étaient des villes cosmopolites, multiethniques et multilingues, et le socialisme et l'anarchisme ont trouvé beaucoup de sympathisants parmi les communautés méditerranéennes immigrées. Un des groupes les plus actifs était un réseau d'anarchistes composé

sot « Mouvement ouvrier, communisme et nationalismes dans le monde arabe », Éditions ouvrières, Paris 1978.

surtout (mais non exclusivement) de travailleurs et d'intellectuels italiens, dont le « QG » était Alexandrie, mais qui avait des contacts et des membres au Caire et ailleurs ».³

En Égypte il y avait aussi d'autres courants du mouvement ouvrier non anarchistes :

« Pour mémoire on note depuis le début du siècle des groupes socialistes arméniens, italiens, grecs, isolés cependant, avec l'apparition de tendances bolchevistes en leur sein vers 1905. On sait que c'est en 1913 que Salamah Musa publie un opuscule intitulé « Al-Ishtirakiya » (Le Socialisme), qui s'apparente, malgré des hésitations théoriques, au fabianisme. Mais le marxisme a atteint aussi ces rivages. Les recherches ont permis de retrouver un article anonyme de lecteur paru en 1890 dans « Al-Mu'ayyid » sous le titre « L'Économie politique » et qui dénote d'une bonne connaissance des travaux de Marx. Mais si ce jalon ne mérite d'être indiqué qu'à titre de curiosité, il n'en est pas de même du livre d'un jeune instituteur de Mansurah, Mustafa Hasanayni : « Tarikh al-Madhahib al-Ishtirakiyah » (Histoire des principes socialistes), retrouvé en 1965 et dont la date de parution est aussi de 1913 ; la documentation y est plus ample et plus précise (tableaux de l'influence des différents partis socialistes) ; l'assimilation du marxisme plus évidente tel que cela ressort du programme à long terme proposé pour l'Égypte » (J. Couland, Ibid).

Ainsi, à côté des courants anarchistes, existaient d'autres courants ou individus de la gauche marxiste dont certains étaient influencés par le parti bolchevik. On peut penser que nombre d'entre eux purent se trouver à la tête de ceux qui décidèrent de quitter le PSE (Parti socialiste égyptien) pour former le PCE (Parti communiste égyptien) et adhérer à la III^e Internationale en 1922. Ainsi, en Égypte, les conditions étaient réunies pour la participation du prolétariat égyptien à la vague de luttes révolutionnaires des années 1917-23.

3. Ilham Khuri-Makdisi : Intellectuels, militants et travailleurs : La construction de la gauche en Égypte, 1970-1914, Cahiers d'histoire, Revue d'histoire critique, 105-106, 2008.

C'est dans un tel contexte que des ouvriers, égyptiens et immigrés d'origine européenne, participèrent activement aux premiers mouvements de lutte sous l'ère du capitalisme industriel en Égypte dominé par les Européens.

Premiers mouvements revendicatifs de lutte (1882-1914)

La première expression de lutte revendicative se situe dans un contexte où les conditions de travail de la classe ouvrière en émergence, particulièrement pénibles, sont propices au développement de la combativité.

Les salaires étant très bas et les heures de travail pouvant aller jusqu'à 17 heures par jour. Ce sont les dockers qui, les premiers, montrent l'exemple en partant fréquemment en grève entre 1882 et 1900 pour des augmentations de salaire et l'amélioration de leurs conditions de vie, suivis progressivement par les ouvriers d'autres branches si bien que, de fait, les grèves furent permanentes durant les 15 années qui ont précédé la Première Guerre mondiale. Au-delà des salaires et des conditions de travail, les ouvriers luttèrent pour des réformes en leur faveur, notamment la possibilité de se doter d'associations ou de syndicats pour se défendre.

En 1911, les cheminots du Caire ont pu, entre autres avantages, créer leur propre syndicat « *L'Association des ouvriers des dépôts de chemins de fer du Caire* ».

Par sa lutte, le prolétariat égyptien put arracher des réelles réformes. Entre 1882 et 1914 il a dû faire l'apprentissage de la lutte de classe face à la dureté des conditions de travail et de vie imposées par les capitalistes européens détenant les moyens de production en Égypte et aussi responsables du recrutement de la main-d'œuvre, de l'organisation du travail dans les entreprises. Cela se traduisit par une pratique de ségrégation entre ouvriers égyptiens et européens en accordant des « avantages » aux seconds et non aux premiers, choix stratégique et délibéré du patronat pour diviser les luttes. C'est ainsi que les premiers mouvements de grève (en 1882 et en 1896) furent déclenchés par les ouvriers égyptiens. Par ailleurs, en 1899 et en 1900 les ouvriers italiens partirent eux aussi seuls en grève (sans les égyptiens).

Cependant très vite le prolétariat en Égypte, conscient d'être exploité, a manifesté sa combativité et, à certains moments, sa solidarité entre ouvriers de toutes nationalités, notamment lors de la

fameuse grève des ouvriers des usines de fabrication de cigarettes, mêlant égyptiens et européens d'origine.

La première expression de lutte ouverte de la classe ouvrière s'est produite, la même année (1882) que l'occupation de l'Égypte par l'impérialisme anglais. Certains historiens ont voulu y voir l'expression d'une résistance au colonialisme anglais, autrement dit une forme de défense de la « nation égyptienne » comme un tout, réunissant classes exploiteuses et classes exploitées, la classe ouvrière s'alliant avec sa « bourgeoisie progressiste » (égyptienne) contre le colonialisme et les forces réactionnaires en vue de la création d'une nouvelle nation. L'histoire a montré les limites d'une telle théorie avec l'entrée définitive du capitalisme en décadence. En fait, la poursuite des mouvements de grève a largement montré que la classe ouvrière cherchait avant tout à se défendre contre les attaques des capitalistes détenteurs des moyens de production, quelle qu'en soit la nationalité. Néanmoins, comme l'ont illustré les luttes suivantes, le prolétariat égyptien n'a pas pu empêcher la pénétration en son sein d'idéologies nationalistes, notamment suite à la fondation en 1907 du parti « *Watani* » (national) égyptien affichant clairement sa détermination de s'appuyer sur le mouvement ouvrier pour renforcer son influence.

Toujours est-il que, c'est au cours de ce combat que la classe ouvrière égyptienne a pu développer son identité propre, celle d'une classe associée entre producteurs exploités, originaires ou non d'un même pays, de cultures différentes, comportant des italiens, des grecs, etc. En fait la trajectoire de la classe ouvrière en Égypte n'est pas différente, dans le fond, de celle d'autres fractions du prolétariat mondial, contraintes de vendre leur force de travail pour vivre et d'entrer en lutte collectivement contre la classe exploiteuse.

L'impérialisme britannique met à profit la guerre 14-18 pour briser les grèves ouvrières

L'éclatement de la guerre vint bouleverser les relations au sein de la classe dominante, en l'occurrence l'impérialisme britannique et les fractions de la bourgeoisie égyptienne. En effet, en tant que puissance coloniale, la Grande Bretagne décida d'instaurer un protectorat en Égypte fin 1914, imposant ainsi son autorité et ses options impérialistes aux fractions de la bourgeoi-

sie nationale égyptienne. C'est ainsi qu'elle décida de mettre sous son strict contrôle les partis et autres organisations sociales (syndicats), notamment le Parti « *Watani* » très présent en milieu ouvrier qui fut particulièrement ciblé par la répression et finalement dissout et ses principaux emprisonnés. Ce parti nationaliste avait été créé en 1907 dans la foulée des importants mouvements de grève précédant le déclenchement de la Première Guerre mondiale où le prolétariat égyptien luttait ardemment contre les cadences de production imposées par les entreprises et plus particulièrement celles détenues par des patrons européens.

Ce parti, avec un autre courant nationaliste *Wafd* (« *délégation* ») a joué un rôle central dans le détournement des luttes prolétariennes vers des revendications et perspectives nationalistes, et dans l'encadrement syndical des ouvriers. En d'autres termes ce parti parvint ainsi à désorienter bon nombre d'ouvriers inexpérimentés, n'ayant qu'une faible conscience de classe. Et pour mieux attirer à lui les ouvriers plus ou moins influencés par les idées socialistes, le leader de ce parti n'hésita pas à se réclamer des idées « travaillistes » se rapprochant ainsi de la droite de la Deuxième Internationale.

La classe ouvrière reprend la lutte dès la fin de la boucherie 14-18 mais se heurte aux appareils politiques de la bourgeoisie

L'instauration de l'état de guerre avec son lot de mesures répressives avait pour but d'empêcher ou réprimer les luttes. Le prolétariat égyptien, comme les autres de par le monde, avait été paralysé, dispersé. Malgré cela, certains secteurs ouvriers manifestèrent leur mécontentement en pleine guerre, notamment les travailleurs des manufactures de cigarettes d'Alexandrie qui se mirent en grève entre août et octobre 1917, et ceux du Caire en 1918. Mais bien sûr sans succès au vu du contexte particulièrement répressif. Cependant, dès la fin de la guerre, les luttes purent reprendre de plus belle. En effet, entre décembre 1918 et mars 1919, eurent lieu de nombreux mouvements de grève dans les chemins de fer, les entreprises de cigarette, les imprimeries, etc. Ces grèves ont été organisées en marge du Parti *Watani*.

Mais malgré leur volonté d'autonomie, les ouvriers se heurtèrent à la fois à la répression de la puissance coloniale

et au travail de sape des partis nationalistes (Watani et Wafd) très influents au sein de la classe ouvrière dont ils se disputaient le contrôle. De fait la classe ouvrière était contrainte, d'un côté, de lutter pour la défense de ses propres intérêts contre l'impérialisme britannique dominant toute la société, et de l'autre côté ne put éviter de « s'allier » avec les mêmes nationalistes, eux-mêmes victimes de la répression de la puissance coloniale. C'est ce qu'illustre la citation suivante:

« L'annonce de l'arrestation (le 8 mars) de la délégation (Wafd) constituée pour négocier avec les Britanniques fait l'objet d'une généralisation des grèves ouvrières et de leur participation avec les autres couches de la société aux grandes manifestations qui marquent les trois dernières semaines de mars. La grève des transports, relayée par l'action de sabotage des paysans, aura été d'une contribution importante pour entraver les déplacements des troupes anglaises. Pendant les mois qui suivent, le mouvement revendicatif et la constitution de syndicats se poursuivent. Le mouvement doit à sa force un premier succès, la constitution le 18 août 1919 d'une Commission de conciliation et d'arbitrage qui va favoriser de premiers contrats collectifs de travail, mais qui tend à nouveau à rendre nécessaire le recours aux avocats-conseillers. La préoccupation du Parti Watani (à influence déclinante) est de faire en sorte que les interventions ouvrières, à travers le Syndicat des industries manuelles, se limitent aux revendications nationales, l'installation de coopératives d'achats étant de nature selon lui à atténuer bien des difficultés. Mais le Wafd, qui s'affirme comme force politique, a mesuré l'importance des syndicats et s'efforce de les contrôler : « Ils sont une arme puissante à ne pas négliger », par leur capacité rapide de mobilisation à l'appel du mouvement national (...) Mais si ces concurrences doivent être notées ici, ce qui l'emporte à l'époque ce sont les tendances favorables à l'organisation des travailleurs sur des bases autonomes. Le centre de ce mouvement est à Alexandrie, à l'initiative d'une direction mixte de socialistes étrangers et égyptiens (arabes ou naturalisés comme Rosenthal) ayant perçu l'écho de la Révolution d'octobre 1917. » (J. Couland, Ibid.) Comme on peut le voir par la suite.

L'écho et l'influence de la révolution d'octobre 1917 sur la classe ouvrière en Égypte

La révolution de 1917 a eu incontestablement un écho au sein du mouvement ouvrier en Égypte notamment auprès des éléments politisés les plus conscients qui entrèrent dans un processus de rapprochement avec l'Internationale communiste. Et cela dans un contexte de grèves à répétition dans les entreprises et de luttes pour le contrôle des syndicats, opposant les fractions véritablement prolétariennes aux partis nationalistes égyptiens à savoir Watani et Wafd.

« Autour d'une fédération constituée au départ par les syndicats de cigarettes, des tailleurs et de l'imprimerie dès 1920, et non sans quelques reculs, se constitue finalement en février 1921 une Confédération générale du travail (CGT) groupant 3000 membres. (Puis à la même année) la fondation du Parti socialiste égyptien (PSE). La CGT s'affirme comme membre de l'Internationale syndicale rouge, tandis que le PSE lui-même décide d'adhérer à l'Internationale communiste en juillet 1922 et se transforme en Parti communiste égyptien (PCE) en janvier 1923. La scission d'un groupe d'intellectuels, dont Salamah Mussa, qui contestent cette évolution, n'entame pas le caractère nationalement égyptien du PCE dont les membres sont estimés à 1500 en 1924. » (J. Couland, Ibid.)

La transformation du PSE en PCE et l'adhésion de la CGT à l'Internationale syndicale rouge ont été des éléments de clarification et de décantation au sein du mouvement ouvrier égyptien. En effet, cela aboutit, d'une part, à l'installation d'une majorité d'ouvriers à la tête de la direction de la CGT et du PCE et, d'autre part, à la réaffirmation de la fraction de droite du PSE se situant sur des positions réformistes et nationalistes en opposition à l'Internationale communiste. Dès lors le combat fut engagé entre les forces révolutionnaires internationalistes et les forces réformistes en compagnie du capital national égyptien. Par ailleurs, pendant la période de décantation, les deux partis nationalistes Watani / Wafd décidaient de créer leurs propres syndicats en vue de concurrencer et de s'opposer frontalement aux syndicats affiliés à l'Internationale syndicale rouge. Et dans le même but ils menaient des violentes campagnes contre les organisations ouvrières communistes, comme le montre ainsi la déclaration Fahmi (chef syndicaliste de cette mouvance) devant

un groupe d'ouvriers : « il faut se méfier du communisme dont le « principe » est « la ruine (et) le chaos du monde ». Tandis que le parti Wafd dans sa brève présence au pouvoir en 1924 prit immédiatement des mesures de guerre contre le PCE et la CGT :

« La CGT qui abandonne le réformisme parlementariste est très active. Elle dirige des dizaines de grèves, mais il ne s'agit pas seulement d'établissements étrangers ; les établissements égyptiens ne sont pas épargnés. Les occupations d'usines dont tramways et cheminots avaient donné l'exemple avant-guerre sont fréquentes. Ce mouvement ne peut laisser indifférents les capitalistes égyptiens dont l'organisation se précise encore avec la création de la Banque Misr en 1920 et la Fédération des industries en 1922. Pas plus que le Wafd porté triomphalement au pouvoir par les électeurs et qui s'installe au gouvernement le 28 janvier 1924. La première mesure consiste à interdire par la force le congrès convoqué pour le 23 et 24 février 1924 à Alexandrie par le PCE. La seconde va être d'utiliser les occupations d'usines pour tenter de briser à la fois la CGT et le PCE. L'évacuation des usines est obtenue le 25 février à la société des huiles Ego-line d'Alexandrie, et encore, mais plus difficilement, les 3 et 4 mars aux usines Abu Sheib d'Alexandrie. Ce n'en est pas moins, dès début mars, le prétexte à une vague d'arrestation de dirigeants communistes et syndicaux, tous égyptiens, des perquisitions et saisies de documents. Les militants sont accusés de diffusion, entre le 10 octobre 1923 et le 1^{er} mars 1924, d'idées révolutionnaires contraires à la Constitution, d'incitation au crime et à l'agression contre les patrons. Leur procès se déroulera en septembre 1924 et plusieurs d'entre eux seront condamnés à de lourdes peines. » (J. Couland, Ibid.)

Avec cet épisode répressif se jouait en réalité un tournant au niveau du rapport de force entre la classe ouvrière et la bourgeoisie en faveur de cette dernière, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. En effet en Égypte même, de par sa combativité en réaction à la dégradation de ses conditions de vie, le prolétariat égyptien finit par coaliser contre lui, d'une part, les partis nationalistes (Watani/Wafd) et, d'autre part, l'ensemble de la bourgeoisie égyptienne et anglaise subissant les assauts des grèves durant cette période. À l'extérieur, la contre-révolution était déjà en marche dès 1924. Dès lors la classe ouvrière égyptienne, dans l'impossibilité de s'appuyer sur

des organisations véritablement prolétariennes, ni sur la Troisième Internationale qui ne faisait que subir défaite sur défaite tout le long de la période contre-révolutionnaire, aussi bien sous la domination coloniale britannique que sous le règne de la bourgeoisie égyptienne devenue « indépendante » (en 1922).

La Troisième Internationale face au mouvement ouvrier égyptien dans les années 1920

Nous avons vu que l'avant-garde de la classe ouvrière égyptienne en formation, luttant face à des conditions de vie très difficiles, finit par se rapprocher du mouvement ouvrier international en adhérant à l'Internationale communiste et rompant ainsi avec les éléments réformistes et nationalistes de l'ancien parti (PSE). Dans cette période où la classe ouvrière, confrontée à des conditions de vie très difficiles commençait à se forger une identité de classe, la Troisième internationale s'engageait dans un cours opportuniste notamment dans sa politique avec les nouveaux partis communistes de l'Orient –Moyen Orient. Le congrès de Bakou en constitua une illustration tragique qui marqua un recul manifeste de l'esprit internationaliste prolétarien et en conséquence une avancée flagrante de l'opportunisme comme l'illustre la citation suivante:

« Les beaux discours du congrès ainsi que les déclarations de solidarité entre le prolétariat européen et les paysans de l'Orient malgré beaucoup de choses correctes sur la nécessité des soviets et de la révolution, ne suffisaient pas à cacher le cours opportuniste vers un soutien sans discrimination aux mouvements nationalistes : « Nous faisons appel, camarades, aux sentiments guerriers qui animèrent les peuples d'Orient dans le passé, quand ces peuples, conduits par leurs grands conquérants, avancèrent sur l'Europe. Nous savons camarades, que nos ennemis vont dire que nous appelons à la mémoire de Genghis Khan et à celle des grands califes conquérants de l'Islam. Mais nous sommes convaincus qu'hier (dans le congrès-NDLR) vous avez sorti couteaux et revolvers non dans un but de conquête, non pour transformer l'Europe en cimetière. Vous les avez brandis, avec les ouvriers du monde entier, dans le but de créer une civilisation nouvelle, celle de l'ouvrier libre » (propos de Radek) ». Et le manifeste de ce congrès d'ajouter en conclusion une injonction aux peuples de l'Orient à se joindre « à la première réelle guerre sainte, sous la bannière rouge de l'Internationale

Communiste ». (*Les communistes et la question nationale 3ème partie. Revue internationale n° 42*)

Cet appel fut lancé depuis Bakou à tout l'Orient pour « se dresser comme un seul homme » sous la bannière de l'Internationale, faisait rentrer par la fenêtre le panislamisme qui avait été jeté par la porte au deuxième Congrès de l'Internationale et faisait surface, précédé en cela par le « Traité d'amitié et de fraternité » signé en 1921 entre l'URSS et la Turquie alors que le gouvernement de Mustapha Kemal massacrait les communistes turcs (*Les communistes et la question nationale 3ème partie. Revue internationale n° 42*). »

Les conséquences furent dramatiques : « Les résultats de tout cet opportunisme furent fatals pour le mouvement ouvrier. Avec la révolution mondiale qui s'enfonçait dans une défaite de plus en plus profonde et le prolétariat en Russie épuisé et décimé par la famine et la guerre civile, l'I.C. devint de plus en plus l'instrument de la politique extérieure des bolchéviks qui se trouvaient eux-mêmes dans le rôle d'administrateurs du capital russe. D'erreur très sérieuse dans le mouvement ouvrier, la politique de soutien aux luttes de libération nationale s'était transformée à la fin des années 20 en stratégie impérialiste d'une puissance capitaliste » (*Les communistes et la question nationale 3ème partie, Revue internationale n° 42*).

En effet dans les années qui suivirent le congrès de Bakou et tout le long des années 1930 la Troisième Internationale appliquait des orientations néfastes et contradictoires en direction des colonies, toujours inspirées par la défense des intérêts stratégiques de l'impérialisme russe. En clair, à la suite de ce congrès, l'orientation générale était : « Dans les colonies et les semi colonies les communistes doivent s'orienter vers la dictature du prolétariat et de la paysannerie qui se transforme en dictature de la classe ouvrière. Les partis communistes doivent par tous les moyens inculquer aux masses l'idée de l'organisation des soviets paysans ». (...)

« Le prolétariat international dont l'URSS est la seule patrie, le rempart de ses conquêtes, le facteur essentiel de son affranchissement international, a pour devoir de contribuer au succès de l'édification du socialisme en URSS et de la défendre contre les attaques des puissances capitalistes par tous

les moyens ». (*Thèses du VI^e Congrès, 1928*)

« Dans différents pays arabes, la classe ouvrière a joué et joue déjà un rôle toujours croissant dans la lutte de libération nationale (Égypte, Palestine, Irak, Algérie, Tunisie, etc.). Dans différents pays, les organisations syndicales de la classe ouvrière se constituent déjà ou se rétablissent après leur destruction, quoique pour la plupart elles se trouvent entre les mains des nationaux-réformistes. Les grèves et manifestations ouvrières, la participation active des masses ouvrières à la lutte contre l'impérialisme, certaines couches de la classe ouvrière qui s'éloignent des nationaux-réformistes, tout cela signale que la jeune classe ouvrière arabe est entrée dans la voie de la lutte pour remplir son rôle historique dans la révolution anti-impérialiste et agraire, dans la lutte pour l'unité nationale ».⁴

Ce cours opportuniste n'était autre que la contre-révolution stalinienne en marche dans l'Orient. C'est dans ce contexte, au lendemain du congrès de Bakou, que la classe ouvrière en Égypte devait lutter pour la défense de ses intérêts de classe, son avant-garde se faisant massacrer par les nationalistes égyptiens au pouvoir (Wafd) sans aucune réaction de l'IC, déjà prisonnière de sa politique de soutien aux mouvements nationalistes orientaux et arabes.

Mais Staline dû changer de ligne alors que nombre de partis nationalistes arabes échappaient à son contrôle en se tournant de plus en plus vers les puissances impérialistes concurrentes (Angleterre, France). Dès lors l'IC prit le parti de dénoncer « le national-réformisme » dans les rangs de la bourgeoisie arabe, incarné notamment par le parti Wafd. Celui-ci fut alors dénoncé par l'IC. pour « trahison », pour avoir supprimé le mot d'ordre « indépendance (nationale) » !

En fait cette « directive » de la III^e Internationale s'adressait au PC égyptien et au « Syndicat rouge » en leur ordonnant de mettre en œuvre cette « énième nouvelle orientation » afin de disputer aux traîtres « nationaux » alliés de « l'impérialisme anglais » le contrôle des syndicats égyptiens.

4. « Les Tâches des communistes dans le Mouvement national », dans *La Correspondance internationale*, n° 1, 4 janvier 1933, publiée par René Gallissot, Ibid.

L'impact croissant du nationalisme relayé par l'IC dégénéréscente

Cette situation confirme également que les syndicats étaient devenus des véritables instruments de contrôle de la classe ouvrière au service de la bourgeoisie. Autrement dit, entre le Congrès de Bakou et la fin de la Seconde guerre mondiale, la classe ouvrière égyptienne, bien que combative, était littéralement déboussolée, ballottée et encadrée par les forces contre-révolutionnaires staliennes et nationalistes égyptiennes.

L'I.C. dégénéréscente se mettait exclusivement désormais au service de l'impérialisme russe en appuyant et diffusant ses projets et politiques impérialistes et mots d'ordre comme « classe contre classe », « front de quatre classes », etc. Les conséquences de cette orientation et plus généralement de la contre-révolution stalinienne ont pesé profondément et durablement sur la classe ouvrière, en Egypte et dans le monde, en venant s'ajouter au poison du nationalisme des luttes de « libération nationale » dans lesquelles les luttes ouvrières furent longtemps dévoyées.

Le prolétariat égyptien est très représentatif d'une telle situation, ses rangs étant infestés depuis le milieu des années 20 par un grand nombre d'agents staliens chargés d'appliquer des orientations contre-révolutionnaires.

Cette même « doctrine » fut appliquée à la lettre par les staliens égyptiens qui qualifiaient systématiquement de « lutte de libération nationale » (ou « anti-impérialiste ») chaque mouvement de grève plus ou moins important dans une entreprise « étrangère » (dirigée par un européen) durant la période coloniale. Pour leur part, dès les années 1920/1930, les partis nationalistes égyptiens (Wafda et watani), avec leur stratégie de conquête du pouvoir, poussaient les ouvriers à la grève avant tout contre les sociétés étrangères implantées en Égypte tout en essayant d'épargner les compagnies nationales, avec plus ou moins de succès selon les épisodes. Plus significatif est le fait que certains historiens n'ont pas hésité à assimiler à des luttes de « libération nationale » les mouvements de grève qui avaient lieu au même moment que les soulèvements nationalistes contre l'occupation anglaise (1882, 1919 et 1922). En fait, les ouvriers

partaient au combat avant tout contre la dégradation de leurs conditions de travail et de vie, avant que leur lutte ne soit dévoyée aussitôt vers des revendications nationalistes, non sans résistance de certains d'entre eux.

Depuis la création du premier syndicat (reconnu) par les cheminots en 1911, la bourgeoisie a toujours cherché (et souvent réussi) à encadrer efficacement la classe ouvrière pour la détourner de son terrain de classe exploitée et révolutionnaire. Ainsi, au lendemain de sa création en 1907, le parti s'introduisit dans les rangs ouvriers et put se faire accepter comme nationaliste et « travailliste », en s'appuyant sur les syndicats, avant d'être rejoint dans cette entreprise par d'autres organisations bourgeoises (libérale, islamiste, stalinienne). Pourtant, malgré un tel acharnement de la bourgeoisie à vouloir l'empêcher de lutter sur son terrain de classe, la classe ouvrière a continué à lutter, certes avec énormes difficultés. C'est ce que nous pourrions voir dans la suite de cet article.

Lassou (janvier 2025)

... Allons nous vers une troisième ... (suite de la page 6)

« No Kings » contre Trump aux États-Unis, qui ont rassemblé encore plus ouvertement des millions de personnes sous la bannière de la défense de la démocratie bourgeoise contre l'autoritarisme démontrent le danger que représente la situation actuelle pour la classe ouvrière, qui risque d'être entraînée sur un faux terrain, et l'importance centrale des luttes défensives de la classe

ouvrière, des réactions à la crise économique sur le terrain prolétarien, car ces luttes sont la base indispensable pour que la classe ouvrière se reconnaisse comme une force sociale distincte, comme une classe pour elle-même. Et cela est à son tour le seul point de départ pour que la classe ouvrière soit capable de poser le problème de la lutte contre le système capitaliste dans son ensemble,

avec ses guerres, sa répression, ses pandémies et sa dévastation écologique. En somme, pour développer sa propre perspective révolutionnaire autonome et montrer ainsi la seule voie à suivre pour toutes les couches de la population opprimées et appauvries par le capitalisme en décomposition.

Amos, novembre 2025

Congrès du CCI (suite de la page 8)

tache à accomplir de même que la gravité extrême des enjeux pour l'humanité ne doivent pas être des facteurs de découragement. Au contraire, il importe que la conscience de ces enjeux se convertisse en détermination pour mener le combat contre le capitalisme. C'est l'état d'esprit d'esprit qui animait Marx comme en témoigne une lettre adressée à Johann Philipp Becker :

« J'ai toujours constaté que toutes les natures vraiment bien trempées, une fois qu'elles se sont engagées sur la

voie révolutionnaire, puisent constamment de nouvelles forces dans la défaite, et deviennent de plus en plus résolues à mesure que le fleuve de l'histoire les emporte plus loin. »

C'est l'état d'esprit qui a animé les militants qui étaient déjà présents lors de la fondation du CCI ou qui l'ont rejoint par la suite et qui, des décennies après, sont toujours présents dans notre organisation malgré les difficultés rencontrées. Cette génération, évidemment, ne pourra aller qu'en s'amenuisant et il lui ap-

partient de transmettre son expérience aux militants plus jeunes qui devront prendre la relève afin de constituer le pont vers le futur parti, un peu à l'image des fractions du passé mises en évidence par la Gauche communiste d'Italie. Et dans le patrimoine à transmettre, à côté des principes, des analyses et des leçons élaborées par des décennies d'activité politique, figure en première place cet état d'esprit militant.

CCI, novembre 2025

Rapport sur la lutte de classe (suite de la page 19)

de la victoire de Trump aux élections américaines, ont le double avantage de persuader les travailleurs de placer la défense de l'illusion démocratique au-dessus de la lutte pour leurs propres intérêts de classe « égoïstes », et de contrer la menace de l'unité de classe en entraînant différents secteurs de la classe ouvrière derrière les camps capitalistes concurrents.

- Cette stratégie de division se retrouve également dans les différentes formes de « guerres culturelles », qui jouent sur le conflit entre les « woke » et les « anti-woke » autour de nombreuses questions (genre, migration, environnement, etc.) ainsi qu'autour des conflits de plus en plus violents entre les partis politiques.

- Le développement des campagnes anti-immigration par les partis de droite et d'extrême droite vise à instiller une atmosphère de pogrom, en faisant des migrants et des étrangers des boucs

émissaires et en les rendant responsables de la baisse du niveau de vie. Ce type de poison idéologique ne peut être contré que par la capacité de la classe à forger son unité et sa solidarité face aux attaques matérielles auxquelles sont confrontés tous les prolétaires. La situation sera également marquée par des révoltes des couches intermédiaires et par des mouvements interclassistes, que la bourgeoisie utilisera pour dénaturer les luttes et le processus de réflexion.

La nécessité pour le prolétariat de réagir sur son propre terrain de classe

Face à cet énorme assaut idéologique, la seule réponse possible du point de vue du prolétariat doit être :

- La récupération des leçons des combats passés qui peuvent mettre en évidence le rôle de sabotage des syndicats et de

la gauche et préparer le terrain pour les luttes auto-organisées et unifiées d'une phase supérieure de la rupture.

- Le développement, dans et autour des luttes ouvertes, de la prise de conscience du prolétariat en tant que classe opposée au capital, qui est indispensable à la fois pour la capacité de la classe à défendre ses revendications immédiates et pour le développement d'une compréhension de sa mission historique en tant que fossoyeur du capital.

Il va sans dire que l'organisation révolutionnaire a un rôle irremplaçable à jouer dans l'évolution de la conscience dans cette direction. La capacité du CCI à assumer son rôle dépend précisément de sa capacité à prendre la mesure des immenses défis auxquels la classe ouvrière sera confrontée dans les décennies à venir.

CCI, 31 décembre 2024

Crise économique (suite de la page 26)

cer encore l'impasse.

De plus, la montée en puissance de l'IA, fortement consommatrice d'eau pour refroidir les infrastructures parfois localisées dans les zones arides (!) et d'électricité, (consommation multipliée par dix en 2026 aux États-Unis), a d'énormes répercussions environnementales. Elle stimule la consommation d'énergies fossiles, comme par ex. dans le cas des États-Unis qui prévoient d'augmenter de 18% les forages, ou comme en Chine où elle dépend du charbon. L'IA devrait aussi causer des pénuries dans

certaines régions aux États-Unis !

L'économie capitaliste est donc de plus en plus marquée par l'incertitude, la déstabilisation et le chaos, la fragilisation et l'affaiblissement du système, l'accroissement sans fin de sa crise. La disparition de la coordination internationale pour faire face à la crise et le repli sur soi national expriment aussi l'incapacité du capitalisme à produire de nouvelles locomotives capables de relancer l'économie sur le plan mondial, alors que les États-Unis dans les années 1980, et la Chine après 2008 arrivaient

encore à jouer ce rôle. Du fait de l'affaiblissement général du système capitaliste, tous les États s'enfoncent dans la crise : l'absence de marchés extra-capitalistes suffisants modifie désormais les conditions dans lesquelles les principaux États capitalistes doivent réaliser l'accumulation élargie : de plus en plus celle-ci ne peut s'opérer, comme condition de leur propre survie, qu'au détriment direct de rivaux de même rang en affaiblissant leur économie.

CCI, 3mars 2025

... sept mois de Trump ... (suite de la page 30)

soit sa forme – libérale, démocratique, fasciste, populiste ou stalinienne –, la classe ouvrière devra finalement opposer sa propre dictature de classe, celle des conseils ouvriers, déployés pour la première fois lors des révolutions de 1905 et 1917.

En conclusion, les sept mois du second mandat du président Trump ont parfaitement répondu au besoin du capitalisme américain de multiplier les guerres, l'exploitation et la paupérisa-

tion de la classe ouvrière, ainsi que la répression. La contribution particulière de Trump a été de détruire irrémédiablement la façade de la démocratie libérale américaine dans tous les domaines, affaiblissant ainsi davantage le leadership impérialiste américain sur la scène mondiale et stimulant massivement le chaos capitaliste, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.

Le danger présent et futur pour la classe ouvrière est d'être entraînée dans

le conflit de plus en plus violent entre les ailes populiste et libérale de la bourgeoisie.

Elle doit rester autonome sur son propre terrain de classe, poursuivant la lutte pour ses propres intérêts de classe, ce qui l'opposera inévitablement à la classe dirigeante dans son ensemble, et non à l'une ou l'autre de ses factions concurrentes.

Como 11.10.2025

..... Antisémitisme, sionisme, antisionisme (suite de la page 46)

haines alimentées par des cycles sans fin de terrorisme et de massacres, et par la volonté des différentes bourgeoisies de détourner et d'étouffer la moindre manifestation d'opposition à la violence intercommunautaire et à la guerre entre États. Récemment, à Gaza, nous avons assisté à des manifestations de rue appelant à la démission du Hamas et à la fin de la guerre. Très peu de temps après, il est apparu que le gouvernement israélien soutenait et même armait certains clans et factions à Gaza afin de prendre le contrôle de ces opinions anti-Hamas. En Israël, un nombre croissant de réservistes militaires ne se présentent pas à

leur poste et certains d'entre eux ont lancé un appel expliquant pourquoi ils ne sont plus disposés à servir dans l'armée. Pour la première fois, de petites minorités remettent en question les objectifs de la guerre continue contre le Hamas, non seulement parce qu'elle réduit inévitablement les chances de libération des otages survivants, mais aussi en raison des terribles souffrances qu'elle inflige à la population palestinienne, sujet tabou dans le climat de traumatisme collectif créé par les événements du 7 octobre et leur manipulation délibérée par l'État israélien. Mais l'idéologie pacifiste qui domine le mouvement dissident israé-

lien constituera un obstacle supplémentaire à l'émergence d'une opposition véritablement révolutionnaire à la guerre.

Néanmoins, ces prémices de remise en question des deux côtés du conflit montrent que les internationalistes ont du travail à faire pour encourager celui-ci à sortir de son enveloppe pacifiste et patriotique. Certes, nous ne pouvons espérer toucher que de très petites minorités pour l'instant, et nous comprenons que, compte tenu du niveau d'intoxication idéologique en Israël et en Palestine, les étapes les plus importantes vers une véritable rupture avec le nationalisme nécessiteront l'exemple, l'inspiration,

Le piège de la lutte pour la démocratie bourgeoise ... (suite de la page 50)

derrière l'opposition plus démocratique pour le remplacer. En ce qui concerne les revendications démocratiques des luttes ouvrières de l'époque en Russie même, Battaglia, tout en admettant que ces revendications peuvent être utilisées par une aile de la bourgeoisie, a déclaré : « Pour ces masses imprégnées d'antistalinisme et de l'idéologie du capitalisme occidental, les premières revendications possibles et nécessaires sont celles qui visent à renverser le régime

“communiste”, à libéraliser l'appareil productif et à conquérir les “libertés démocratiques” ».⁹

Il est clair que l'ambiguïté dans la pratique de ces groupes quant au rejet des luttes démocratiques a une longue histoire. Mais il est impératif que l'intransigeance de classe sur ce principe

9. Polémique : le vent d'est et la réponse des révolutionnaires ? *Revue internationale* n° 62.

soit renforcée par la Gauche communiste, non seulement pour la lutte de classe aujourd'hui, mais aussi pour la lutte révolutionnaire de demain et pour la formation de son parti de classe, qui dépendra dans une large mesure du rejet de toute conciliation avec l'une ou l'autre des formations politiques de la classe dominante, qui exploite ses divisions pour entraver cette perspective.

Como, septembre 2025

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

Décembre 2022

fr.internationalism.org

france@internationalism.org

0,50 €

TROISIÈME MANIFESTE DU CCI

Le capitalisme mène à la destruction de l'humanité... Seule la révolution mondiale du prolétariat peut y mettre fin !

Il y a 130 ans, alors que les tensions entre les puissances capitalistes s'intensifiaient en Europe, Friedrich Engels avait posé le dilemme de l'humanité : socialisme ou barbarie.

Cette alternative s'est concrétisée par la Première Guerre mondiale qui a éclaté en 1914 et a causé 20 millions de morts, 20 millions d'invalides et, dans le chaos

Yémen, Syrie, Ethiopie, Soudan... La guerre en Ukraine est la plus grave crise guerrière depuis 1945.

La barbarie de la guerre s'accompagne d'une multiplication et d'une interaction de forces destructrices se renforçant mutuellement : la pandémie de Covid-19 qui est encore loin d'être vaincue et annonce la menace de

temps, la guerre s'est banalisée, elle ne fait même plus les gros titres des journaux, ses échos ne vont pas au-delà de quelques déclarations menaçantes, d'appels aux sacrifices pour «envoyer des armes en Ukraine», de campagnes de propagande martelées contre les rivaux, de fake news, le tout assaisonné de vaines illusions de «négociations»...

Le prétendu «arrière» de ce front devient lui aussi un théâtre de guerre permanent dans lequel les populations sont prises en otage. N'importe qui peut mourir dans le bombardement périodique de villes entières... Dans les centres de production, les gens travaillent avec des armes dans le dos, puissamment encadrés par la police, les partis politiques.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

MANIFESTE SUR LA CRISE ÉCOLOGIQUE

0,5 €

Est-il possible d'empêcher la destruction de la planète ?

L'état de la planète est catastrophique. Le climat se réchauffe plus vite que toutes les prévisions scientifiques, provoquant incendies, sécheresses, tempêtes, inondations... Les océans s'acidifient et, avec eux, les précipitations ; la végétation sous l'eau ou sur terre en subit les conséquences désastreuses. La déforestation mondiale bat des records chaque année et l'asphalte recouvre de plus en plus de terres. La pollution contamine tout : gaz à effet de serre, pesticides dans les sols, particules de plastique dans les mers, molécules pharmaceutiques dans les rivières... au point que

écologique. Cette pandémie a mis en évidence le lien entre la destruction de la nature et la menace pour la santé humaine. Selon la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES), 70 % des maladies émergentes (Zika, Ebola, Nipah, etc.) et la quasi-totalité des pandémies connues (grippe, VIH, Covid-19) ont pour origine des zoonoses, des maladies causées par des infections d'origine animale. Les causes profondes de ces pandémies sont les mêmes que celles qui ravagent la nature : déforestation et destruction des écosystèmes naturels, commerce et

bien plus hostiles, se rétablir après des vagues d'extinction massive encore plus importantes qu'aujourd'hui ; la vie se trouve au fond des océans, sous la terre, sur toutes les surfaces. Non, ce qui est menacé, c'est l'espèce humaine ! La façon dont la société fonctionne aujourd'hui finira par rendre la Terre hostile, voire inhabitable pour l'humanité.

Toutes les « solutions » à la crise écologique proposées par la classe dirigeante sont insignifiantes parce que les problèmes auxquels nous sommes confrontés font partie

du système global qui domine la planète : le système capitaliste, qui vit de l'exploitation et de la recherche du profit. Exploitation de la force de travail humaine par le biais de la relation salariale ; exploitation de la nature, qu'il considère comme un don gratuit à piller à volonté. Et bien que le capitalisme ait produit les moyens scientifiques et technologiques qui pourraient être utilisés pour libérer l'humanité de la pauvreté et du travail aliéné, le conflit entre ce potentiel productif et la motivation même de la production est devenu permanent. Ce long déclin a

atteint une phase terminale, une impasse où la guerre, les crises de surproduction et les destructions environnementales ont atteint le point où toutes ces manifestations de l'impasse historique du système agissent les unes sur les autres pour produire un terrible tourbillon de destruction. Mais il existe une alternative au cauchemar dans lequel nous plonge le capitalisme : la lutte internationale de la classe exploitée pour le renversement du capitalisme et la construction d'une société communiste mondiale. (5/12/2024)

SOUSCRIPTION PERMANENTE DE SOUTIEN A LA PRESSE REVOLUTIONNAIRE



L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription permanente pour le soutien de notre presse et de notre intervention.

Contrairement aux organisations bourgeoises qui bénéficient de subventions de la classe dominante et de son État pour assurer la défense des intérêts du capital, l'organisation révolutionnaire ne vit que grâce aux cotisations de ses militants et aux souscriptions de ses sympathisants.

Lecteurs, votre souscription est un acte politique conscient de solidarité et de soutien à la défense des idées révolutionnaires. Elle participe pleinement de la défense des intérêts de la classe dont dépend l'avenir de l'humanité.

Souscrire à la presse du CCI, ce n'est pas lui faire l'aumône. C'est s'engager à ses côtés dans le combat contre les mensonges et mystifications de la bourgeoisie, contre ses moyens de propagande et d'intoxication idéologiques.

Vos contributions sont donc les bienvenues au compte de RI (C.C.P. 523544Y - Rouen) ou peuvent être versées lors de nos interventions.

Abonnements (tous les prix sont en Euros)	ZONES POSTALES				
	France	Belgique	Europe	Monde	Monde Par avion
Révolution Internationale (11 n°s)	18,50			20,50	21,50
Revue Internationale (4 n°s)	18,50	18,50		18,50	18,50
Internationalisme (11 n°s)		13,00	17,50	18,60	24,80
ABONNEMENTS COUPLÉS					
Révolution Internationale / Revue Internationale	35			38	38
Internationalisme / Revue Internationale		28,00	32,25	33,50	44,65
ABONNEMENTS DIFFUSEURS					
	France		Belgique		
Journal seul (RI ou Internationalisme)	45,00 (3 n°s) 73,00 (5 n°s)		0,65 par n° supplémentaire		
Revue Internationale	31,00 (2 n°s) 45,00 (3 n°s)		2,50 par n° supplémentaire		
ABONNEMENTS DE SOUTIEN					
	France		Belgique		
Internationalisme OU Revue Internationale			24,80		
Internationalisme ET Revue Internationale			50,00		
Paiement en France	RI – CCP523544Y – Rouen à l'adresse : Mail Boxes 153, 108 rue Damrémont, 75018 Paris				
Paiement en Belgique	Internationalisme, BP 94, 2600, Berchem BELGIQUE				

LISEZ NOS LIVRES ET BROCHURES

Dans la série "Contributions à une histoire
du mouvement révolutionnaire"

LA Gauche communiste
D'ITALIE

LA GAUCHE HOLLANDAISE

LA Gauche communiste
DE FRANCE

BROCHURES

Plate-forme et Manifeste du C.C.I.

(€2,5 +frais d'envoi:
France €1,5 / Etranger €3).

La décadence du capitalisme

(€2,5 + €1,5 / €3)

Les syndicats contre

la classe ouvrière (€2,5 + €1,5 / €3)

Nation ou classe (€2,5 + €1,5 / €3)

Le trotskisme contre

la classe ouvrière (€4,5 + €1,5 / €3)

Organisation communiste et conscience de classe

(€4 + €1,5 / €3)

L'État dans la période

de transition (€3 + €1,5 / €3)

Guerre du Golfe (€2,5 + €1,5 / €3)

La Gauche communiste d'Italie

(€8 + €3,5 / €5)

La Gauche hollandaise

(€12 + €3,5 / €5)

La Gauche communiste de France

(€6,5 + €1,5 / €3)

L'effondrement du stalinisme

(€3 + €1,5 / €3)

La Révolution russe (€2,5 + €1,5 / €3)

Bilan de la lutte des infirmières

Octobre 1988 (€3 + €1,5 / €3)

Luttes dans la fonction publique de décembre 95

Une victoire pour les syndicats,
une défaite pour la classe ouvrière
(€3 + €1,5 / €3)

Fascisme et démocratie, deux expressions de la dictature du capital (€4,5 + €1,5 / €3)

Comment le PCF est passé au service du capital (€3 + €1,5 / €3)

La terreur stalinienne : un crime du capitalisme, pas du communisme (€3 + €1,5 / €3)

Les élections : un piège pour la classe ouvrière (€2 + €1,5 / €3)

Le communisme n'est pas un bel idéal (€3 + €1,5 / €3)

Octobre 1917 début de la révolution mondiale (€3,5 + €1,5 / €3)

N° 168 Premier semestre 2022

Guerre en Ukraine

Un pas de géant dans la barbarie et le chaos généralisés

Rapport sur les tensions impérialistes (mai 2022)

Signification et impact de la guerre en Ukraine

Déclaration commune de groupes
de la Gauche communiste internationale
sur la guerre en Ukraine

Le capitalisme c'est la guerre,
guerre au capitalisme! (Tract international)

Comment le prolétariat
peut-il renverser le capitalisme ?

Militarisme et décomposition

Actualisation du texte d'orientation de 1990

100 ans après la fondation de l'IC

Quelles leçons pour les combats du futur ? (4^e partie)

Le communisme est à l'ordre du jour de l'histoire
Marc Chirik et l'État de la période de transition

N° 170 Premier semestre 2023

25^e congrès du CCI

Révolution communiste ou destruction de l'humanité

La responsabilité cruciale des organisations
révolutionnaires

Résolution sur la situation internationale

Rapport sur la décomposition

Rapport sur la lutte de classe

Rapport sur les tensions impérialistes

Rapport sur la crise économique

N° 172 Premier semestre 2024

Face au chaos et à la barbarie, les responsabilités des
révolutionnaires

Les campagnes démocratiques

Face à la marée montante du populisme, la gauche du
capital ne peut pas sauver ce système à l'agonie

L'approfondissement et l'extension des conflits guer-
riers traduisent l'impasse croissante du capitalisme

Plus d'un siècle d'affrontements israélo-palestiniens

"Action Week" à Prague : ...

Deux ans après la déclaration commune de la gauche
communiste

Manifeste de la Gauche communiste aux prolétaires
d'Europe (Juin 1944)

La lutte contre la guerre impérialiste ne peut être menée
qu'avec les positions de la gauche communiste

Comment la bourgeoisie s'organise

Cette crise économique va devenir la plus grave de
toute la période de décadence

Critique des soi-disant communisateurs

N° 169 Deuxième semestre 2022

Face à la guerre et à l'accélération de la crise
du capitalisme, les révolutionnaires

Troisième Manifeste du CCI : Le capitalisme mène à
la destruction de l'humanité, Seule la révolution mon-
diale du prolétariat peut y mettre fin

L'accélération de la décomposition capitaliste ... la
question de la destruction de l'humanité

Le retour de la combativité du prolétariat mondial

Les États-Unis - .. aujourd'hui épicerie de la décom-
position sociale

Critique des soi-disant "communisateurs"(I et II)

100 ans après la fondation de l'IC

N° 171 Deuxième semestre 2023

Face à la fuite en avant dans le chaos

Résolution sur la situation internationale (Dec. 2023)

Massacres et guerres en Israël, à Gaza, en Ukraine,
en Azerbaïdjan... Le capitalisme sème la mort !

Appel de la Gauche communiste

Guerre en Ukraine : Deux ans de confrontation
impérialiste, de barbarie et de destruction

Spirale d'atrocités au Moyen-Orient : I Les atrocités de
la guerre utilisées pour justifier de nouvelles atrocités

Les USA : Superpuissance dans la décadence ...

aujourd'hui épicerie de la décomposition sociale (II)

Après la rupture dans la lutte de classe ...

Critique des soi-disant "communisateurs" : Jacques
Camatte, du bordiguisme à la négation du prolétariat
(parties 1 et 2)

N° 173 xxx semestre 204

Avec Trump 2, une nouvelle étape dans le chaos capi-
taliste

Trois ans de guerre en Ukraine

Résolution sur la situation internationale (Dec. 2023)

Massacres et guerres en Israël, à Gaza, en Ukraine,
en Azerbaïdjan... Le capitalisme sème la mort !

Appel de la Gauche communiste

Guerre en Ukraine : Deux ans de confrontation
impérialiste, de barbarie et de destruction

Les atrocités de la guerre utilisées pour justifier de
nouvelles atrocités

Les USA : Superpuissance dans la décadence ...

aujourd'hui épicerie de la décomposition sociale (II)

Après la rupture dans la lutte de classe ...

Critique des soi-disant "communisateurs" : Jacques
Camatte, du bordiguisme à la négation du prolétariat
(parties 1 et 2)

NOS POSITIONS

● Depuis la 1^{re} guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 1980, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative à ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

● La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec les conditions données par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

● Les régimes étatisés qui, sous le nom de "socialistes" ou "communistes", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'État, propre à la période de décadence.

● Depuis le début du 20^e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre États, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place sur l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

● Toutes les idéologies nationalistes, d'"indépendance nationale", de "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploiters.

● Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La "démocratie", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

● Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis "ouvriers", "socialistes", "communistes" (les ex-"communistes" aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de

l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de "front populaire", "front anti-fasciste" ou "front unique", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

● Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, "officielles" ou "de base", ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

● Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

● Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les États, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

● La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'État capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les États et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des Conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

● La transformation communiste de la société par les Conseils ouvriers ne signifie ni "auto-gestion", ni "nationalisation" de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

● L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir" en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

● La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.

● L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

● Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

● Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des Communistes de Marx et Engels (1847-1852), des trois Internationales (l'Association Internationale des Travailleurs, 1864-1872, l'Internationale Socialiste, 1889-1914, l'Internationale communiste, 1919-1928), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-1930 de la 3^e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Pour écrire au C.C.I.

*Aux adresses suivantes
en fonction du pays*

Espagne, France, Brésil, Vénézuéla

Revue Internationale
BP 30605
31006 Toulouse Cedex 6

Mexico, Pérou, Equateur

Apartado Postal 15-024,
C.P 02600,
Distrito Federal, Mexico, Mexique

Belgique, Hollande

PB 102, 2018 Antwerpen (Central Station) Belgique-België

Grande-Bretagne, Australie, États-Unis

BM Box 869,
LONDON WC1N 3XX
Grande-Bretagne

Inde, Philippines

POB 25, NIT, Faridabad, 121001,
Haryana, Inde

Italie

CP 469, 80100 NAPOLI, Italie

Allemagne, Suisse, Suède,

Internationale Revue
Postfach 2124
CH-8021 Zurich, Suisse